

Rétrospective annuelle APS 2025

Anja Heidelberg, Marlène Gerber, Marc Bühlmann, Mathias Buchwalder, Lena Baltisser, Marie Del Priore, Bernadette Flückiger, Viktoria Kipfer, Sarah Kuhn, Antoine Lévêque, Lukas Lütolf, Chloé Magnin, Hans-Peter Schaub, Catalina Schmid, Joëlle Schneuwly, Nic Töny und Karel Ziehli

Impressum

Editeur:

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität de Berne
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Berne
www.anneepolitique.swiss

Mode de citation préféré:

Heidelberger, Anja, Marlène Gerber, Marc Bühlmann, Mathias Buchwalder, Lena Baltisser, Marie Del Priore, Bernadette Flückiger, Viktoria Kipfer, Sarah Kuhn, Antoine Lévêque, Lukas Lütolf, Chloé Magnin, Hans-Peter Schaub, Catalina Schmid, Joëlle Schneuwly, Nic Töny und Karel Ziehli (2025). Rétrospective annuelle APS 2025. Berne: Année Politique Suisse, Institut de sciences politiques de l'Université de Berne.

Disponible en ligne à l'adresse suivante:

<https://anneepolitique.swiss/dossiers/1732>

Table des matières

Rétrospective annuelle APS 2025	4
APS-Jahresrückblick 2025	15
Rétrospective annuelle 2025: Problèmes politiques fondamentaux	26
Jahresrückblick 2025: Rechtsordnung	31
Jahresrückblick 2025: Institutionen und Volksrechte	36
Jahresrückblick 2025: Föderativer Aufbau	41
Jahresrückblick 2025: Aussenpolitik	46
Rétrospective annuelle 2025: Armée	51
Rétrospective annuelle 2025: Politique économique	57
Rétrospective annuelle 2025: Crédit et monnaie	63
Rétrospective annuelle 2025: Agriculture	68
Jahresrückblick 2025: Öffentliche Finanzen	74
Jahresrückblick 2025: Energie	79
Jahresrückblick 2025: Verkehr und Kommunikation	84
Jahresrückblick 2025: Raumplanung und Wohnungswesen	89
Jahresrückblick 2025: Umweltschutz	94
Jahresrückblick 2025: Bevölkerung und Arbeit	99
Jahresrückblick 2025: Gesundheit, Sozialhilfe, Sport	104
Jahresrückblick 2025: Sozialversicherungen	110
Jahresrückblick 2025: Soziale Gruppen	116
Jahresrückblick 2025: Bildung und Forschung	122
Jahresrückblick 2025: Kultur, Sprachen, Kirchen und religionspolitische Fragen	127
Rétrospective annuelle 2025: Médias	132
Jahresrückblick 2025: Parteien	137
Jahresrückblick 2025: Verbände	142
Annexe technique	147

RAPPORT

ANJA HEIDELBERGER,
MARLENE GERBER,
MARC BÜHLMANN ET
MATHIAS BUCHWALDER

TRADUCTION:
MATHIAS BUCHWALDER

Rétrospective annuelle APS 2025

En 2025, trois paquets avec de grandes conséquences politiques ont été ficelés par le Conseil fédéral: la déclaration d'intention en vue d'un accord dans le cadre des négociations tarifaires avec les États-Unis, le paquet d'accords Suisse-UE («Bilatérales III») et le paquet destiné à alléger les finances fédérales («Programme d'allégement budgétaire 2027»). Le Conseil fédéral et le Parlement se sont également davantage penchés sur les questions de sécurité, tandis que les projets à teinte écologiste et de gauche ont eu plus de mal à s'imposer que les années précédentes. Les citoyennes et citoyens ont voté sur cinq objets en 2025, mais contrairement aux années précédentes, il n'y a pas eu de surprises, à l'exception du résultat serré sur la loi sur l'e-ID.

Methodologie

Depuis 2019, Année Politique Suisse (APS) rédige des rétrospectives annuelles sur 23 thèmes liés à la politique suisse. Nous résumons les événements importants pour la politique suisse au cours d'une année, en nous basant notamment sur quatre indicateurs : le nombre de mots prononcés par objet au Parlement, l'évolution du nombre d'interventions déposées et traitées ainsi que l'ampleur de la couverture médiatique.

Le tableau 1 montre que les discussions au Parlement ont principalement porté sur les finances. À lui seul, le [budget 2026](#) a donné lieu à un débat de près de 200'000 mots. L'[initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions !»](#) a également suscité des discussions très animées au Parlement, l'accent étant mis non seulement sur la politique migratoire, mais aussi sur la politique européenne. En 2025, les médias ont largement couvert les questions de politique économique, en particulier les événements liés aux [droits de douane imposés par les États-Unis](#). Par rapport aux années précédentes, on constate une nette augmentation de la couverture médiatique et du nombre d'interventions parlementaires consacrées à la défense nationale.

APS ne se limite toutefois pas à ces valeurs extrêmes, mais résume les développements les plus importants en 2025. La méta-rétrospective ci-dessous ainsi que les [23 rétrospectives thématiques annuelles](#) offrent donc un aperçu de la riche diversité de la politique suisse.

TABLEAU 1: APERÇU DES INDICATEURS UTILISÉS POUR LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE 2025

Les trois thèmes les plus discutés par le Parlement en 2025 (selon le nombre de mots prononcés)					
Thème	Mots	Premières places			
1. Finances publiques	513'928	Budget 2026 avec 194'972 mots ; programme d'allègement budgétaire 2027 avec 86'597 mots			
2. Groupes sociaux	355'407	Initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions !» avec 99'039 mots			
3. Assurances sociales	288'575	Mise en œuvre et financement de l'initiative pour une 13e rente AVS avec 52'336 mots			
Les trois thèmes dans lesquels le plus grand nombre d'interventions et d'initiatives parlementaires ont été traités en 2025					
en valeur absolue			par rapport à la 51e législature		
Thème	Nombre		Thème	Nombre	Moyenne 51e législature Rapport à la moyenne
1. Groupes sociaux	136		1. Structures fédéralistes	5	1.8 2.8
2. Assurances sociales	111		2. Médias	26	11.8 2.2
3. Politique étrangère	96		3. Culture, langues, églises	27	13.5 2.0
Les trois thèmes dans lesquels le plus grand nombre de nouvelles interventions et initiatives parlementaires ont été déposées en 2025					
en valeur absolue			par rapport à la 51e législature		
Thème	Nombre		Thème	Nombre	Moyenne 51e législature Rapport à la moyenne
1. Groupes sociaux	123		1. Armée	66	23.0 2.9
2. Ordre juridique	92		2. Structures fédéralistes	6	3.0 2.0
3. Transports /communications	89		3. Ordre juridique	92	46.3 2.0
Les trois thèmes les plus fréquemment abordés par les médias en 2025 (en pourcentage de l'ensemble de la couverture médiatique)					
en pourcentage par chapitre			par rapport à la moyenne depuis 2018		
Thème	Part 2025	Contenu	Thème	Part 2025	Moyenne depuis 2018 Rapport à la moyenne Contenu
1. Politique économique	11.8%	Droits de douane	1. Armée	4.8%	2.4% 2.0 Divers thèmes
2. Politique étrangère	9.2%	Droits de douane	2. Aménagement du territoire et logement	2.5%	1.5% 1.7 Principalement valeur locative
3. Partis	7.9%	Divers thèmes	3. Finances publiques	2.7%	2.0% 1.4 Programme d'économie

Exemples de lecture : dans les procès-verbaux des débats parlementaires, 513'928 mots au total ont été comptés pour les objets classés dans le thème «Finances publiques»; 136 interventions (postulats, motions et initiatives parlementaires) ont été traitées dans le thème «Groupes sociaux» en 2025, alors que 123 nouvelles interventions ont déposées dans ce domaine thématique; par rapport à la moyenne de l'ensemble de la 51e législature, 2.8 fois plus d'interventions ont été traitées en 2025 dans le thème «Structures fédéralistes» et 2.9 fois plus d'interventions ont été déposées dans le thème «Armée»; 11.8% de tous les articles de journaux pertinents politiquement recensés par APS portaient sur un sujet pouvant être classé dans le thème «Politique économique»; en 2025, le thème «Armée» a été 2.0 fois plus souvent abordé dans les journaux que la moyenne enregistrée entre 2018 et 2024 pour ce thème. Plus d'informations dans l'annexe technique.

Pression croissante sur l'économie suisse

En 2025, aucun autre événement politique n'a temporairement suscité autant d'attention dans les médias pris en compte par APS que la décision prise fin juillet par les États-Unis d'[imposer des droits de douane de 39 pour cent sur \(presque\) toutes les importations suisses](#) (voir figure 1 de l'analyse APS des journaux dans la [rétrospective «Politique étrangère»](#)). Un accord sous forme de déclaration d'intention a certes été conclu à la mi-novembre – avec effet rétroactif à cette date – pour réduire les droits de douane à 15 pour cent, mais entre-temps, les perspectives de l'économie suisse se sont fortement assombries : les prévisions de croissance ont été revues à la baisse et [les exportations ainsi que le PIB réel ont reculé au troisième trimestre](#). L'[industrie des machines](#), dont la situation n'était déjà pas rose en raison de [la force du franc suisse](#), a particulièrement souffert des droits de douane élevés. Afin de soutenir les entreprises orientées vers l'exportation, le Conseil fédéral et le Parlement ont [prolongé à l'automne la durée maximale du chômage partiel](#).

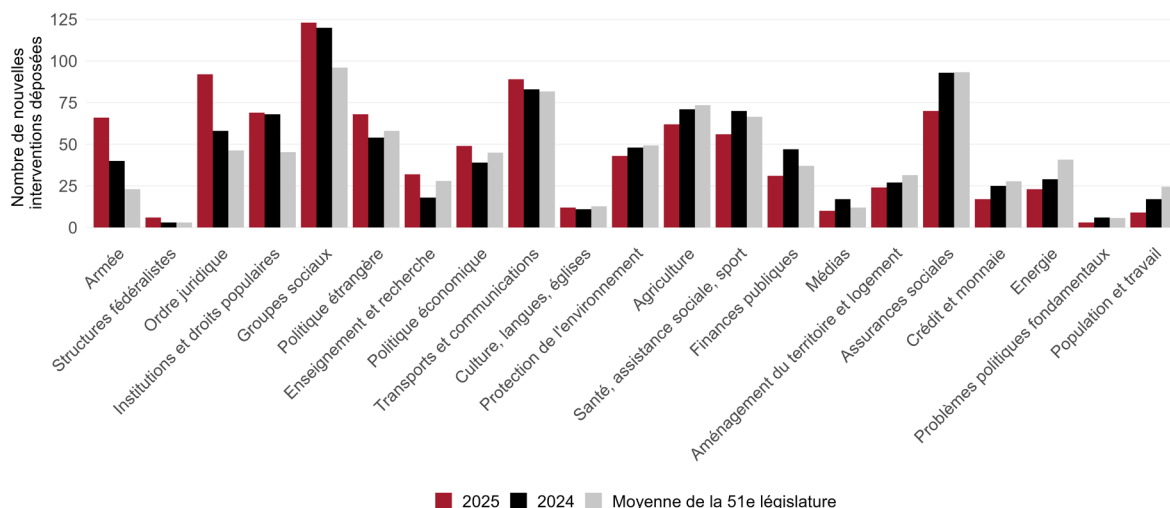
Bien que les augmentations tarifaires n'aient jusqu'à présent pas touché l'industrie pharmaceutique, celle-ci a également subi une pression croissante en raison des menaces du gouvernement américain visant à réduire les prix des médicaments. Plusieurs entreprises du secteur ont ainsi présenté des plans afin de délocaliser une partie de leur production aux États-Unis. La déclaration d'intention bilatérale de la mi-novembre stipulait en outre qu'une part considérable des investissements promis aux États-Unis devait être réalisée par le secteur pharmaceutique. Les concessions faites par la Confédération au gouvernement américain dans le cadre de la déclaration d'intention ont suscité des réactions parfois virulentes au niveau national. Des débats agités se profilent déjà en ce qui concerne l'[agriculture](#), qui sera probablement concernée par l'accord commercial prévu.

Excitation croissante sur les Bilatérales III

Intitulé [«Bilatérales III»](#), le paquet relatif aux accords avec l'UE a lui aussi fait l'objet d'une grande attention médiatique en 2025 (voir figure 3 de l'analyse APS des objets parlementaires et des journaux ; en annexe), en particulier lorsque le Conseil fédéral a présenté les résultats de la consultation à la fin de l'année, estimant que le paquet avait été bien accueilli dans l'ensemble. Les points litigieux restaient toutefois les questions relatives à la protection des salaires et à la protection contre le licenciement des représentants et représentantes des travailleurs et travailleuses, cette dernière étant [rejetée par les employeurs](#). De leur côté,

les [syndicats](#) – entre autres – ont fortement critiqué, voire rejeté, l'[accord sur l'électricité](#), qui impliquerait une libéralisation complète du marché suisse.

FIGURE 1: NOMBRE D'INTERVENTIONS (MOTIONS, POSTULATS, INITIATIVES PARLEMENTAIRES) DEPOSÉES AU PARLEMENT PAR THÈME (2025, 2024, 51^E LEGISLATURE)



Légende : Nombre d'affaires parlementaires nouvellement déposés sur les différents thèmes en 2025, 2024 et au cours de la 51^e législature (moyenne). Thématiques classés selon la différence par rapport à la moyenne de la 51^e législature.

Exemple : En 2025, 66 interventions et initiatives parlementaires ont été déposées sur le thème « Armée », 40 en 2024 et 23 en moyenne au cours de la 51^e législature.

Source des données : «Grünenfelder Zumbach GmbH», basé sur les données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale 2025.

Les relations bilatérales avec l'UE figuraient également au centre des débats lors du [traitement de l'initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions ! \(initiative pour la durabilité\)»](#) par le Conseil national. En cas de forte augmentation de l'immigration, l'initiative de l'UDC demande entre autres la résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes. Plus d'une centaine de conseillers nationaux et conseillères nationales ont pris la parole lors d'un long débat de fond sur l'immigration et l'importance de la voie bilatérale – seul le budget de la Confédération a été discuté plus en détail par le Parlement en 2025 (voir tableau 2). L'[UDC](#) y a notamment critiqué la clause de sauvegarde prévue dans les «Bilatérales III».

Opposition croissante contre les mesures d'économie

Comme l'année précédente, la politique suisse a été [marquée en 2025 par des discussions sur les mesures d'économie](#), notamment dans le cadre du budget 2026 et du programme d'allègement budgétaire 2027. De plus, les conséquences des économies réalisées par le Conseil fédéral et le Parlement au cours des années précédentes se sont faites sentir.

Les coupes budgétaires des années dernières touchaient particulièrement la coopération au développement. En 2025, les problèmes des ONG concernées ont été aggravés par les [économies importantes auxquelles a procédé le nouveau gouvernement américain](#) au début de l'année. Pas de trêve en vue pour les organisations affectées: en effet, le programme d'allègement 2027 prévoit un gel des dépenses de coopération au développement jusqu'en 2030.

Le Conseil fédéral et le Parlement semblent également vouloir continuer à serrer la vis en matière de politique d'asile, déjà très discutée en 2025. De [nombreuses interventions parlementaires](#) déposées dans ce domaine visent entre autres à réduire les coûts, alors que le Conseil fédéral prévoit des économies de CHF 1 milliard dans le programme d'allègement budgétaire.

Les économies réalisées ces dernières années se sont aussi faites sentir au sein de l'administration fédérale. Entre autres, l'[Office fédéral de la statistique \(OFS\)](#) a annoncé en juin renoncer à établir plusieurs statistiques pour des raisons financières. L'OFSP a également annoncé qu'il allait devoir supprimer certaines tâches pour réaliser des économies. Fin décembre, le Parlement a en outre réduit le crédit fédéral alloué aux relations publiques et a empêché la compensation intégrale du renchérissement 2026 pour le personnel fédéral.

Le programme d'allègement budgétaire 2027, examiné par le Conseil des États fin 2025, prévoit, selon le message du Conseil fédéral, près de 60 mesures permettant des économies potentielles de CHF 2.4 à 3 milliards par an. Il a déjà rencontré une forte opposition avant son passage au Parlement, notamment de la part des cantons, qui craignent un [transfert de charges considérable vers les niveaux fédéraux inférieurs](#) et s'opposent à des réductions des paiements de la péréquation financière nationale de la part de la Confédération.

Les vives réactions provoquées par la volonté de [renoncer à une augmentation du budget de Jeunesse & Sport](#) ont même incité le Conseil fédéral à [corriger le budget 2026](#) et à accorder un [crédit supplémentaire pour 2025](#).

Dans le cadre d'une [campagne commune](#), les milieux scientifiques se sont non seulement opposés au doublement proposé des taxes d'études, mais ont en plus averti que les économies prévues dans le programme d'allègement budgétaire risquaient, à long terme, de faire perdre à la Suisse son rôle de leader dans des domaines de recherche importants et, par conséquent, de nuire à la place économique suisse.

Le Parlement a également manifesté son opposition à diverses propositions d'économies, notamment en ce qui concerne les versements au Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF). Une [motion de commission](#) visant à garantir l'alimentation et les liquidités du FIF a été acceptée, et,

lors des discussions sur le programme d'allègement budgétaire, [le Conseil des Etats a considérablement réduit les coupes prévues](#) dans les contributions au FIF. La chambre haute a également biffé des mesures d'économie importantes dans le Programme Bâtiments et dans l'[agriculture](#). Au total, le Conseil des Etats souhaite réduire d'un tiers le volume des économies prévues dans le programme d'allègement budgétaire.

TABEAU 2: LES 20 AFFAIRES LES PLUS LONGUEMENT DÉBATTUES AU PARLEMENT EN 2025

Mots	No	Titre	Domaine thématique
194'972	25.041	Budget de la Confédération 2026 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2027-2029	Finances publiques
99'039	25.026	Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité). Initiative populaire	Groupes sociaux
86'597	25.063	Programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération	Finances publiques
70'978	24.046	Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques	Ordre juridique
70'724	24.060	200 francs, ça suffit ! (initiative SSR). Initiative populaire	Médias
66'753	23.051	Loi sur l'énergie. Modification (Projet de loi pour l'accélération des procédures)	Energie
61'625	24.026	Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil (initiative pour des impôts équitables). Initiative populaire et contre-projet indirect (loi fédérale sur l'imposition individuelle)	Finances publiques
60'569	25.037	Echanges de notes entre la Suisse et l'UE (pacte européen sur la migration et l'asile). Approbation et mise en oeuvre ; modification de lois	Groupes sociaux
56'270	24.082	Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir). Initiative populaire	Finances publiques
54'304	25.024	Loi fédérale sur le matériel de guerre (Introduction d'une compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral). Modification	Politique économique
52'336	24.073	Mise en oeuvre et financement de l'initiative pour une 13e rente AVS	Assurances sociales
44'121	25.022	Pour une politique énergétique et climatique équitable : investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat). Initiative populaire	Protection de l'environnement
42'823	23.047	Loi sur les cartels (LCart). Modification	Politique économique
40'248	25.036	Loi sur l'armée, ordonnance de l'Assemblée fédérale concernant l'administration de l'armée et organisation de l'armée. Modification	Armée
38'658	24.098	La gestion par les autorités fédérales dans le contexte de la crise de Crédit Suisse. Rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP)	Crédit et monnaie
37'277	24.078	Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (Adaptation des rentes de survivants)	Assurances sociales
36'847	24.079	Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen). Initiative populaire	Armée
36'320	21.403	Initiative parlementaire CSEC-N. Remplacer le financement de départ par une solution adaptée aux réalités actuelles	Groupes sociaux
33'215	25.025	Message sur l'armée 2025	Armée
31'806	25.018	Oui à des impôts fédéraux équitables pour les couples mariés - Pour enfin en finir avec la discrimination du mariage ! Initiative populaire	Finances publiques

Légende: Nombre de mots prononcés par le Conseil national et le Conseil des Etats sur les différents objets en 2025 ; les 20 objets les plus longuement débattus sont représentés.

Exemple: En 2025, c'est le budget de la Confédération 2026 (MCF 25.041) qui a fait l'objet du débat le plus approfondi, avec près de 200 000 mots.

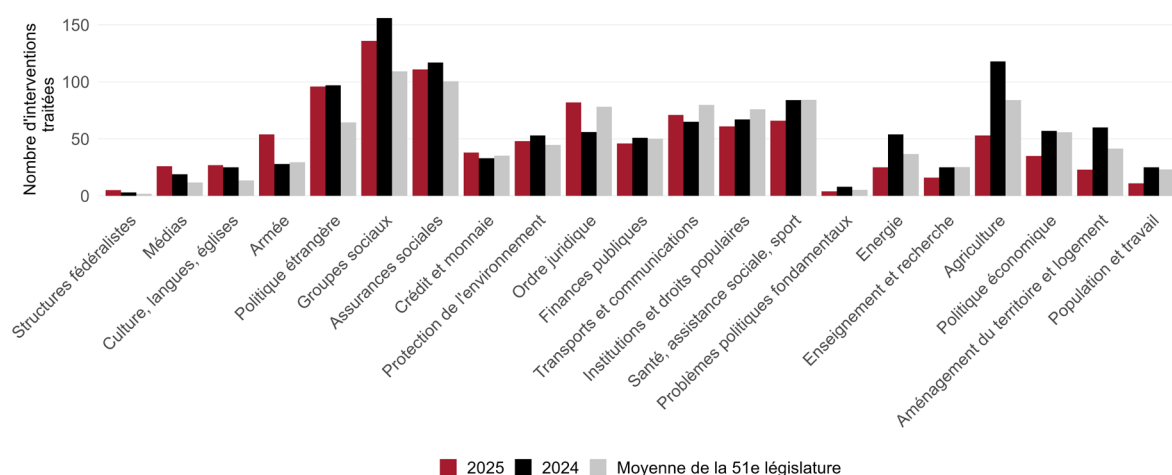
Source des données: Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).

Pour sa part, le Conseil national a aussi mis un frein aux velléités d'économies du gouvernement : en tant que conseil prioritaire, il a décidé, parallèlement à la suppression de la rente de veuve – identifiée comme une possibilité d'économie par le Conseil fédéral – d'[augmenter le plafond des rentes pour les couples mariés](#), ne réduisant ainsi pas les dépenses de l'AVS et de la Confédération de manière aussi importante que prévu.

S'agissant des domaines concernés par les mesures d'économie, les débats ont donc été enflammés en 2025. Cela s'est une fois de plus manifesté dans le cadre du [budget fédéral 2026](#), qui a été l'objet le plus discuté par les chambres en 2025 (voir tableau 2). Par rapport à la proposition du Conseil fédéral, le Parlement a augmenté les crédits alloués à l'Office fédéral de la cybersécurité et à l'agriculture, tout en réduisant entre autres les montants destinés aux organisations multilatérales et à la coopération bilatérale au développement.

Enfin, en 2025, les économies ont également nourri les discussions dans le domaine des médias. Après de longs débats, le Parlement a recommandé le rejet sans contre-projet de l'[initiative «200 francs, ça suffit ! \(initiative SSR\)»](#), qui sera soumise au vote en mars 2026. Le Conseil fédéral ayant déjà [annoncé en 2024 une baisse de la redevance à 300 francs](#), la SSR a communiqué en novembre des [mesures d'économie](#) à hauteur de CHF 270 millions, impliquant la suppression de 900 emplois plein temps.

FIGURE 2: NOMBRE D'INTERVENTIONS (MOTIONS, POSTULATS, INITIATIVES PARLEMENTAIRES) TRAITÉES AU PARLEMENT PAR THÈME (2025, 2024, 51^E LÉGISLATURE)



Légende : Nombre d'affaires parlementaires nouvellement déposés sur les différents thèmes en 2025, 2024 et au cours de la 51^e législature. Thématiques classés selon la différence par rapport à la moyenne de la 51^e législature.

Exemple : En 2025, 5 interventions et initiatives parlementaires ont été déposées sur le thème « médias », 3 en 2024 et 1.8 en moyenne au cours de la 51^e législature.

Source des données : «Grünenfelder Zumbach GmbH», basé sur les données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale 2025.

Importance croissante des questions de sécurité

En 2025, le Conseil fédéral et le Parlement se sont longuement penchés sur la situation sécuritaire en Suisse : l'augmentation du nombre d'interventions déposées et traitées dans le [thème «Armée»](#) par rapport aux années précédentes a été la plus forte parmi tous les domaines thématiques (voir figures 1 et 2). Compte tenu de la situation géopolitique, le message sur l'armée 2025 ainsi que les modifications de la Loi sur l'armée (LAAM) et des dispositions relatives à la protection civile ont mis l'accent sur le renforcement de la sécurité.

Les journaux ont également accordé plus d'attention à la thématique «Armée» que les années précédentes (voir figure 3). Outre l'[initiative «Service citoyen»](#), l'intérêt des médias s'est porté sur les dirigeants du DDPS. Après la [démission de la conseillère fédérale Viola Amherd](#) et les annonces des départs du chef de l'Armée et du directeur du Service de renseignement de la Confédération, des voix se sont élevées pour demander une enquête sur les événements au sein du DDPS, en lien surtout avec les incohérences apparues concernant le prix (fixe) des avions de combat F-35. Le nouveau chef du département Martin Pfister, dont l'élection au Conseil fédéral au début de l'année a rencontré un large écho médiatique (voir aussi figure 1 de la [rétrospective «Institutions et droits populaires»](#)), a demandé à la fin de l'année une nouvelle augmentation du budget de l'armée.

La sécurité a aussi figuré à l'ordre du jour dans d'autres domaines. Sur le [plan économique](#), le Conseil fédéral a justifié son [projet d'assouplissement des conditions d'exportation du matériel de guerre](#) par la «sauvegarde des intérêts du pays en matière de politique extérieure ou de politique de sécurité». De plus, après la validation de la première partie de la révision de la [Loi sur l'approvisionnement économique du pays \(LAP\)](#) par les chambres au cours de l'année, le Conseil fédéral a présenté en novembre son message concernant la deuxième partie de la révision partielle pour renforcer l'autosuffisance en temps de crise.

Afin d'[améliorer la sécurité d'approvisionnement en médicaments](#), le Conseil fédéral a soumis à consultation un contre-projet indirect à l'initiative «Oui à la sécurité de l'approvisionnement médical». En outre, pour [assurer la production d'énergie](#), le gouvernement a validé la construction de cinq nouvelles centrales de réserve, proposé la levée de l'interdiction de construire des nouvelles centrales nucléaires dans le cadre d'un contre-projet indirect à l'[initiative «Stop au blackout»](#) et adopté le «projet d'accélération des procédures», qui vise à stimuler le développement des énergies renouvelables.

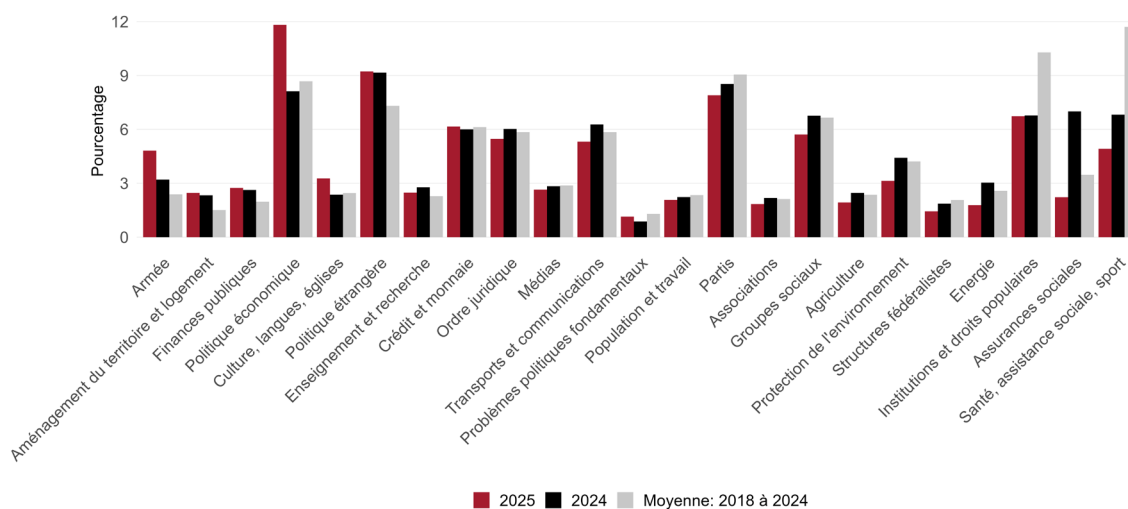
La sécurité doit aussi être renforcée via une intensification des efforts de lutte contre la criminalité. Ainsi, après des débats très approfondis, le

Parlement a adopté, avec le [nouveau registre de transparence](#) (voir tableau 2), des mesures supplémentaires pour lutter contre le blanchiment d'argent, et a explicitement érigé le harcèlement obsessionnel (ou stalking) en infraction pénale dans un autre projet de loi. Plusieurs interventions ont également demandé une approche plus sévère à l'encontre des requérants d'asile ayant commis des infractions pénales ou des migrants en situation irrégulière (voir figure 2). Contrairement à la législature précédente, elles ont reçu un [accueil favorable au sein des chambres](#).

De plus, le [traitement des scandales d'abus sexuels dans l'Église catholique](#) a incité le Parlement à exiger, par le biais de [six motions identiques](#) transmises au Conseil fédéral en 2025, une base légale pour l'élaboration de concepts de protection visant à prévenir les abus dans les organisations qui travaillent avec des enfants et des jeunes.

Finalement, l'[effondrement de la montagne survenu à Blatten](#) et les discussions qui ont suivi sur la reconstruction de la commune ou sur le déplacement préventif du village de Brienz (GR) ont accru l'intérêt du public pour la sécurité des zones habitées dans les Alpes (voir aussi figure 1 dans la [rétrospective «Protection de l'environnement»](#)).

FIGURE 3: POURCENTAGE D'ARTICLES DE PRESSE PAR THÈME (2025, 2024, 2018-2024)



Légende : Proportion d'articles de journaux par mois en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours d'un mois (janvier – novembre). Thématiques classés selon la différence par rapport à la moyenne de 2018 à 2024.

Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Armée » par rapport au nombre total d'articles était de 3.2 pour cent en 2025, 4.8 pour cent en 2024 et d'environ 2.3 pour cent en 2018-2024.

Source des données : Documentation de presse de APS.

Virulence décroissante en politique environnementale, sociale et bancaire

En 2025, les thèmes écologistes et de gauche ont eu plus de mal à s'imposer que les années précédentes, malgré la [hausse des loyers](#) et des primes d'assurance maladie ainsi que la multiplication des annonces de licenciements.

Le Conseil fédéral et le Parlement ont certes abordé les modalités de versement et le [financement de la 13e rente AVS](#), acceptée l'année précédente par le peuple et les cantons dans le but d'améliorer la situation financière des retraités. Les nombreuses autres revendications de la gauche se sont toutefois heurtées à un mur en 2025 : le transfert du [trafic marchandises transalpin de la route vers le rail](#) a ainsi été freiné. Les [zones 30 km/h](#) ont également subi un coup d'arrêt, le Conseil fédéral et certains cantons souhaitant qu'elles ne soient plus autorisées aussi facilement à l'avenir. Le fait que divers projets routiers aient été remis sur la table par le Conseil fédéral dans le cadre de Transports '45, malgré le rejet de leur financement par le peuple en novembre 2024, a suscité des réactions véhémentes dans le camp rose-vert. En outre, le Parlement a accepté plusieurs interventions visant à [assouplir le statut de protection du loup](#) au cours de l'année. De plus, aucun progrès notable n'a été réalisé en matière de protection des eaux et de [lutte contre les PFAS en 2025](#), malgré une session extraordinaire sur la seconde thématique lors de la session d'automne. Et dans les urnes, les deux initiatives populaires traitant de politique environnementale ([initiative «Pour la responsabilité environnementale»](#) et [initiative «Pour l'avenir»](#)) ont essuyé des défaites cuisantes.

Un retour à la normale a finalement été observé dans le [domaine «Crédit et monnaie»](#). Le rapport de la commission d'enquête parlementaire (CEP) publié en fin d'année précédente a certes encore fait couler de l'encre, notamment quand le Conseil fédéral a présenté les grandes lignes de la révision de la réglementation «too-big-to-fail», ce qui a entre autres conduit à des menaces de déménagement de la part d'UBS. Mais ce thème est resté plutôt calme par rapport à l'année précédente, durant laquelle de nombreuses interventions avaient été déposées (voir figure 1).

Courte accalmie pour la démocratie directe

Au cours de l'année 2025, la population ne s'est rendue que cinq fois aux urnes. La seule surprise a été la très faible majorité lors de l'adoption de la [loi sur l'e-JD](#) (50.4 % de oui). Après des années de discussions, le peuple et les cantons ont [scellé en septembre le sort de la valeur locative](#) en acceptant l'impôt immobilier sur les résidences secondaires.

Alors que les discussions sur l'accord douanier, les «Bilatérales III» et le programme d'allègement budgétaire se sont encore largement déroulées en coulisses en 2025, ces dossiers feront l'objet de négociations dans la sphère publique l'année prochaine. En fin de compte, ce sera le peuple qui aura le dernier mot sur certains de ces dossiers. Avant cela, d'autres projets de grande envergure seront soumis au vote : au vu de la durée des délibérations au Parlement, il convient de mentionner en premier lieu [l'initiative SSR](#), [l'initiative «Pour la durabilité»](#) et le référendum sur le contre-projet indirect à [l'initiative «Pour des impôts équitables»](#), retirée sous condition. Avec la démocratie directe, les prochaines années seront donc à coup sûr passionnantes.

Lien vers les rapports de législature, classés par thème:

[Problèmes politiques fondamentaux](#)
[Ordre juridique](#)
[Institutions et droits populaires](#)
[Structures fédéralistes](#)
[Politique étrangère](#)
[Armée](#)
[Politique économique](#)
[Crédit et monnaie](#)
[Agriculture](#)
[Finances publiques](#)
[Energie](#)
[Transports et communications](#)

[Aménagement du territoire et logement](#)
[Protection de l'environnement](#)
[Population et travail](#)
[Santé](#)
[Assurances sociales](#)
[Groupes sociaux](#)
[Enseignement et recherche](#)
[Culture, langues, églises](#)
[Médias](#)
[Parties](#)
[Associations](#)

APS-Jahresrückblick 2025

Im Jahr 2025 schnürte der Bundesrat drei «Pakete» mit grossen politischen Auswirkungen: Einen Plan für ein Abkommen im Rahmen der Zollverhandlungen mit den USA, das Paket Schweiz-EU («Bilaterale III») und das Paket zur Entlastung der Bundesfinanzen («Entlastungspaket 27»). Bundesrat und Parlament beschäftigten sich zudem vermehrt mit Sicherheitsfragen, während eher linke und ökologische Vorhaben einen schwereren Stand hatten als in früheren Jahren. Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger befanden 2025 über fünf Vorlagen, wobei es im Unterschied zu den Vorjahren – abgesehen vom knappen Ausgang zum E-ID-Gesetz – zu keinen Überraschungen kam.

Methodik

Seit 2019 verfasst Année Politique Suisse (APS) Jahresrückblicke zu 23 Themenbereichen der Schweizer Politik. Wir fassen zusammen, was in einem Jahr für die Schweizer Politik besonders wichtig war, und orientieren uns dabei an vier Masszahlen: an der Zahl der im Parlament zu einem Geschäft gesprochenen Wörter, an der Entwicklung der eingereichten und behandelten Vorstösse sowie am Ausmass der Medienberichterstattung.

Tabelle 1 zeigt, dass im Bundeshaus vor allem über Finanzen gesprochen wurde. Alleine der [Voranschlag 2026](#) verursachte eine Debatte mit fast 200'000 Worten. Auch die [Volksinitiative «Keine-10-Millionen-Schweiz»](#) wurde vom Parlament äusserst wortreich diskutiert, wobei nicht nur die Migrations-, sondern auch die Europapolitik im Fokus stand. Die Medien berichteten 2025 am stärksten über wirtschaftspolitische Themen und dabei allen voran über Ereignisse rund um die [von den USA erhobenen Zölle](#). Eine im Vergleich zu den Vorjahren deutliche Zunahme der Mediaufmerksamkeit und der Anzahl eingereichter Vorstösse kann bei der Landesverteidigung festgestellt werden.

APS macht aber nicht halt bei diesen Extremwerten, sondern fasst die wichtigsten Entwicklungen im Jahr 2025 in Synthesen zusammen. Der vorliegende [Meta-Rückblick und die 23 thematischen Jahresrückblicke](#) bieten damit Einsicht in die schillernde Vielfalt der Schweizer Politik.

TABELLE 1: ÜBERBLICK ÜBER DIE FÜR DEN JAHRESRÜCKBLICK 2025 VERWENDETEN KENNZAHLEN

Die drei Themenbereiche, über die das Parlament 2025 am wortreichsten diskutierte							
Themenbereich	Anzahl Wörter	Spitzenplätze					
1. Öffentliche Finanzen	513'928	Voranschlag 2026 mit 194972 Wörtern; Entlastungspaket 27 mit 86597 Wörtern					
2. Soziale Gruppen	355'407	Volksinitiative "Keine 10-Mio.-Schweiz" mit 99039 Wörtern					
3. Sozialversicherungen	288'575	Umsetzung und Finanzierung der Initiative für eine 13. AHV-Rente mit 52336 Wörtern					
Die drei Themenbereiche, in denen 2025 am meisten neue Vorstösse und parlamentarische Initiativen eingereicht wurden							
in absoluten Zahlen			im Verhältnis zur 51. Legislatur				
Themenbereich	Anzahl		Themenbereich	Anzahl	Mittelwert 51. Legislatur	Verhältnis 2025 zu Mittelwert	
1. Soziale Gruppen	123		1. Landesverteidigung	66	23.0	2.9	
2. Rechtsordnung	92		2. Förderativer Aufbau	6	3.0	2.0	
3. Verkehr und Kommunikation	89		3. Rechtsordnung	92	46.3	2.0	
Die drei Themenbereiche, in denen 2025 am meisten Vorstösse und parlamentarische Initiativen behandelt wurden							
in absoluten Zahlen			im Verhältnis zur 51. Legislatur				
Themenbereich	Anzahl		Themenbereich	Anzahl	Mittelwert 51. Legislatur	Verhältnis 2025 zu Mittelwert	
1. Soziale Gruppen	136		1. Förderativer Aufbau	5	1.8	2.8	
2. Sozialversicherungen	111		2. Medien	26	11.8	2.2	
3. Aussenpolitik	96		3. Kultur, Sprache, Kirche	27	13.5	2.0	
Die drei Themenbereiche, über die die Medien 2025 am häufigsten berichteten (als Anteil an der gesamten Berichterstattung)							
als Anteil pro Kapitel			im Verhältnis zum Mittelwert seit 2018				
Themenbereich	Anteil 2025	Inhalt	Themenbereich	Anteil 2025	Mittelwert 2018-2024	Verhältnis 2025 zu Mittelwert	Inhalt
1. Wirtschaftspolitik	11.8%	v.a. wegen Zöllen	1. Landesverteidigung	4.8%	2.4%	2.0	Diverse Themen
2. Aussenpolitik	9.2%	v.a. wegen Zöllen	2. Raumplanung und Wohnungswesen	2.5%	1.5%	1.7	v.a. Abschaffung Eigenmietwert
3. Parteien	7.9%	Diverse Themen	3. Öffentliche Finanzen	2.7%	2.0%	1.4	v.a. Sparprogramme

Lesebeispiele: In den Protokollen zu den parlamentarischen Debatten wurden zu Geschäften, die dem Themenbereich «Öffentliche Finanzen» zugeordnet werden, insgesamt 513'928 Wörter gezählt; 136 im Jahr 2025 behandelte und 123 im Jahr 2025 neu eingereichte Vorstösse (Postulate, Motionen und Parlamentarische Initiativen) lassen sich dem Themenbereich «Soziale Gruppen» zuordnen; im Vergleich zum Mittel der gesamten 51. Legislatur wurden 2025 2.8 mal mehr Vorstösse im Themenbereich «Förderativer Aufbau» behandelt und 2.9 Mal mehr Vorstösse im Themenbereich «Landesverteidigung» eingereicht; 11.8% aller von APS gezählten politisch relevanten Zeitungsartikeln hatten ein Thema zum Inhalt, das dem Bereich «Wirtschaftspolitik» zugeordnet werden kann; «Landesverteidigung» war im Jahr 2025 in den Zeitungen 2.0 Mal häufiger Gegenstand als im Mittel von 2018 bis 2024 über dieses Thema berichtet wurde. Mehr Informationen finden Sie im technischen Anhang.

Schweizer Wirtschaft: Zunehmender Druck

Kein anderes politisches Ereignis erhielt 2025 in den von uns berücksichtigten Medien temporär so viel Beachtung wie der Entscheid der USA von Ende Juli, [Zölle in der Höhe von 39 Prozent auf \(fast\) alle Schweizer Importe](#) zu erlassen (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse im [Jahresrückblick «Aussenpolitik»](#)). Im November lag zwar eine Zusage in Form einer Absichtserklärung zur Senkung der Zölle auf 15 Prozent vor, die rückwirkend in Kraft gesetzt wurde, in der Zwischenzeit hatten sich die Aussichten der Schweizer Wirtschaft aber stark eingetrübt: Wachstumsprognosen wurden nach unten korrigiert und die [Exporte sowie das reale BIP schrumpften im dritten Quartal](#). Insbesondere die [Maschinenindustrie](#), deren Lage bereits aufgrund der [Frankenstärke](#) nicht gerade rosig war, hatte mit den hohen Zöllen zu kämpfen. Zur Unterstützung der exportorientierten Unternehmen verlängerten Bundesrat und Parlament im Herbst die [Maximaldauer von Kurzarbeit](#).

Obwohl die Zollerhöhungen die Pharmaindustrie bislang nicht betrafen, geriet die Branche aufgrund von weiteren, auf die Senkung von Arzneimittelpreisen zielenden Zollandrohungen der US-Regierung zunehmend unter Druck und legte Pläne zur Verlagerung eines Teils ihrer Produktion in die USA vor. In der Mitte November erzielten bilateralen Absichtserklärung wurde zudem festgehalten, dass ein beträchtlicher Teil der den USA zugesicherten Investitionen durch den Pharma-Sektor getätigt werden soll. Die im Rahmen der Absichtserklärung vom Bund gemachten Zugeständnisse an die US-Regierung führten teilweise zu wütenden Reaktionen im Inland. Bereits zeichnen sich etwa heftige Diskussionen im Bereich der [Landwirtschaftspolitik](#) ab, die vom geplanten Handelsabkommen vermutlich betroffen sein wird.

Bilaterale III: Zunehmende Spannung

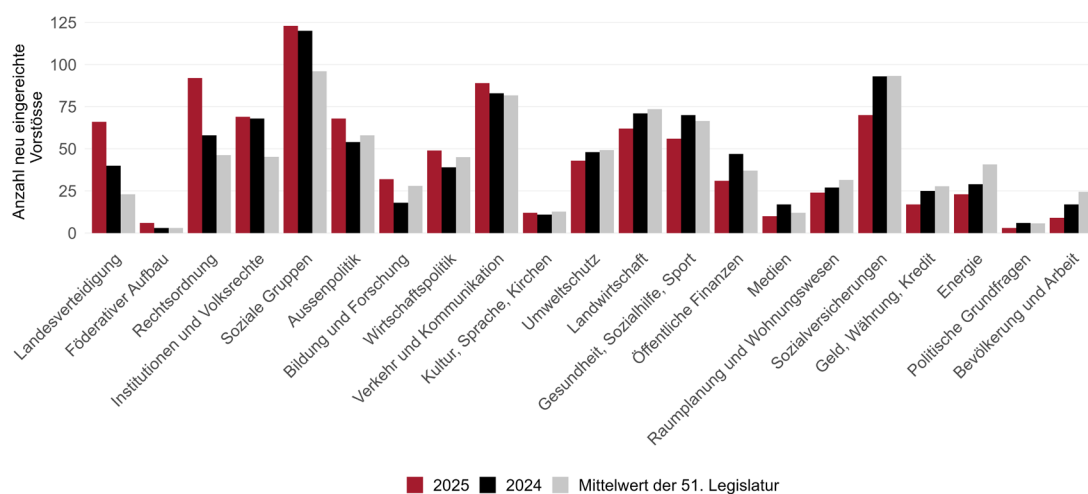
Auch das als [«Bilaterale III»](#) betitelte Paket zu den Abkommen mit der EU erhielt 2025 viel mediale Aufmerksamkeit (vgl. Abbildung 3 der APS-Analyse der Parlamentsgeschäfte und Zeitungen; im Anhang), insbesondere als der Bundesrat Ende Jahr die Ergebnisse der Vernehmlassung präsentierte und befand, das Paket sei im Grunde gut angekommen. Knackpunkte blieben aber Lohnschutzfragen und der Kündigungsschutz für Gewerkschaftsmitglieder, letzteren [lehnten die Arbeitgebenden ab](#). Insbesondere von den [Gewerkschaften](#) stark kritisiert oder gar abgelehnt wurde hingegen das [Stromabkommen](#), das eine vollständige Liberalisierung des Schweizer Strommarktes bedingen würde.

Die bilateralen Beziehungen mit der EU standen auch bei der nationalrätlichen [Beratung der Volksinitiative «Keine 10-Millionen-Schweiz \(Nachhaltigkeitsinitiative\)»](#) im Zentrum. Im Fall einer stark anwachsen-

den Zuwanderung verlangt das SVP-Begehren unter anderem die Kündigung des Freizügigkeitsabkommens. In einer langen Grundsatzdebatte über Zuwanderung und Bedeutung des bilateralen Weges meldeten sich über 100 Nationalrätinnen und Nationalräte zu Wort – nur über das Bundesbudget diskutierte das Parlament 2025 ausführlicher (vgl. Tabelle 2). Die [SVP](#) kritisierte dabei nicht zuletzt die in den «Bilateralen III» vorgesehene Schutzklausel.

Umstritten blieb die Frage, ob es bei einer Volksabstimmung über die «Bilateralen III» eines Ständemehrs bedarf. Die Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) etwa liess verlauten, dass sich die [Mehrheit der Kantone gegen das Doppelmehrerfordernis ausgesprochen](#) habe. Mit Spannung waren die [Positionierungen der Parteien zum Vertragspaket](#) erwartet worden. An der Delegiertenversammlung im Oktober beschloss die FDP unter grosser medialer Aufmerksamkeit (siehe Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse im [Jahresrückblick «Parteien»](#)) mit einer Dreiviertelmehrheit die Ja-Parole und sprach sich gegen das Erfordernis eines Ständemehrs aus.

ABBILDUNG 1: ANZAHL IM PARLAMENT EINGEREICHTE VORSTÖSSE UND PARLAMENTARISCHE INITIATIVEN PRO THEMENBEREICH (2025, 2024, 51. LEGISLATUR)



Legende: Anzahl eingereichte Motionen, Postulate und parlamentarische Initiativen zu den verschiedenen Themen in den Jahren 2025, 2024 und in der 51. Legislatur; Themenbereiche geordnet nach der anteilmässigen Differenz zum Mittelwert der 51. Legislatur.

Lesebeispiel: Im Jahr 2025 wurden 66 Vorstösse und parlamentarische Initiativen zum Thema «Landesverteidigung» eingereicht, 2024 waren es 40 und in der 51. Legislatur waren es durchschnittlich 23.

Datenquelle: Datensatz der «Grünenfelder Zumbach GmbH», der auf Daten der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025) beruht.

Sparmassnahmen: Zunehmender Widerstand

Wie schon im Vorjahr war die Schweizer Politik auch 2025 [geprägt von Diskussionen über Sparmassnahmen](#), insbesondere im Rahmen des Voranschlags 2026 und des Entlastungspakets 27. Zudem wurden Konsequenzen aus den Einsparungen spürbar, welche Bundesrat und Parlament in den Jahren zuvor vorgenommen hatten.

Von diesen letztjährigen Kürzungen besonders betroffen war die Entwicklungszusammenarbeit. Die Probleme der betroffenen Hilfsorganisationen wurden dadurch weiter verstärkt, dass auch die neue [US-Regierung Anfang Jahr umfassende Einsparungen in diesem Bereich vornahm](#). Erholung ist für die Betroffenen nicht in Sicht, weil auch das Entlastungspaket 27 unter anderem ein Einfrieren der IZA-Ausgaben bis 2030 vorsieht.

Auch bei der bereits 2025 stark im Fokus stehenden Asylpolitik scheinen Bundesrat und Parlament die Sparschraube weiter anziehen zu wollen. [Zahlreiche eingereichte Vorstösse](#) in diesem Bereich zielen nicht zuletzt auf eine Senkung der Kosten im Asylbereich ab und im Entlastungspaket sieht der Bundesrat Einsparungen in der Höhe von CHF 1 Mrd. vor.

Spürbar wurden die Folgen der Einsparungen der letzten Jahre auch bei der Bundesverwaltung. So wurde im Juni etwa bekannt, dass das [Bundesamt für Statistik \(BFS\)](#) aus Finanzgründen auf die Erhebung mehrerer Statistiken verzichten werde. Auch das BAG liess verlauten, aus Spargründen verschiedene Aufgaben streichen zu müssen. Ende Dezember kürzte das Parlament zudem den Bundeskredit für die Öffentlichkeitsarbeit und verhinderte einen vollständigen Teuerungsausgleich 2026 für das Bundespersonal.

Das Entlastungspaket 27, das 2025 vom Ständerat beraten wurde, sieht laut Botschaft des Bundesrates fast 60 Sparmassnahmen mit Einsparpotenzial von CHF 2.4 Mrd. bis CHF 3 Mrd. jährlich vor. Es stiess schon im Entwurf auf breiten Gegenwind: Die Kantone etwa befürchteten erhebliche [Lastenverschiebung hin zu den unteren föderalen Ebenen](#) und wehrten sich gegen Kürzungen bei den NFA-Zahlungen des Bundes.

Die grosse Kritik am [geplanten Verzicht auf eine Budgetaufstockung bei Jugend & Sport](#) veranlasste den Bundesrat gar zu einer [Korrektur des Voranschlags 2026](#) und einem [Nachtragskredit fürs aktuelle Jahr](#).

Wissenschaftskreise stellten sich in einer [gemeinsamen Kampagne](#) nicht nur gegen die vorgeschlagene Verdoppelung der Studiengebühren, sondern mahnten auch an, dass durch die im Entlastungspaket geplanten Einsparungen längerfristig der Verlust der Führungsrolle der Schweiz in wichtigen Forschungsgebieten und dadurch auch eine Schädigung des Wirtschaftsstandorts drohe.

Auch das Parlament signalisierte Widerstand zu verschiedenen Sparanträgen, etwa bei den Einlagen in den Bahninfrastrukturfonds (BIF). Hier wurde eine [Kommissionsmotion](#) zur Sicherung der Liquidität und Alimentierung des BIF überwiesen und während der Beratung des Entlastungspakets [reduzierte der Ständerat die vorgesehenen Kürzungen bei den Einlagen in den BIF beträchtlich](#). Grössere Sparposten strich er ferner beim Gebäudeprogramm und in der [Landwirtschaft](#). Insgesamt will der Ständerat das im Entlastungspaket vorgesehene Sparvolumen um einen Drittel kürzen.

TABELLE 2: DIE 20 IM JAHR 2025 AM AUSFÜHRlichsten DEBATTIERTEN GESCHÄFTE IM PARLAMENT

Anzahl Wörter 2025	Geschäftsnummer	Titel	Themenbereich
194'972	25.041	Voranschlag 2026 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2027-2029	Öffentliche Finanzen
99'039	25.026	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative	Soziale Gruppen
86'597	25.063	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt	Öffentliche Finanzen
70'978	24.046	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen	Rechtsordnung
70'724	24.060	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative	Medien
66'753	23.051	Energiegesetz. Änderung	Energie
61'625	24.026	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung (Steuergerechtigkeits-Initiative)». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag (Bundesgesetz über die Individualbesteuerung)	Öffentliche Finanzen
60'569	25.037	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Übernahme der Verordnungen zum EU-Migrations- und -Asylpakt. Genehmigung und Umsetzung; Gesetzesänderungen	Soziale Gruppen
56'270	24.082	Für eine soziale Klimapolitik - steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft). Volksinitiative	Öffentliche Finanzen
54'304	25.024	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung	Wirtschaftspolitik
52'336	24.073	Umsetzung und Finanzierung der Initiative für eine 13. AHV-Rente	Sozialversicherungen
44'121	25.022	"Für eine gerechte Energie- und Klimapolitik: Investieren für Wohlstand, Arbeit und Umwelt (Klimafonds-Initiative)". Volksinitiative	Umweltschutz
42'823	23.047	Kartellgesetz (KG). Änderung	Wirtschaftspolitik
40'248	25.036	Militärsgesetz, Verordnung der Bundesversammlung über die Verwaltung der Armee und Armeeorganisation. Änderung	Landesverteidigung
38'658	24.098	Die Geschäftsführung der Bundesbehörden im Kontext der CS-Krise. Bericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK)	Geld, Währung, Kredit
37'277	24.078	Änderung des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (Anpassung der Hinterlassenenrenten)	Sozialversicherungen
36'847	24.079	«Für eine engagierte Schweiz (Service-citoyen-Initiative)». Volksinitiative	Landesverteidigung
36'320	21.403	Überführung der Anstossfinanzierung in eine zeitgemässe Lösung	Soziale Gruppen
33'215	25.025	Armeebotschaft 2025	Landesverteidigung
31'806	25.018	«Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!». Volksinitiative	Öffentliche Finanzen

Legende: Anzahl Wörter, welche National- und Ständerat 2025 zu einzelnen Geschäften gesprochen haben; abgebildet sind die 20 am ausführlichsten debattierten Geschäfte.

Lesebeispiel: Am ausführlichsten debattierte das Parlament 2025 über den Voranschlag der Eidgenossenschaft 2026 und den Finanzplan für die Jahre 2027-2029 (BRG 25.041) mit fast 200'000 Wörtern.

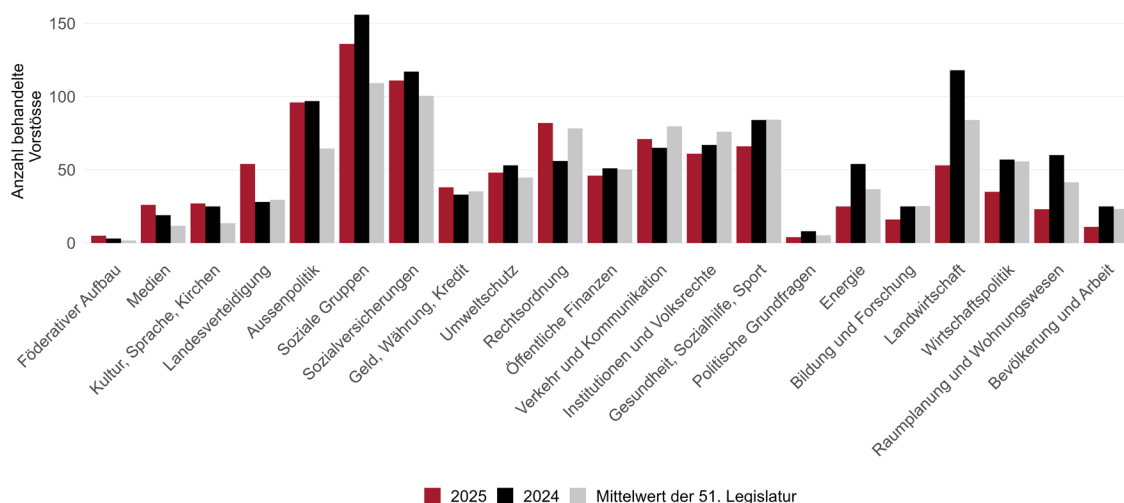
Datenquelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Einen Strich durch die Rechnung machte dem bundesrätlichen Sparprogramm auch der Nationalrat: Er entschied als Erstrat, gleichzeitig mit der Streichung der Witwenrente, die der Bundesrat als Sparmöglichkeit ausgemacht hatte, den [Ehepaarplafond zu erhöhen](#) – und damit die Ausgaben der AHV und des Bundes deutlich weniger stark zu kürzen als geplant.

Wo genau gespart werden soll, blieb 2025 also umstritten. Dies zeigte sich einmal mehr auch beim [Bundesbudget 2026](#) – das in den Räten 2025 insgesamt am ausführlichsten besprochenen Geschäft (vgl. Tabelle 2). Gegenüber dem bundesrätlichen Voranschlag stockte das Parlament die Kredite für das Bundesamt für Cybersicherheit sowie für die Landwirtschaft auf, während es unter anderem bei den Krediten für multilaterale Organisationen und für die bilaterale Entwicklungszusammenarbeit Kürzungen vornahm.

«Sparen» war 2025 auch im Medienbereich ein zentrales Thema: Im März 2026 wird über die [Volksinitiative «200 Franken sind genug \(SRG-Initiative\)»](#) abgestimmt, die vom Parlament nach wortreicher Debatte ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung empfohlen wurde. Auch weil der Bundesrat 2024 eine [Gebührensenkung auf CHF 300 angekündigt](#) hatte, gab die SRG im November [Sparmassnahmen](#) in der Höhe von CHF 270 Millionen bzw. die Streichung von 900 Vollzeitstellen bekannt.

ABBILDUNG 2: ANZAHL IM PARLAMENT BEHANDELTE VORSTÖSSE UND PARLAMENTARISCHE INITIATIVEN PRO THEMENBEREICH (2025, 2024, 51. LEGISLATUR)



Legende: Anzahl behandelte Motionen, Postulate und parlamentarische Initiativen zu den verschiedenen Themen in den Jahren 2025, 2024 und in der 51. Legislatur; Themenbereiche geordnet nach der anteilmässigen Differenz zum Mittelwert der 51. Legislatur.

Lesebeispiel: Im Jahr 2025 wurden 5 Vorstösse und parlamentarische Initiativen zum Thema «Föderativer Aufbau» behandelt, 2024 waren es 3 und in der 51. Legislatur waren es durchschnittlich 1.8.

Datenquelle: Datensatz der «Grünenfelder Zumbach GmbH», der auf Daten der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025) beruht.

Sicherheitsfragen: Zunehmende Bedeutung

Zahlreiche Gedanken machten sich Regierung und Parlament 2025 über die Sicherheitslage in der Schweiz: Im [Themenbereich «Landesverteidigung»](#) wurden im Vergleich zu den Vorjahren deutlich mehr Vorstösse eingereicht und behandelt als in allen anderen Themenbereichen (vgl. Abbildungen 1 und 2). Angesichts der geopolitischen Lage wurden mit der Armeebotschaft 2025 sowie Änderungen des Militärgesetzes und der Zivilschutzbestimmungen auf die Erhöhung der Sicherheit fokussiert.

Auch die Zeitungen schenkten dem Thema «Landesverteidigung» verglichen mit früheren Jahren viel Beachtung (vgl. Abbildung 3). Neben der Abstimmung über die [Service-Citoyen-Initiative](#) galt das Medieninteresse den Spitzen des VBS. Im Nachgang zum [Rücktritt von Bundesrätin Viola Amherd](#) und den Ankündigungen der Abgänge des Armeechefs und des Direktors des Nachrichtendienstes wurden im Zusammenhang mit den aufgetauchten Ungereimtheiten bezüglich des (Fix-)Preises der F-35-Kampfflugzeuge Stimmen laut, die eine Untersuchung der Vorgänge im VBS forderten. Der neue Departementsvorsteher Martin Pfister, dessen Wahl zum neuen Bundesrat Anfang Jahr auf grosses mediales Echo stiess (vgl. auch Abbildung 1 des [Jahresrückblicks «Institutionen und Volksrechte»](#)), forderte Ende Jahr eine weitere Aufstockung des Armeebudgets.

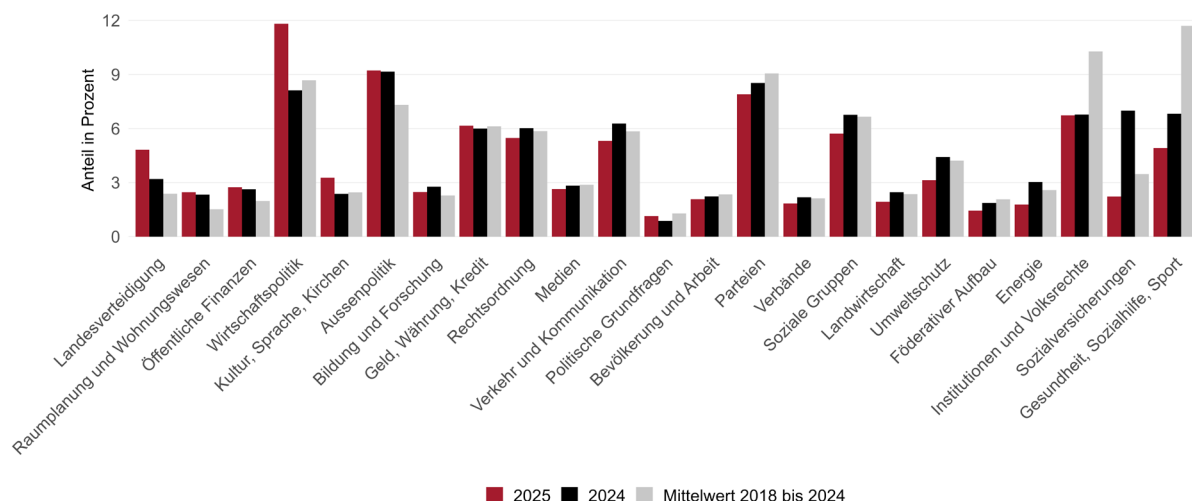
Das Thema Sicherheit stand auch in anderen Themenbereichen auf der politischen Agenda. Im [Wirtschaftsbereich](#) begründete der Bundesrat seinen Entwurf für eine [Lockerung der Exportbedingungen für Kriegsmaterial](#) etwa mit der «Wahrung der aussen- oder der sicherheitspolitischen Interessen» des Landes». Neben einer im Berichtsjahr teilweise abgeschlossenen [Revision des Landesversorgungsgesetzes \(LVG\)](#) präsentierte der Bundesrat im November eine Botschaft zu einer weiteren Teilrevision, mit der die wirtschaftliche Autarkie in Krisenzeiten gestärkt werden soll.

Um die [Versorgungssicherheit mit Medikamenten](#) zu verbessern, schickte der Bundesrat einen indirekten Gegenvorschlag zur Initiative «Ja zur medizinischen Versorgungssicherheit» in die Vernehmlassung. Zur [Sicherung der Energiequellen](#) gab die Regierung den Bau von fünf neuen Reservekraftwerken in Auftrag, schlug im Rahmen eines indirekten Gegenvorschlags zur [Blackout-Initiative](#) die Aufhebung des Neubauverbots von AKW vor und verabschiedete den sogenannten Beschleunigungserlass, der den Ausbau der erneuerbaren Energien vorantreiben will.

Die Sicherheit soll auch durch eine Verstärkung der Bemühungen zur Kriminalitätsbekämpfung erhöht werden. So verabschiedete das Parlament nach sehr ausführlicher Beratung mit dem neuen [Transparenzregister](#)

(vgl. Tabelle 2) zusätzliche Massnahmen zur Bekämpfung der Geldwäsche und stellte in einer weiteren Vorlage Stalking explizit unter Strafe. Etliche Vorstösse forderten zudem ein härteres Vorgehen gegen straffällige Asylsuchende oder gegen die irreguläre Migration (vgl. Abbildung 2). Im Unterschied zur vergangenen Legislatur [stiessen sie auf grösseren Zuspruch in den Räten](#).

ABBILDUNG 3: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE IN DEN JAHREN 2025, 2024, 2018–2024



Legende: Anteil Zeitungsberichte zu den verschiedenen Themen gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik in den Jahren 2025, 2024 und 2018–2024 (Januar bis November); Themenbereiche geordnet nach der anteilmässigen Differenz zum Mittelwert von 2018 bis 2024.

Lesebeispiel: Der Anteil Artikel zum Thema «Landesverteidigung» in den von APS berücksichtigten Printmedien betrug 2025, gemessen an allen Artikeln, 3.2%, 2024 4.8% und 2018–2024 durchschnittlich 2.3%.

Datenquelle: APS-Zeitungsausschnittsammlung

Die [Aufarbeitungen des Missbrauchsskandals in der katholischen Kirche](#) veranlasste das Parlament schliesslich dazu, mit sechs gleichlautenden und 2025 an den Bundesrat überwiesenen [Motionen](#) eine gesetzliche Grundlage für die Erarbeitung von Schutzkonzepten zur Missbrauchsprävention bei Organisationen zu fordern, die mit Kindern und Jugendlichen arbeiten.

Der [Bergsturz in Blatten](#) und die folgenden Diskussionen zum Wiederaufbau der Gemeinde oder zur präventiven Umsiedelung von Brienz (GR) steigerten schliesslich das öffentliche Interesse an der Sicherheit von Siedlungen im Alpenraum (vgl. auch Abbildung 1 im [Jahresrückblick «Umweltschutz»](#)).

Umwelt, Sozial- und Bankenpolitik: Abnehmende Virulenz

Linke und ökologische Themen hatten 2025 einen eher schwereren Stand als in den Vorjahren – trotz [steigender Mieten](#) und Krankenkassenprämien sowie zunehmenden Meldungen von Kündigungswellen.

Bundesrat und Parlament gingen zwar die Auszahlungsmodalitäten und [Finanzierung der 13. AHV-Rente](#) an, die im Vorjahr mit dem Ziel einer Erhöhung der Finanzkraft von Rentnerinnen und Rentnern von Stimmbevölkerung und Kantonen angenommen worden war. Mit zahlreichen Forderungen bissen die links-grünen Parteien 2025 aber eher auf Granit: So geriet die [Verkehrsverlagerung des alpenquerenden Güterverkehrs](#) von der Strasse auf die Schiene ins Stocken. Einen Dämpfer gab es auch für [Tempo 30-Zonen](#), die nach dem Willen des Bundesrates und teilweise auch der Kantone künftig nicht mehr so schnell bewilligt werden sollten. Dass trotz der erst im November 2024 von der Stimmbevölkerung beschlossenen Ablehnung ihrer Finanzierung verschiedene Strassenverkehrsprojekte im Rahmen von Verkehr 45 vom Bundesrat wieder zur Diskussion gestellt wurden, sorgte ebenfalls für rote Köpfe im links-grünen Lager. Ferner überwies das Parlament im Berichtsjahr mehrere Vorstösse, die den [Wolfsschutz](#) aufweichen wollen. Sowohl beim Gewässerschutz als auch bei der [Bekämpfung von PFAS](#) konnten im Jahr 2025 kaum nennenswerte Fortschritte erzielt werden, letzteres trotz einer Sondersession in der Herbstsession. Und an der Urne mussten die beiden umweltpolitischen Volksinitiativen ([«Umweltverantwortungsinitiative»](#) und [«Initiative für eine Zukunft»](#)) deutliche Niederlagen einstecken.

Eine Rückkehr zur Normalität war schliesslich im [Themenbereich «Geld, Währung, Kredit»](#) zu beobachten. Zwar wirbelte der im Vorjahr veröffentlichte PUK-Bericht noch einigen Staub auf; auch weil der Bundesrat die Grundzüge der Revision der Too-big-to-fail-Regelungen vorlegte – was unter anderem zu Umzugsdrohungen der UBS führte –, ansonsten blieb es in diesem Themenbereich im Vergleich zum Vorjahr, als zahlreiche Vorstösse eingereicht worden waren, aber eher ruhig (vgl. Abbildung 1).

Direkte Demokratie: Kurze Verschnaufpause

Im Berichtsjahr erhielt die Stimmbevölkerung mit lediglich fünf Abstimmungsvorlagen eine Verschnaufpause an der Urne. Für Überraschung sorgte dabei einzig, dass das [E-ID-Gesetz](#) an der Urne nur äusserst knapp angenommen wurde (50.4% Ja). Nach jahrelangen Diskussionen besiegten Volk und Stände im September durch Annahme der kantonalen Besteuerung von Zweitliegenschaften zudem die [Abschaffung des Eigenmietwerts](#).

Während die Diskussionen zum Zolldeal, zu den Bilateralen III und zum Entlastungspaket im Jahr 2025 noch grösstenteils hinter verschlossenen Türen stattgefunden haben, werden diese künftig stärker öffentlich verhandelt und schliesslich allenfalls dem Verdikt der Stimmbevölkerung unterstellt. Schon vorher werden weitreichende Vorlagen zur Abstimmung gelangen: Gemessen an der Länge der Beratungszeit im Parlament sind hier allen voran die [«SRG-Initiative»](#), die [«Nachhaltigkeitsinitiative»](#) sowie das Referendum zum indirekten Gegenvorschlag zur bedingt zurückgezogenen [«Steuergerechtigkeitsinitiative»](#) zu erwähnen. Spannung ist also in den kommenden Jahren auch dank der direkten Demokratie garantiert.

Zu den thematischen Jahresrückblicken:

[Politische Grundfragen](#)
[Rechtsordnung](#)
[Institutionen und Volksrechte](#)
[Föderativer Aufbau](#)
[Aussenpolitik](#)
[Landesverteidigung](#)
[Wirtschaftspolitik](#)
[Geld, Währung, Kredit](#)
[Landwirtschaft](#)
[Öffentliche Finanzen](#)
[Energie](#)
[Verkehr und Kommunikation](#)

[Raumplanung und Wohnungswesen](#)
[Umweltschutz](#)
[Bevölkerung und Arbeit](#)
[Gesundheit, Sozialhilfe und Sport](#)
[Sozialversicherungen](#)
[Soziale Gruppen](#)
[Bildung und Forschung](#)
[Kultur, Sprache, Kirche](#)
[Medien](#)
[Parteien](#)
[Verbände](#)

**Rétrospective annuelle 2025:
Problèmes politiques
fondamentaux**

Entre eurofoot, eurovision et exposition universelle, la Suisse valorise ses compétences et son image en 2025

RAPPORT

ETAT AU 31.12.2025

MATHIAS BUCHWALDER ET

CHLOÉ MAGNIN

En 2025, l'évolution des coûts de la santé a constitué la **préoccupation principale des suisses et des suissesses**, toutes générations confondues, indique le baromètre des préoccupations de l'UBS. Comme chaque année, il s'agit là d'un des enseignements majeurs dans le chapitre «Problèmes politiques fondamentaux», dans lequel se côtoient les questions de cohésion nationale, d'image de la Suisse, de ses mythes et de ses compétences, ainsi que la valorisation de celles-ci dans le cadre d'expositions nationales et universelles ou d'autres manifestations d'ampleur internationale.

A cet égard, 2025 a été une année mi-figue mi-raisin pour les projets d'**exposition nationale**. D'une part, le Conseil fédéral a soumis à consultation un [projet de Loi fédérale sur le soutien aux expositions nationales](#) (LSEN), permettant de clarifier les conditions-cadres pour la tenue d'un tel événement. En parallèle, le gouvernement a cependant annoncé qu'il n'accordera pas de soutien financier fédéral pour la décennie 2030. Sans cette manne, il est peu probable de voir l'exposition qui succédera à Expo.02 se tenir prochainement.

Entre avril et octobre avait lieu l'**Exposition universelle** d'Osaka, au Japon. [Le pavillon suisse y a été l'un des plus populaires](#), enregistrant environ un million d'entrées. L'occasion pour la Suisse d'allier tradition et innovation sous le slogan «From Heidi to high-tech». Dans le même ordre d'idée, le Conseil fédéral a annoncé en octobre sa volonté de mettre sur pied une [maison suisse durant les JO de Los Angeles 2028](#) afin de promouvoir l'image d'une Suisse créative et innovante.

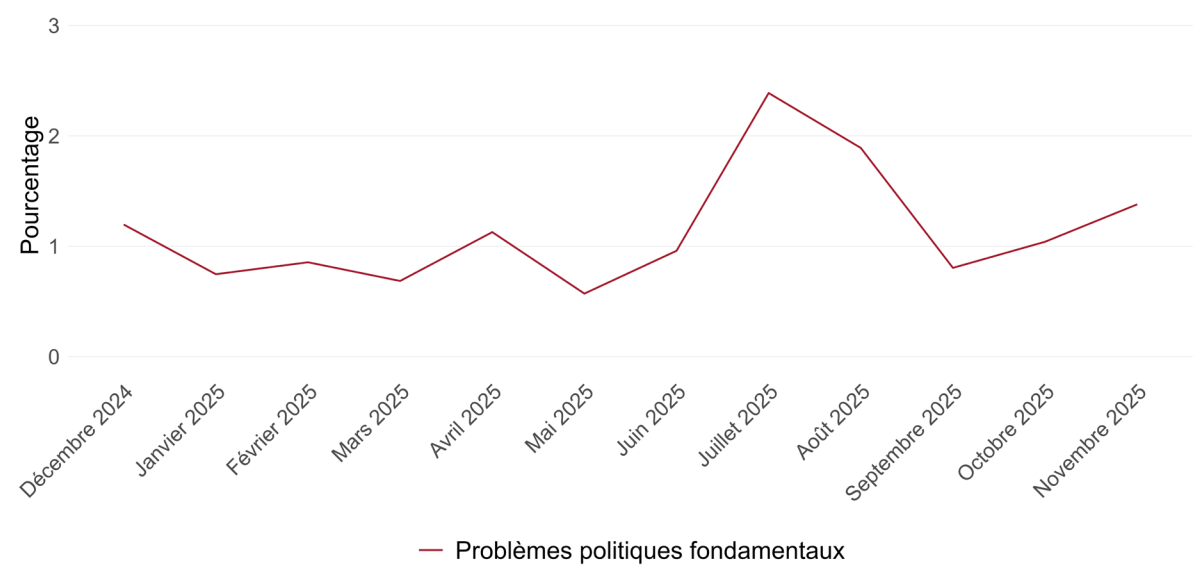
En 2025, deux [manifestations d'ampleur internationale](#), l'Eurovision et l'Euro féminin, ont été bénéfiques à l'**image du pays à l'étranger**. Ces événements ont fait rayonner la Suisse dans les domaines du sport et de la culture, permettant de diversifier son image. Franc succès populaire, l'Euro féminin a fait vibrer la fibre patriotique des suisses et suissesses. Auteure d'un splendide parcours jusqu'en quart de finale, la Nati a fait descendre les gens dans les rues lors de ses rencontres. Ainsi, une marée humaine de 25'000 supportrices et supporters a traversé Berne pour assister au quart de finale contre l'Espagne. A l'inverse, la [décision](#) des autorités de la ville de Porrentruy (JU) d'interdire l'accès à la piscine municipale aux ressortissants français a été jugée regrettable pour l'image de la région.

Lorsqu'on évoque le patriotisme, la **fête nationale** n'est jamais bien loin. C'est à cette période-là que la part d'articles de journaux consacrés au thème «Problèmes politiques fondamentaux» a été la plus importante (voir l'analyse APS des journaux). Cette année, le premier août a été troublé par la décision de Donald Trump de [taxer les produits suisses à hauteur de 39 pour cent](#). Après son désormais fameux coup de téléphone

avec le président américain au soir du 31 juillet, la présidente Karin Keller-Sutter se trouvait sur la prairie du Grütli pour célébrer l'anniversaire de la Confédération. A propos du Grütli, le Conseil des Etats a refusé une [motion](#) qui voulait transférer la gestion de la prairie de la SSUP à la Confédération.

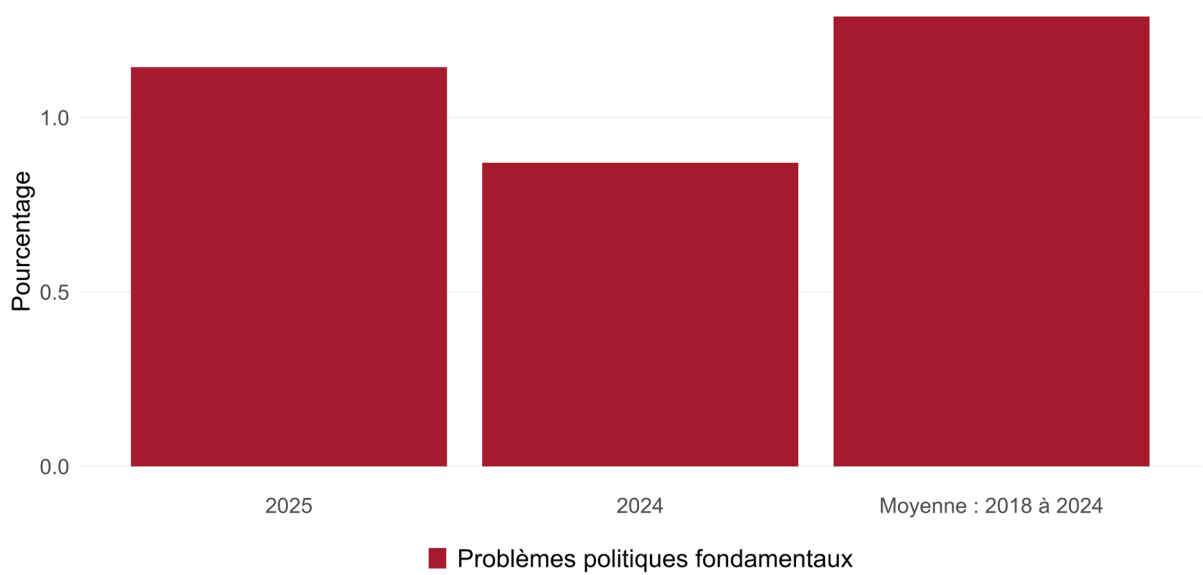
Enfin, en 2025, le Conseil national a refusé deux initiatives parlementaires qui souhaitaient accorder une **amnistie à des Suisses ayant combattu dans des conflits à l'étranger**, une pratique interdite par le code pénal militaire. [L'une](#) d'elle avait pour but de réhabiliter les Suisses et les Suissesses ayant combattu l'Etat Islamique (EI), [l'autre](#) ceux s'étant engagés contre la [guerre d'agression russe à l'encontre de l'Ukraine](#).

FIGURE 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR LES «PROBLÈMES POLITIQUES FONDAMENTAUX»:
POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR MOIS



Explication : Proportion d'articles de journaux par mois sur le sujet « Problèmes politiques fondamentaux » en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours d'un mois.
Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Problèmes politiques fondamentaux » par rapport au nombre total d'articles était de 1.2 pour cent en décembre 2024.

FIGURE 2 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR LES «PROBLÈMES POLITIQUES FONDAMENTAUX»:
POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR ANNÉE



Explication : Proportion d'articles de journaux par année (janvier à novembre) sur le sujet « Problèmes politiques fondamentaux » en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours de l'année (janvier à novembre).
Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Problèmes politiques fondamentaux » par rapport au nombre total d'articles était de 1.1 pour cent en 2025.

**TABEAU 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR LES «PROBLÈMES POLITIQUES FONDAMENTAUX»:
NOMBRE DE PRISES DE PAROLE ET DE MOTS PRONONCÉS EN 2025**

Rang	No	Prises de parole	Mots	Titre
1	25.041	689	194972	Budget de la Confédération 2026
2	25.026	273	99039	«Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)». Initiative populaire
3	25.063	322	86597	Programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération
4	24.046	191	70978	Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques
5	24.060	198	70724	«200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)». Initiative populaire
6	23.051	229	66753	Loi sur l'énergie. Modification (Projet de loi pour l'accélération des procédures)
7	24.026	166	61625	«Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil». Initiative populaire et contre-projet indirect
8	25.037	192	60569	Echanges de notes entre la Suisse et l'UE sur les développements de l'acquis de Schengen et de Dublin/Eurodac
9	24.082	133	56270	«Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)». Initiative populaire
10	25.024	195	54304	Loi fédérale sur le matériel de guerre (Introduction d'une compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral). Modification
...				
149	23.3974	7	3922	Motion Aeschi Thomas. Faire en sorte que la Confédération suisse, propriétaire du Grütli, administre elle-même celui-ci, et décide notamment elle-même des orateurs admis à s'y exprimer le 1er août
205	24.462	9	2707	Initiative parlementaire Pult Jon. Pour une amnistie des Suisses qui se sont battus contre l'agression russe en Ukraine
331	24.415	4	1741	Initiative parlementaire Reimann Lukas. Réhabiliter les Suisses qui ont combattu l'EI pour défendre la démocratie

Légende: Nombre de prises de parole et de mots prononcés en 2025 concernant les objets correspondants; classés par nombre de mots prononcés; en gris: objets relevant du domaine thématique « Problèmes politiques fondamentaux ».

Rang: Tableau classé par nombre de mots en 2025 ; No: Numéro d'objet ; Prises de parole: Nombres de prises de parole en 2025 sur l'objet ; Mots: nombre de mots prononcés en 2025 sur l'objet ; Titre: Titre français du projet

Exemple de lecture: en 2025, 3922 mots ont été prononcés sur l'objet «Aeschi Thomas. Faire en sorte que la Confédération suisse, propriétaire du Grütli, administre elle-même celui-ci, et décide notamment elle-même des orateurs admis à s'y exprimer le 1er août» en 7 prises de parole; 149^e rang parmi tous les objets de cette année.

Source: jeu de données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).

Jahresrückblick 2025: Rechtsordnung

Intensive Debatten im Straf- und Zivilrecht, Überraschung bei E-ID

BERICHT

STAND: 31.12.2025

LUKAS LÜTOLF

Das Jahr 2025 war im Bereich «Rechtsordnung» wie in vorherigen Jahren von verschiedenen straf- und zivilrechtlichen Fragen geprägt, was sich unter anderem in der Medienberichterstattung widerspiegelte (vgl. Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse). Parlamentarisch und medial intensiv diskutiert wurden diverse Änderungen im **Strafrecht**, darunter die Einführung von [Straftatbeständen zur Ahndung von Stalking](#) und [Folter](#). Während zu letzterer im Berichtsjahr die öffentliche Vernehmlassung stattfand, geht erstere auf eine Kommissionsinitiative aus dem Jahr 2019 zurück und konnte im Frühjahr 2025 final bereinigt werden. Ebenfalls bereits eine lange Vorgeschichte hat das im Jahr 2019 durch eine Standesinitiative angestossene Revisionsvorhaben zur [Unverjährbarkeit von Mord](#), zu welchem im Berichtsjahr die Detailberatung gestartet wurde. Das Parlament diskutierte überdies die laufende [Reform der Lebenslangen Freiheitsstrafe](#), welche unter anderem den Wechsel vom Strafvollzug in die Verwahrung neu regeln soll.

Im **Zivilrecht** war das im Berichtsjahr verabschiedete Bundesgesetz zur Transparenz juristischer Personen (TJPG) das vom Parlament im Themenbereich «Rechtsordnung» mit Abstand am intensivsten debattierte Geschäft. Im Vergleich mit allen 2025 vom Parlament beratenen Vorlagen belegt das TJPG gar den vierten Rang. Im Gegensatz zur bundesrätlichen Botschaft beschlossen National- und Ständerat eine Aufteilung der Vorlage in zwei Entwürfe und insbesondere diverse Änderungen zu den geplanten [Sorgfaltspflichten für Beraterinnen und Berater](#). Doch auch der zweite Entwurf zum geplanten [Transparenzregister für juristische Personen](#) war nicht unumstritten und führte zu umfangreichen Diskussionen in den Räten. Nach längerer Debatte zu gar keinem Ereignis kam es indes beim Bundesratsgeschäft zur [Einführung der kollektiven Rechtsdurchsetzung](#), worauf die beiden Kammern schliesslich gar nicht erst eintraten. Mehr Einigkeit herrschte hingegen bei der Gesetzesrevision über die [Zustellung von Sendungen an Wochenenden und Feiertagen](#). Die geplante Vereinheitlichung der Fristenberechnung bei der Postzustellung benötigte von der Botschaft des Bundesrates bis zum Abschluss im Parlament nur acht Monate. Deutlich länger dauert hingegen die Mehrheitsfindung in der Frage zur [Wiedereinführung von Doppelnamen](#), deren Detailberatung im Berichtsjahr fortgeführt wurde. Ob sich die beiden Räte in dieser Frage werden einigen können, blieb auch nach der Wintersession ungewiss. In die Detailberatung startete der Nationalrat schliesslich im Berichtsjahr auch bei einer [Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs](#), mit der für Schuldnerinnen und Schuldner ein vereinfachtes Nachlassverfahren sowie ein konkursrechtliches Sanierungsverfahren geschaffen werden sollen.

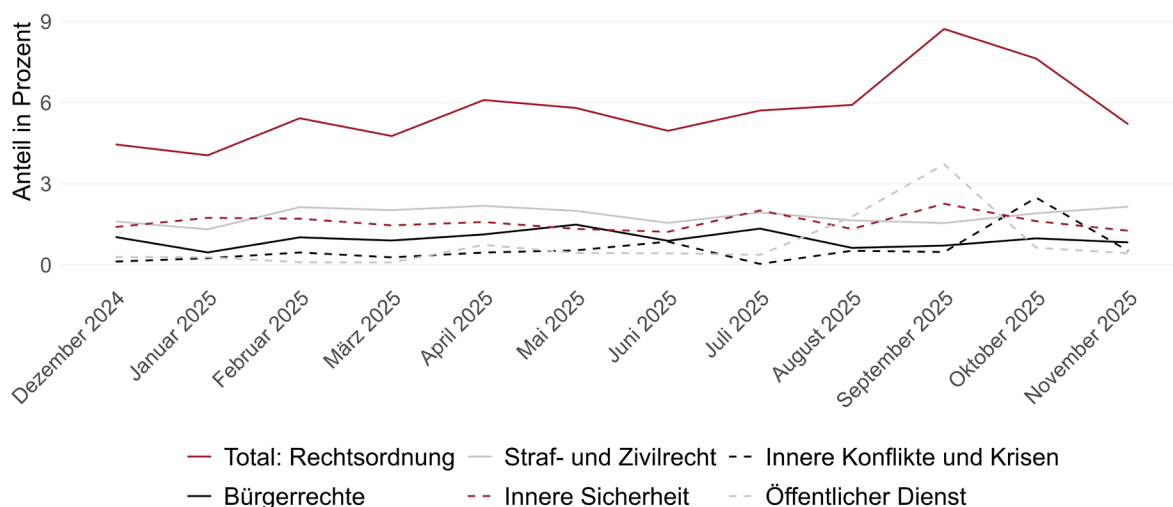
Für die grösste Überraschung im Themenbereich «Rechtsordnung» sorgte 2025 die Volksabstimmung zur E-ID im September, was auch ein

Peak in der medialen Berichterstattung verdeutlicht (vgl. «Öffentlicher Dienst» in der Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse). Nachdem das neue [Bundesgesetz über den elektronischen Identitätsnachweis und andere elektronische Nachweise](#) im Vorjahr vom Parlament deutlich befürwortet und das Referendum lediglich von einzelnen Klein- und Jungparteien ergriffen worden war, kam das **knappe Ja von 50.4 Prozent der Stimmbevölkerung** für viele unerwartet. Die [Vox-Analyse](#) identifizierte eine generelle Digitalisierungsskepsis sowie fehlendes Vertrauen in den Bund als Gründe für den engen Abstimmungsausgang. Auch die Digitalisierung der Verwaltung schritt im Berichtsjahr voran: Das neue [Bundesgesetz für einen nationalen Adressdienst](#) und die Änderungen des SchKG zur [Digitalisierung im Betreibungswesen](#) befanden sich 2025 mitten in der Detailberatung, wobei letzteres auf Antrag des Nationalrats neu den Grundstein für eine schweizweite Betreibungsregistrauskunft legen soll.

Wie die Medienkonjunktur zeigt, erhielten 2025 neben dem Strafrecht auch Fragen zur **inneren Sicherheit** einige Aufmerksamkeit. Dabei befürwortete das Parlament unter anderem eine [strategische Aufstockung des Personalbestands](#) im Fedpol. Des Weiteren verabschiedeten die Räte das neue [Flugpassagierdatengesetz zur Bekämpfung von terroristischen und anderen schweren Straftaten](#) (FPG) und der Bundesrat schloss die öffentliche Vernehmlassung zum neuen [Bundesgesetz über das Verbot des öffentlichen Verwendens von nationalsozialistischen Symbolen](#) ab.

Die Schweizer Politik beschäftigte sich 2025 auch mit **Grund- und Bürgerrechten**. So nahmen beide Räte Kenntnis vom bundesrätlichen [Bericht zur Anwendung, zu den gesetzlichen Grundlagen und zu den Grenzen des Notrechts](#). Auslöser für den Bericht waren insbesondere vergangene Krisen wie die [Covid-19-Pandemie](#) oder die [Übernahme der Credit Suisse durch die UBS](#) gewesen. Überdies verabschiedete der Bundesrat im November seine ablehnende Botschaft zur Volksinitiative [«Für ein modernes Bürgerrecht» \(Demokratie-Initiative\)](#), welche Vereinfachungen im Einbürgerungsverfahren fordert. Eine breite öffentliche und politische Kontroverse über das Demonstrationsrecht löste schliesslich eine **Pro-Palästina Kundgebung in Bern** aus, welche im Oktober stattfand und bei der es zu gewaltsamen Auseinandersetzungen mit der Polizei kam (vgl. «Innere Konflikte und Krisen» in Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse).

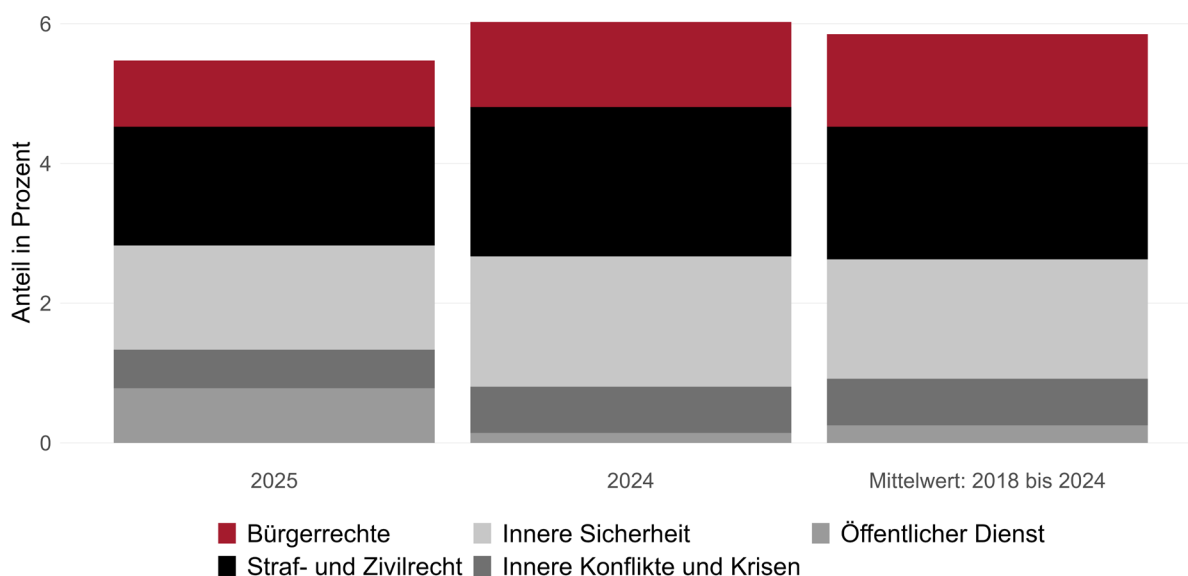
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «RECHTSORDNUNG»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Rechtsordnung» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Rechtsordnung» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 4.5 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «RECHTSORDNUNG»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Rechtsordnung» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Bürgerrechte» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 0.9 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «RECHTSORDNUNG»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
30	25.019	47	21102	Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen)
32	21.082	67	19116	Zivilprozessordnung. Änderung
36	17.523	26	17891	Ermöglichung von Doppelnamen bei der Heirat
51	25.027	53	14347	Strafgesetzbuches (Reform der lebenslangen Freiheitsstrafe)
52	23.039	59	13482	Bundesgesetz über das nationale System zur Abfrage von Adressen natürlicher Personen (Adressdienstgesetz, ADG)
65	19.433	43	11192	StGB-Tatbestände mit Stalking ergänzen
67	24.065	30	11058	Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung). Änderung
79	25.3941	39	9083	Strategische Aufstockung des Personalbestands des Fedpol: Nur so kann die nationale Sicherheit gewährleistet werden
81	25.021	15	8960	Anwendung von Notrecht. Bericht des Bundesrates
119	24.3436	18	5208	Zeitgemässe, schweizweit einheitliche Rechtsgrundlagen für private Sicherheitsdienstleistungen

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Rechtsordnung».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; *Nr.:* Geschäftsnummer; *Reden:* Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; *Wörter:* Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; *Titel:* Deutscher Titel der Vorlage.

Lesebeispiel: 2025 wurden zum Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen) in 47 Reden 21'102 Wörter gesprochen; Rang 30 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

**Jahresrückblick 2025:
Institutionen und Volksrechte**

BERICHT

STAND: 31.12.2025

MARC BÜHLMANN

Die Wahl eines neuen Bundesratsmitglieds und die in die Revision des Bundesgesetzes über die politischen Rechte einflussenden Forderungen nach mehr Kontrolle und Digitalisierung bei den Unterschriftensammlungen standen 2025 im Themenbereich «Institutionen und Volksrechte» im Zentrum von Politik und Öffentlichkeit. Aber auch die ausserordentlich zahlreichen Immunitätsgesuche gaben zu reden. Das Parlament brachte zudem die Revisionen des Bundespersonal- sowie des Parlamentsgesetzes unter Dach und Fach.

Schon im Vorfeld begleitet von viel Medienaufmerksamkeit (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse) wählte die Vereinigte Bundesversammlung im März Martin Pfister zum **neuen Bundesrat**. Der als Aussenseiter gehandelte Zuger Mitte-Regierungsrat setzte sich bereits im zweiten Wahlgang gegen den Präsidenten des Bauernverbandes, Markus Ritter, durch und ersetzte damit Viola Amherd, die nach etwas mehr als sieben Jahren ihr Amt niederlegte. Damit sassen lediglich noch zwei Frauen in der Regierung. Wie erwartet übernahm der insgesamt 113. Bundesrat das VBS.

Der Themenbereich «Institutionen und Volksrechte» war – [wie viele andere](#) – von Sparforderungen betroffen. So sorgten – [einmal mehr](#) – **Gehalt und Entschädigungen der Regierungsmitglieder** für Diskussionen. Verschiedene Vorstösse von der Ratsrechten forderten eine Einschränkung von Renten, Lohn oder Privilegien, wurden aber allesamt abgelehnt. Das bestehende Entschädigungssystem gewährleiste die Unabhängigkeit der Bundesratsmitglieder – so das jeweils schlagende Gegenargument.

Auch die **Verwaltung** war verschiedentlich Zielscheibe von Sparforderungen. Ende Dezember musste der Bundesrat bekannt geben, dass er dem Bundespersonal einen Teuerungsausgleich von lediglich 0.1 Prozent gewähren kann, weil die [Kürzungsbeschlüsse des Parlaments](#) bei den Lohnmassnahmen einen vollen Teuerungsausgleich verunmöglichten. Auch bei der Öffentlichkeitsarbeit will das Parlament sparen – bis 2029 müssen jährlich CHF 6.25 Mio. weniger ausgegeben werden. Bereits für 2026 sieht der Bundesrat für alle Departemente, die Bundeskanzlei und die Gerichte Minderausgaben vor. Für die Folgejahre soll ein Umsetzungskonzept entwickelt werden. Unter Spardruck geriet auch das Bundesamt für Statistik (BfS): Aufgrund eines strukturellen Defizits musste das Amt eine Verzichtsplanung erarbeiten und warnte, dass zahlreiche Erhebungen künftig nicht mehr durchgeführt werden könnten.

Wirkung auf die Verwaltungsarbeit entfalten dürfte zudem die im Juni 2025 von beiden Räten angenommene [Revision des Bundespersonalgesetzes](#), mit welcher der Datenschutz gestärkt und die Arbeitsbedingungen in der Bundesverwaltung flexibilisiert werden. Auch die Digitalisierungsbestrebungen in der Bundesadministration wurden vorangetrieben. So legte der Bundesrat in einem Postulatsbericht dar, dass er mehr

Standards für digitale Instrumente durchsetzen will, die bei der Erbringung von Behördenaufgaben von verschiedenen Amtsstellen und föderalen Ebenen verwendet werden. Eine von beiden Kammern überwiesene Motion will zudem für Digitalisierungsprojekte in der Verwaltung vermehrt Expertise aus der Zivilgesellschaft einbeziehen.

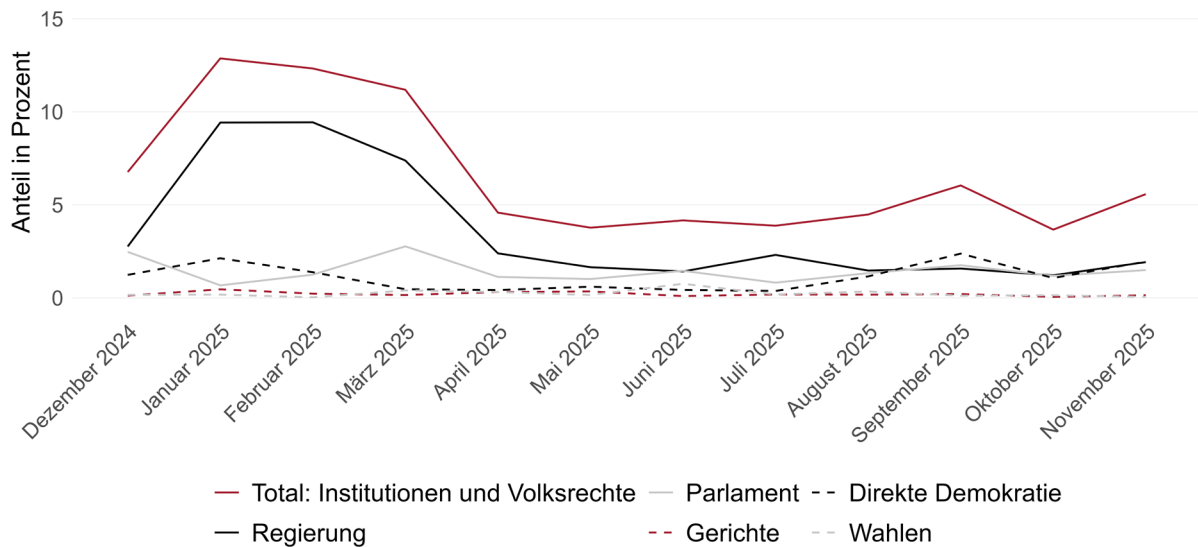
Digitalisierung ist auch zentrales Element in der geplanten **Revision des Bundesgesetzes über politische Rechte**, die [zahlreiche Vorstösse der letzten Jahre](#) aufnimmt und deren Beratung [Ende 2025](#) begonnen wurde. Dabei sollen etwa die Verschiebung von Volksabstimmungen und Abstimmungsbeschwerden neu geregelt, aber auch eine Grundlage für einen Pilotbetrieb für E-Collecting geschaffen werden. Letztere geht auf zahlreiche Forderungen zurück, die aufgrund von in den Medien als «**Unterschriftenbschiss**» (Wort des Jahres 2024) bezeichneten [Unregelmässigkeiten bei Unterschriftensammlungen](#) gestellt worden waren. Die Bundeskanzlei ergriff in der Folge zahlreiche Massnahmen – darunter auch mehrere Strafanzeigen gegen Unbekannt oder einen an einem [runden Tisch](#) erarbeiteten Verhaltenskodex –, woraufhin das Parlament jene Vorstösse als obsolet betrachtete oder sistierte, die eine Bezahlung von Unterschriften regeln oder verbieten wollten. Allerdings bekräftigten beide Räte mit [mehreren Motionen](#), dass sie eine [rasche Einführung der digitalen Unterschriftensammlung](#) wünschen.

Sozusagen einen Schritt zurück ins analoge Zeitalter machte 2025 hingegen der Nationalrat. Mit einer **Teilrevision seines Geschäftsreglements** führte er die Möglichkeit für Abstimmen ohne Namensaufruf wieder ein, die den Betrieb erleichtern soll, wenn die Abstimmungsanlage ausfällt. Auch das [Parlamentsgesetz wurde 2025 teilrevidiert](#). Neu können Vorstösse von mehreren Ratsmitgliedern gemeinsam eingereicht werden, wobei alle gleichberechtigt als Urhebende fungieren. Ob dies zu weniger gleichlautenden Vorstössen führen wird, wie der Bundesrat in seiner Stellungnahme hoffte, bleibt abzuwarten.

2025 hatten sich die RK-SR und die IK-NR ausserordentlich häufig mit Gesuchen um **Aufhebung der relativen Immunität** von Mandatsträgerinnen und Mandatsträgern auseinanderzusetzen. Gegen nicht weniger als fünf amtierende oder ehemalige Parlamentarier sowie einen Bundesrichter wurden insgesamt acht strafrechtliche Verfahren angestrengt. Die Einleitung solcher Verfahren ist nur möglich, wenn die potenziell strafbare Handlung nicht in Verbindung mit dem Amt steht oder – falls dies der Fall ist – die Kommissionen wegen Vorhandensein eines grossen rechtsstaatlichen oder öffentlichen Interesses entscheiden, die Immunität der Betroffenen aufzuheben. In einem der sieben Fälle, der Andreas Glarner (svp, AG) betraf ([25.190](#)), entschieden sich die Kommissionen tatsächlich für Aufhebung der Immunität – etwas, das zwischen 1980 und 2025 lediglich in 3 von 64 Fällen vorgekommen war (bei [Bundesrätin](#) Elisabeth Kopp, [Bundesanwalt](#) Michael Lauber und [alt-NR](#) Christian Miesch). Das Strafverfahren gegen den Aargauer SVP-Politiker, der verdächtigt wird, im Vorfeld der [eidgenössischen Wahlen 2023](#) mit der

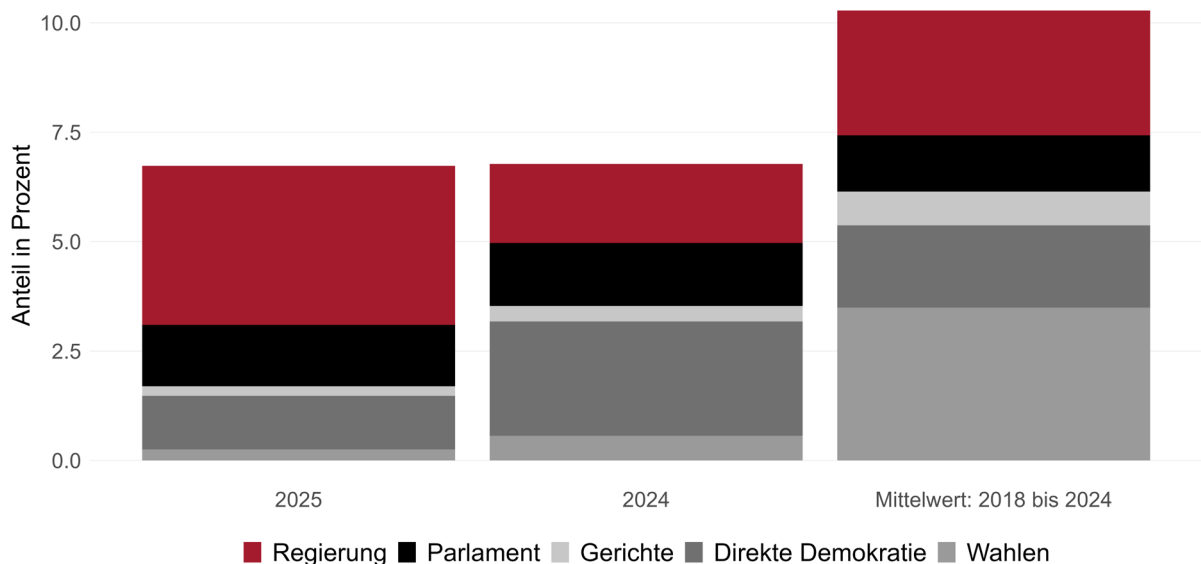
Verwendung eines Deepfake-Videos Identitätsmissbrauch begangen zu haben, wird entsprechend durchgeführt.

ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «INSTITUTIONEN UND VOLKSRECHTE»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Institutionen und Volksrechte» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Institutionen und Volksrechte» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 6.8 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «INSTITUTIONEN UND VOLKSRECHTE»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Institutionen und Volksrechte» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Regierung» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 3.6 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «INSTITUTIONEN UND VOLKSRECHTE»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
58	24.068	44	12375	Bundespersonalgesetz (BPG). Änderung
61	24.3851	34	11877	Motion Mühlemann Benjamin. Rasche Einführung der digitalen Unterschriftensammlung
62	25.001	16	11693	Geschäftsbericht des Bundesrates 2024
63	25.047	32	11437	Bundesgesetz über die politischen Rechte. Änderung
89	25.004	12	8112	Jahresbericht 2024 der GPK und der GPDeI
90	25.9001	43	8032	Mitteilungen des Präsidenten
99	25.006	35	7241	Motionen und Postulate der gesetzgebenden Räte im Jahre 2024. Bericht
102	25.9002	18	6860	Mitteilungen der Präsidentin
128	25.002	13	4812	Geschäftsbericht 2024 des Bundesgerichtes
154	25.3232	15	3851	Motion Poggia Mauro. Schluss mit Rückwirkungsklauseln in Volksinitiativen
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Institutionen und Volksrechte».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; *Nr:* Geschäftsnummer; *Reden:* Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; *Wörter:* Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; *Titel:* Deutscher Titel der Vorlage.

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Änderung des Bundespersonalgesetzes in 44 Reden 12'375 Wörter gesprochen; Rang 58 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Jahresrückblick 2025: Föderativer Aufbau

BERICHT

STAND: 31.12.2025

SARAH KUHN

Mit dem **Übergang der Gemeinde Moutier vom Kanton Bern zum Kanton Jura** am 1. Januar 2026 schliesst sich mit dem Jurakonflikt eines der längsten und konfliktreichsten Kapitel der Schweizer Geschichte. Der bereits [2015 angestossene Übergangsprozess](#) fand 2025 ein formales Ende, als auch die beiden eidgenössischen Räte den [Gebietswechsel](#) der Gemeinde Moutier genehmigten. Dieser historische Schritt erhielt entsprechend eine hohe mediale Aufmerksamkeit und wurde im Parlament von allen im Berichtsjahr beratenen Geschäften im Themenbereich «Föderativer Aufbau» am ausführlichsten diskutiert (vgl. Tabelle 1 der APS-Analyse der Wortmeldungen). Da der Kanton Jura durch den Wechsel mit einem Bevölkerungswachstum von mehr als 10 Prozent konfrontiert wird und der nationale Finanzausgleich nicht alle damit einhergehenden finanziellen Nachteile abfedern kann, haben sich die ressourcenstarken Kantone nach langen Diskussionen bereit erklärt, die Mindereinnahmen von CHF 65 Mio. während fünf Jahren zu übernehmen. Im Gegenzug sollte sie der Kanton Jura jedoch im Kampf gegen die vom Bundesrat im [Entlastungspaket_27](#) geplante Kürzung beim soziodemografischen Lastenausgleich unterstützen. Dem Parlament lagen zu diesem Thema auch zwei noch hängige Vorstösse ([Mo. 25.3165](#); [Mo. 25.3425](#)) vor.

Auch gegenüber anderen Punkten des im Frühjahr 2025 in die Vernehmlassung geschickten Entlastungspakets waren die Kantone kritisch eingestellt. Sie warfen dem Bundesrat vor, statt Sparmassnahmen lediglich eine Kostenüberwälzung auf die Kantone vorzunehmen. In seiner im September präsentierten Botschaft kam der Bundesrat den Kantonen bei einigen Punkten entgegen. Inwiefern dies ausreicht, um die Bedenken der Kantone zu zerstreuen, wird die Zukunft weisen. Für die Kantone sind die Entscheide zum Entlastungspaket eng mit den Entwicklungen zum Anfang 2025 gestarteten Projekt [«Entflechtung_27»](#) verknüpft. Dieses will die **Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen** überprüfen und gegebenenfalls neu regeln. Ein erster Zwischenbericht zum Projekt wird im Frühjahr 2026 erwartet. Wie Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse zeigt, erhielt das Thema im Vergleich zu den Vorjahren etwas mehr mediale Aufmerksamkeit, obwohl generell weniger über föderale Themen berichtet wurde.

Im Zusammenhang mit der Aufgabenteilung zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden gab es auch Debatten über die Stellung des kantonalen Rechts. Einerseits sorgte der Entscheid des Nationalrates, dass [Gesamtarbeitsverträge kantonalen Mindestlohnbestimmungen](#) vorgehen sollen (vgl. [Jahresrückblick «Bevölkerung und Arbeit»](#)), für einige Diskussionen. Andererseits überwies der Ständerat ein Postulat, das Abklärungen dazu verlangt, ob das Bundesgericht durch seine Auslegung von Grund- und Menschenrechten vermehrt kantonale Gesetze übersteuert. Nicht zu-

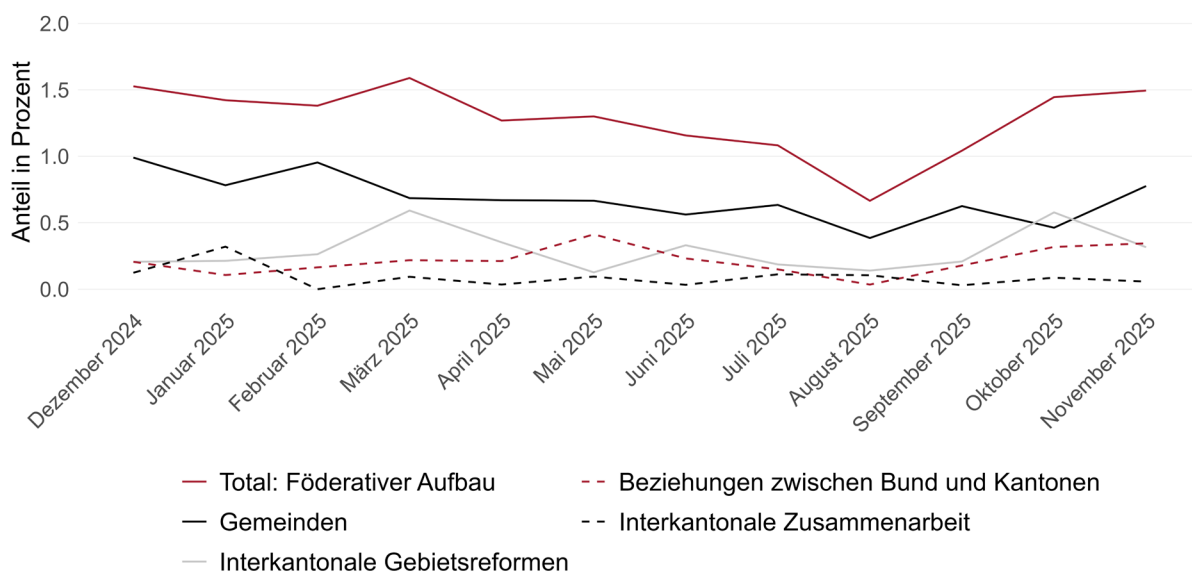
letzt regte sich in den Gemeinden im Jahr 2025 Widerstand gegen nationale und kantonale Vorschriften betreffend Tempo 30 (vgl. auch [Jahresrückblick «Verkehr und Kommunikation»](#)).

In den Medien ebenfalls rege diskutiert wurde die Frage, ob für die Abstimmung über das neue Vertragspaket zwischen der Schweiz und der EU ([Bilaterale III](#)) das **Ständemehr** erforderlich sei (vgl. [Jahresrückblick «Aussenpolitik»](#)). Während sich im Herbst eine klare Mehrheit der Kantone für das Vertragspaket aussprach, gaben sich die Kantone in der Frage des Ständemehrs weniger geeint. Ende Oktober gab die Konferenz der Kantonsregierungen schliesslich bekannt, dass sich eine Mehrheit der Kantone gegen die Notwendigkeit des Ständemehrs stellt.

Die vom Parlament genehmigten **Änderungen der Kantonsverfassungen** führten hingegen kaum zu Diskussionen. Nennenswert war hierbei vor allem die Revision der Kantonsverfassung des [Kantons Appenzell Innerrhoden](#) und zwar weniger aufgrund des Inhalts der Revision, sondern vielmehr wegen der Revision an und für sich. Denn dies war das erste Mal in der Geschichte des Kantons Appenzell Innerrhoden, dass die Landsgemeinde eine Totalrevision der Kantonsverfassung beschloss. Damit ist die Kantonsverfassung des Kantons Zug aus dem Jahr 1894 nun die älteste Kantonsverfassung der Schweiz.

Medial kaum diskutiert, im Rat aber durchaus umstritten, war der Entscheid der beiden Kammern, nicht auf das [Bundesgesetz über Finanzhilfen zugunsten des Instituts für Föderalismus](#) einzutreten. Der Bundesrat hatte dieses Gesetz in Erfüllung einer [Motion](#) ausgearbeitet, aufgrund der angespannten finanziellen Lage jedoch **Nichteintreten** auf die eigene Vorlage empfohlen. Auch die immer wieder aufflammende Forderung der beiden Basler Kantone nach einem [vollen Ständerecht](#) fand 2025 keinen Zuspruch im Parlament.

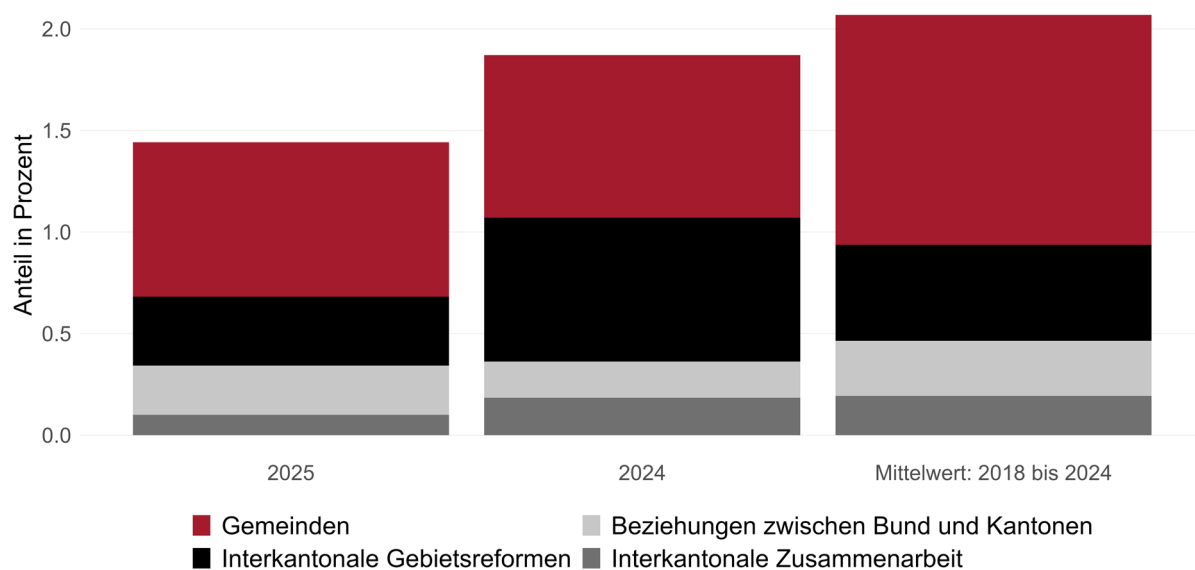
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «FÖDERATIVER AUFBAU»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Föderativer Aufbau» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Föderalismus und Territorialfragen» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 1.5 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «FÖDERATIVER AUFBAU»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Föderativer Aufbau» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Gemeinden» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 0.8 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «FÖDERATIVER AUFBAU»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
66	24.083	27	11107	Gebietsveränderung zwischen den Kantonen Bern und Jura (Kantonswechsel der bernischen Gemeinde Moutier).
72	25.034	24	10366	Bundesgesetz über die Finanzhilfen zugunsten des Instituts für Föderalismus
218	25.3164	5	2602	Bedroht die expansive Auslegung von Grund- und Menschenrechten durch das Bundesgericht den Föderalismus?
384	25.301	4	1431	Massnahmen zur Aufwertung der beiden ehemaligen Halbkantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft
395	25.053	4	1368	Geänderte Verfassungen der Kantone Nidwalden, Zug, Solothurn, Schaffhausen und Genf. Gewährleistung
398	24.085	4	1321	Geänderten Verfassungen der Kantone Zürich, Bern, Freiburg, Basel-Landschaft, Appenzell Ausserrhoden, Aargau und Genf.
425	25.044	4	1208	Verfassung des Kantons Appenzell Innerrhoden.
525	25.3165	6	857	Für eine gerechte Berücksichtigung des Wechsels von Moutier zum Kanton Jura
659	23.3826	2	470	Verzögerungen bei den Baustellen des Bundes sollen sich weniger stark auf Städte und Regionen auswirken
839	19.3008	1	15	Kompetenzzentrum für Föderalismus. Beteiligung an der Grundfinanzierung

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Föderaler Aufbau».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; *Nr:* Geschäftsnummer; *Reden:* Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; *Wörter:* Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; *Titel:* Deutscher Titel der Vorlage.

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Gebietsveränderung zwischen den Kantonen Bern und Jura (Kantonswechsel der bernischen Gemeinde Moutier) in 27 Reden 11'107 Wörter gesprochen; Rang 66 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Jahresrückblick 2025: Aussenpolitik

BERICHT

STAND: 31.12.2025

BERNADETTE FLÜCKIGER

Das aussenpolitische Jahr 2025 war in der Schweiz von bilateralen Turbulenzen und internationalen Konflikten geprägt. Dies widerspiegelte sich in der ausserordentlich grossen Anzahl politischer Geschäfte und auch in der ausgeprägten Medienberichterstattung zur Schweizer Aussenpolitik (vgl. Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse).

Kurz vor dem Nationalfeiertag traf die Schweizer Wirtschaft und insbesondere die exportorientierten Branchen ein schwerer Schlag, der sich auch in der Medienberichterstattung deutlich zeigte (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse): Der US-Präsident gab bekannt, [Zölle in der Höhe von 39 Prozent](#) auf alle Schweizer Waren ausser Pharmaprodukten zu erheben. Diese **US-Zölle** trafen insbesondere die [Uhren- und Maschinen-industrie](#). Im Dezember konnte die Schweiz jedoch bekannt geben, dass die Zölle auf Schweizer Produkte rückwirkend auf den 14. November auf 15 Prozent gesenkt werden. Die Schweiz müsse sich jedoch im Gegenzug dazu in den nächsten Jahren zu Investitionen von mindestens CHF 200 Mrd. in den USA verpflichten, gewisse Zölle im Agrarbereich senken sowie auf die Einführung einer Digitalsteuer verzichten. Anfang Dezember gab der Bundesrat den Entwurf eines Verhandlungsmandats für ein Handelsabkommen mit den USA in die Vernehmlassung. Mit dem Handelsabkommen sollen die Zollerleichterungen für US-Importe aus der Schweiz sowie die dafür notwendigen Zugeständnisse des Bundes geregelt werden.

Weniger konfliktiv waren hingegen im Jahr 2025 die **Beziehungen zur EU**. Im Dezember 2024 waren die [Verhandlungen](#) über das Paket «Stabilisierung und Weiterentwicklung der Beziehungen Schweiz-EU» (auch Bilaterale III genannt) mit der EU abgeschlossen worden. Von Mitte Juni bis Ende Oktober lief die Vernehmlassung zum Paket, welches insbesondere die Einführung institutioneller Elemente für bestehende Abkommen, neue Abkommen in den Bereichen Strom, Gesundheit und Lebensmittelsicherheit sowie die inländische Umsetzung der Abkommen umfasst. Die entsprechende Botschaft des Bundesrates soll im Frühjahr 2026 vorgelegt werden. Mit Spannung erwarteten die Medien die Parolen der einzelnen Parteien, insbesondere der [FDP und der Mitte](#), welche sich schliesslich beide für das Paket aussprachen. Die in der Presse als «Gretchenfrage» bezeichnete Frage nach dem fakultativen oder obligatorischen Staatsvertragsreferendum wird letztlich vom Parlament entschieden werden. Die [Kompass-Initiative](#), welche ein entsprechendes obligatorisches Staatsvertragsreferendum und somit das Ständemehr für die Bilateralen III fordert, kam im Oktober 2025 zustande.

Geprägt wurde die Schweizer Aussenpolitik auch weiterhin von **internationalen Konflikten**. Der [Krieg in der Ukraine](#) ging im Jahr 2025 weiter. Die [Schweiz](#) schloss sich auch dieses Jahr wieder weitgehend den von der EU ergriffenen Sanktionen gegenüber Russland an und setzte sich –

trotz andauernder kriegesischer Auseinandersetzungen – für den Wiederaufbau in der Ukraine ein, wobei insbesondere ein Fokus auf den Einbezug von Schweizer Firmen gelegt wurde. Im Parlament dominierten 2025 die Diskussionen zum Thema Schutzstatus S für aus der Ukraine geflohene Personen.

Auch der [Nahost-Konflikt](#) beschäftigte die Schweiz weiterhin. Im Frühling dominierten die Debatten um die Aufgaben und die Glaubwürdigkeit der UNRWA das Geschehen in den Räten (vgl. etwa [Kt.Jv.24.309](#) und [Mo.24.3815](#)). Eine [Standesinitiative](#) des Kantons Genf, welcher der Ständerat keine Folge geben wollte, sowie eine neu lancierte, inhaltlich identische [Volksinitiative](#) forderten die Anerkennung des Staates Palästinas durch die Schweiz.

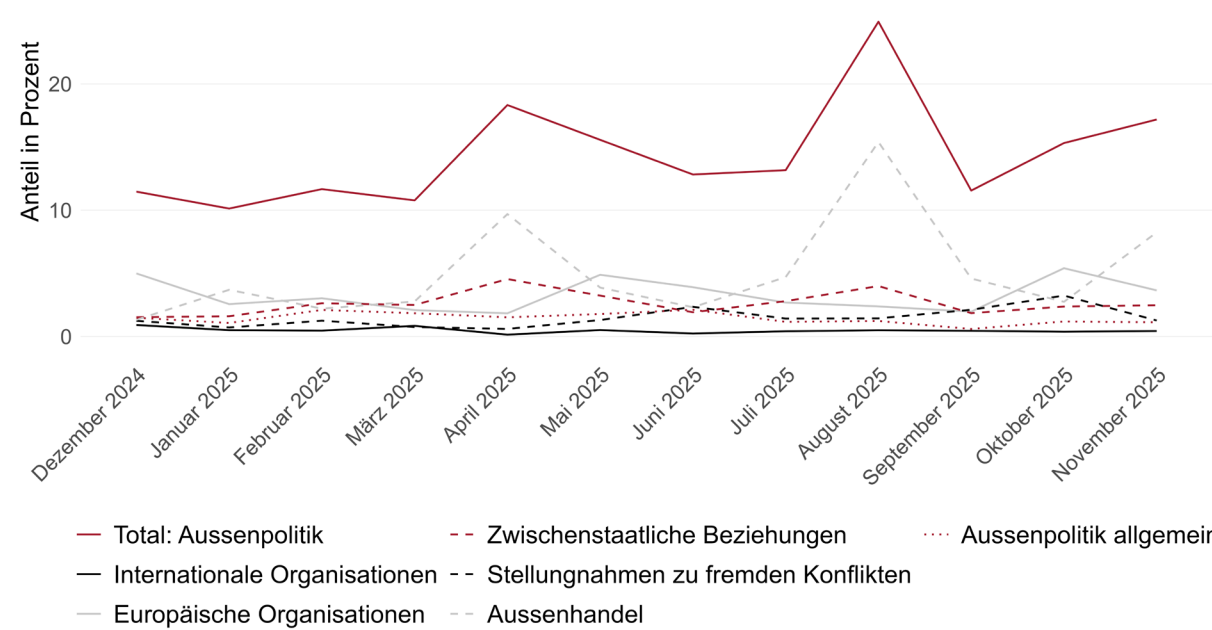
In den Debatten zu fremden Konflikten immer wieder Thema war die Schweizer **Neutralität**. Die Relevanz des Themas zeigte sich unter anderem darin, dass 2025 im Parlament über kein Geschäft im Themenbereich «Aussenpolitik» wortreicher debattiert wurde als über die [Neutralitätsinitiative](#). Der Ständerat votierte dafür, der Initiative, welche unter anderem eine «immerwährende» und «bewaffnete» Neutralität in der Verfassung verankern will, einen direkten Gegenentwurf gegenüberzustellen, welcher im Gegensatz zur Initiative auf Bestimmungen zur Zusammenarbeit im Sicherheitsbereich oder zur Sanktionspolitik verzichtet.

Im Gegensatz zu den US-Zöllen erhielt das [Handels- und Wirtschaftspartnerschaftsabkommen mit Indien](#), das im Frühjahr 2025 unter Dach und Fach gebracht wurde, im Bereich der **Aussenwirtschaftspolitik** sehr viel weniger Aufmerksamkeit. Die Medien werteten dieses Abkommen angesichts der Tatsache, dass einige Wirtschaftsmächte zunehmend auf Protektionismus setzten und dass die Schweiz als kleinere Marktwirtschaft auf den Marktzugang und auf die Einbindung in globale Wirtschaftskreisläufe angewiesen sei, mehrheitlich als grossen Erfolg.

Die **Entwicklungszusammenarbeit** hatte im Berichtsjahr einen schweren Stand. Nachdem im Vorjahr bereits im Rahmen der [Strategie zur internationalen Zusammenarbeit 2025–2028](#) Mittel gestrichen worden waren, wurden im Berichtsjahr in der Debatte zum [Voranschlag 2026](#) und zum [Entlastungspaket 27](#) weitere Kürzungen vorgenommen. Stark ins Gewicht fielen die Beschlüsse der US-Regierung. Diese hatte unter anderem grosse Einschnitte bei der Entwicklungszusammenarbeit und der humanitären Hilfe vorgenommen und sich aus zahlreichen internationalen Gremien – wie etwa der WHO – zurückgezogen. Dies führte wiederum zu Fragen nach den Konsequenzen für die Schweiz. Ein an den Bundesrat überwiesenes [Postulat](#) der APK-NR forderte beispielsweise einen Bericht über die Folgen der Einstellung der Arbeit von USAID auf die Entwicklungszusammenarbeit der Schweiz. Im Rahmen der [Gaststaatspolitik 2026–2029](#) und eines [Vorstosses](#) wurde zudem auf die Auswirkungen für das internationale Genf fokussiert. Dort gerieten zahlreiche NGO, welche für ihre Arbeit auf US-Gelder angewiesen sind, in grosse Schwierigkeiten.

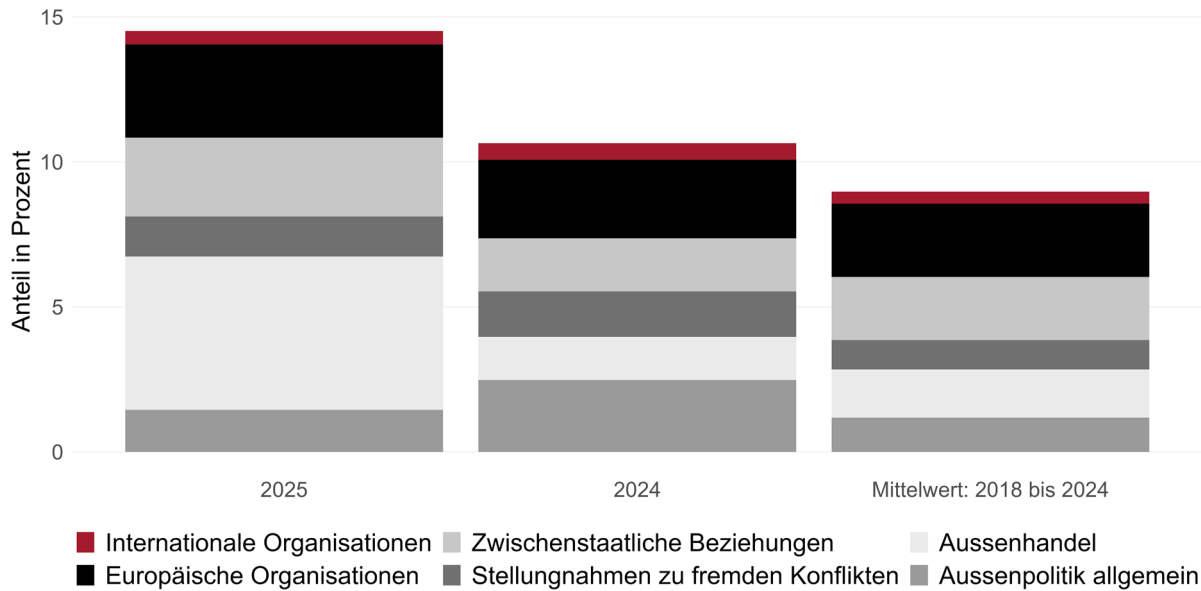
So vermeldeten die Medien beispielsweise, dass das IKRK alleine in Genf rund 240 Stellen streichen müsse.

ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «AUSSENPOLITIK»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Aussenpolitik» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Aussenpolitik» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 11.5 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «AUSSENPOLITIK»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Aussenpolitik» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Internationale Organisationen» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 0.5 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «AUSSENPOLITIK»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
28	24.092	27	22437	«Wahrung der schweizerischen Neutralität (Neutralitätsinitiative)», Volksinitiative
39	25.032	44	16766	Schengen-Weiterentwicklung. Übernahme und Umsetzung sowie Ausländer- und Integrationsgesetz. Änderung
42	25.061	33	16447	Gaststaat 2026-2029
49	25.9019	88	14871	Ausserordentliche Session «Gaza»
82	24.3194	15	8927	Sofortige Einstellung der Beiträge an das Hilfswerk der Vereinten Nationen für Palästina-Flüchtlinge im Nahen Osten (UNRWA)
85	24.069	28	8384	Handel- und Wirtschaftspartnerschaftsabkommen zwischen den EFTA-Staaten und der Republik Indien. Genehmigung
88	25.008	24	8151	Aussenwirtschaftspolitik 2024. Bericht
92	25.030	24	7799	Abkommen über Klimawandel, Handel und Nachhaltigkeit.
93	25.009	24	7703	Aussenpolitischer Bericht 2024
97	24.087	22	7338	Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands. Digitalisierung des Visumverfahrens. Genehmigung und Umsetzung

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Aussenpolitik».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; *Nr:* Geschäftsnummer; *Reden:* Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; *Wörter:* Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; *Titel:* Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Volksinitiative «Wahrung der schweizerischen Neutralität (Neutralitätsinitiative)» in 27 Reden 22'437 Wörter gesprochen; Rang 28 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Rétrospective annuelle 2025: Armée

Dans un contexte compliqué, la politique de sécurité suisse a vécu une année 2025 sous haute pression

RAPPORT

ETAT AU 31.12.2025

ANTOINE LEVEQUE

Au cours de l'année 2025, les débats liés à l'armée ont occupé une place importante dans l'agenda politique fédéral, dans un contexte international toujours marqué par la guerre en Ukraine et une dégradation de l'environnement sécuritaire. La presse s'est fortement intéressée aux enjeux de sécurité, tels que le financement de l'armée, la vague de démissions au plus haut niveau du département de la défense (DDPS) ou encore l'obligation de servir et ses modalités. Par rapport à 2024, la proportion d'articles relatifs au thème «Armée» a considérablement augmenté dans la presse, en particulier les articles consacrés au service civil et à la protection civile ainsi qu'à l'armement et à l'équipement (voir l'analyse APS des journaux). Les mois de mars – au moment du passage de témoin à la tête du DDPS entre Viola Amherd et Martin Pfister – et de juin – quand la question du prix des avions de combat F-35 était sur toutes les lèvres – se caractérisent par un nombre d'articles particulièrement élevé.

L'une des thématiques qui a le plus marqué l'année 2025 a été celle de l'avenir de l'obligation de servir. Premièrement, l'initiative populaire [«Pour une Suisse qui s'engage \(initiative service citoyen\)»](#) proposait d'instaurer un service citoyen obligatoire pour toutes les personnes de nationalité suisse, indépendamment du genre, à accomplir sous la forme d'un service militaire, de protection civile ou d'un autre engagement au service de la collectivité. Le Parlement a suivi le Conseil fédéral en préconisant le rejet de l'initiative. Alors que la droite s'inquiétait notamment des conséquences pour le marché du travail, la gauche s'opposait à l'instauration d'un service obligatoire pour les femmes, tant que l'égalité n'était pas atteinte dans d'autres domaines. N'ayant pas réussi à rassembler une large coalition derrière leur texte, les initiantes et initiants ont subi une lourde défaite dans les urnes le 30 novembre 2025. En effet, l'initiative a été rejetée par 84.1 pour cent des votantes et des votants ainsi que par l'ensemble des cantons. Deuxièmement, en parallèle du traitement de l'initiative, le Parlement a poursuivi un autre chantier, distinct sur le plan institutionnel mais étroitement lié sur le fond: la réforme du système de l'obligation de servir sur le modèle d'une «obligation de servir dans la sécurité». Des motions déposées par la [Commission de la politique de sécurité du Conseil national](#) (CPS-CN) et [par celle du Conseil des Etats](#) (CPS-CE) ont été adoptées, afin de charger le gouvernement d'élaborer un modèle qui offrirait plusieurs voies d'engagement: l'armée, d'une part, et, d'autre part, une organisation de protection contre les catastrophes fusionnant la protection civile et le service civil.

La question des effectifs de la protection civile et du service civil a par ailleurs constitué un autre enjeu majeur de l'année. S'appuyant sur le constat que le nombre de personnes engagées dans la protection civile

risque de passer en dessous du seuil considéré comme nécessaire à l'horizon 2030, les chambres ont validé la [révision de la Loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile](#) (LPPCi). Celle-ci prévoit, dans certains cas, l'affectation de personnes astreintes au service civil à des tâches de protection civile, ainsi que l'intégration dans la protection civile de personnes n'ayant pas pu achever leur service militaire. En parallèle, une [révision de la Loi sur le service civil](#) (LSC) a été acceptée, avec pour objectif de limiter l'attrait du service civil afin de freiner la diminution des effectifs de l'armée. Ces deux objets ont donné lieu à des discussions nourries sur la répartition des charges entre les différentes formes de service, mais ont bénéficié de l'appui du camp bourgeois pour passer la rampe.

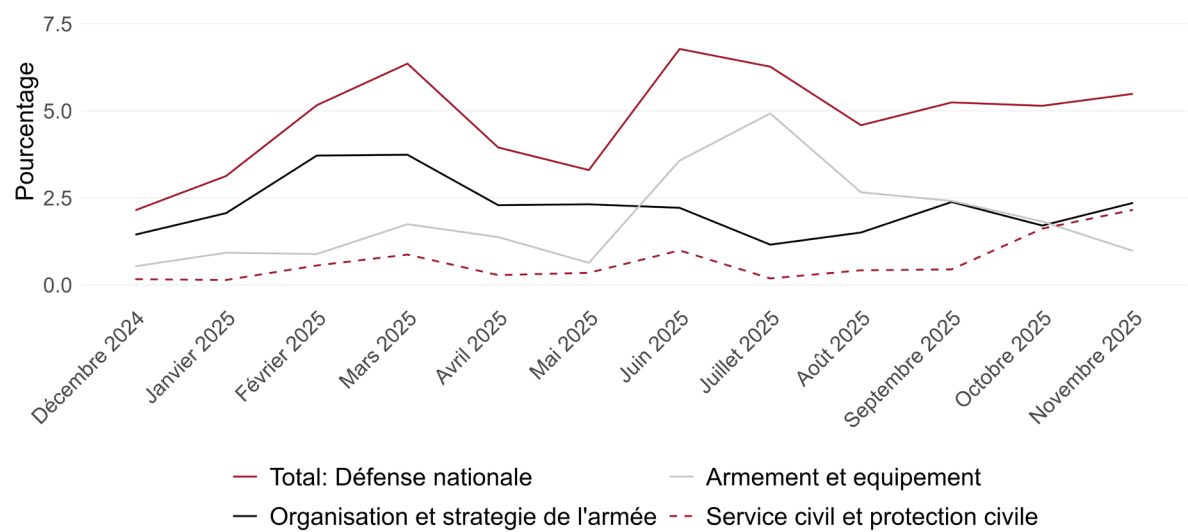
Parmi les nombreuses réformes engagées pour **moderniser le système militaire**, l'objet ayant suscité les plus longs débats dans le chapitre «Armée» au Parlement en 2025 a été la modification de la Loi sur l'armée (LAAM) et de l'ordonnance correspondante (OOrgA) (voir l'analyse APS des interventions), visant entre autres à rendre plus flexible la durée de l'école de recrue et des cours de répétition. Séparé en trois volets, le projet doit également améliorer la capacité de l'armée à faire face aux cybermenaces, permettre les échanges numériques entre le commandement et les militaires, et préciser le fonctionnement des affaires compensatoires pour les acquisitions faites à l'étranger. Les chambres ont adopté cette révision lors de la session d'hiver, après avoir réglé lors d'une conférence de conciliation la dernière divergence sur le nombre de militaires armés que peut convoquer le Conseil fédéral pour un engagement de plus de trois semaines.

Comme les années précédentes, le **message sur l'armée 2025** a également suscité des débats importants. Sur le plan du financement de l'armée, le Conseil fédéral a demandé des crédits d'engagement d'environ CHF 1.7 milliard. Ce message s'inscrit dans [la trajectoire décidée en 2022, qui prévoit d'augmenter progressivement les dépenses de défense pour atteindre environ 1 pour cent](#) du PIB à moyen terme. Le message sur l'armée 2025 fixe donc un plafond de dépenses de près de CHF 30 milliards pour la période 2025–2028. Au Parlement, les débats ont notamment porté sur le volume des investissements dans les munitions, sur le calendrier de mise hors service des avions de combat F-5 Tiger et sur l'équilibre à trouver entre les besoins de l'armée et les [restrictions](#) imposées aux autres départements pour respecter les contraintes budgétaires. La gauche a dénoncé la priorité accordée à l'armée dans un contexte d'économies, tandis que la droite a justifié ces hausses par la nécessité de combler un retard d'investissement accumulé depuis plusieurs années. Durant la session d'hiver, les discussions sur le [budget 2026](#) de la Confédération ont confirmé la tendance, puisque le Parlement a alloué des montants supplémentaires à l'armement, à la cybersécurité et à Fedpol.

Au-delà de ces dossiers, l'année 2025 a également été marquée par une **série de démissions et d'annonces de départs à la tête du DDPS**. En janvier, la cheffe du département, la conseillère fédérale Viola Amherd, [a annoncé son départ du Conseil fédéral](#) pour fin mars 2025, sur fond de critiques récurrentes de la droite conservatrice et de pressions liées à ses tentatives de modernisation de l'armée. Quelques semaines plus tard, la presse a révélé que le chef de l'armée, Thomas Süssli, et le directeur du Service de renseignement de la Confédération (SRC), Christian Dussey, [avaient eux aussi présenté leur démission](#). La fuite prématurée de ces informations dans les médias a conduit le DDPS à déposer une plainte pénale pour violation du secret de fonction et a ravivé les critiques parlementaires sur la gouvernance du département. Plusieurs voix, en particulier au sein du PS et des Vert-e-s, ont appelé à l'institution d'une commission d'enquête parlementaire après avoir dénoncé le «chaos» qui règnerait au DDPS. A cela se sont ajoutées des controverses liées, d'une part, à la remise en cause, par les autorités américaines, du «prix fixe» des avions de combat F-35 menant à de potentiels surcoûts et, d'autre part, aux [dysfonctionnements des drones de reconnaissance israéliens](#) acquis par la Suisse. Ensemble, ces affaires ont écorné l'image du département dans l'opinion publique et au Parlement.

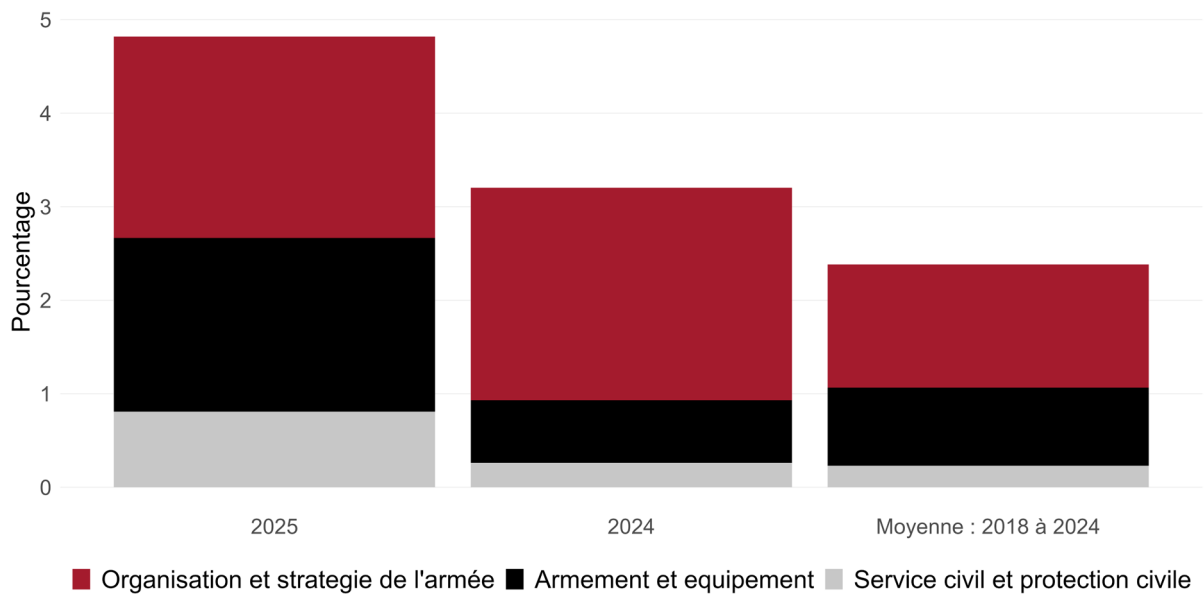
En conclusion, les questions relatives à l'armée ont, en 2025, suscité des débats passionnés au Parlement et dans l'espace public, en particulier autour de l'avenir de l'obligation de servir, du financement de l'armée et de la politique d'exportation d'armement (voir [rétrospective annuelle «Politique économique»](#)). Ces dossiers ont une nouvelle fois mis en lumière l'opposition entre la gauche et la droite, notamment sur la définition de la neutralité et le niveau des dépenses militaires, tandis que la crise de direction au sommet du DDPS a ajouté une dimension institutionnelle aux controverses existantes. Tout porte à croire qu'en 2026, les débats liés à la réforme de l'obligation de servir, à la mise en œuvre de la nouvelle politique d'armement de la Suisse et à la composition de la nouvelle équipe dirigeante du DDPS se poursuivront.

FIGURE 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE DE L' «ARMÉE»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR MOIS



Explication : Proportion d'articles de journaux par mois sur le sujet « Armée » en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours d'un mois.
Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Total : Défense nationale » par rapport au nombre total d'articles était de 2.1 pour cent en décembre 2024.

FIGURE 2 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE DE L' «ARMÉE»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR ANNÉE



Explication : Proportion d'articles de journaux par année (janvier à novembre) sur le sujet « Armée » en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours de l'année (janvier à novembre).
Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Organisation et stratégie de l'armée » par rapport au nombre total d'articles était de 2.2 pour cent en 2025.

TABEAU 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR L' « ARMÉE »: NOMBRE DE PRISES DE PAROLE ET DE MOTS PRONONCÉS EN 2025

Rang	No	Prises de parole	Mots	Titre
1	25.041	689	194972	Budget de la Confédération 2026
2	25.026	273	99039	«Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)». Initiative populaire
3	25.063	322	86597	Programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération
4	24.046	191	70978	Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques
5	24.060	198	70724	«200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)». Initiative populaire
6	23.051	229	66753	Loi sur l'énergie. Modification (Projet de loi pour l'accélération des procédures)
7	24.026	166	61625	«Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil». Initiative populaire et contre-projet indirect
8	25.037	192	60569	Echanges de notes entre la Suisse et l'UE sur les développements de l'acquis de Schengen et de Dublin/Eurodac
9	24.082	133	56270	«Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)». Initiative populaire
10	25.024	195	54304	Loi fédérale sur le matériel de guerre (Introduction d'une compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral). Modification
...				
14	25.036	162	40248	Loi sur l'armée, ordonnance de l'Assemblée fédérale concernant l'administration de l'armée et organisation de l'armée. Modification
17	24.079	79	36847	Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen). Initiative populaire
19	25.025	156	33215	Message sur l'armée 2025
25	25.033	95	25087	Loi fédérale sur le service civil. Modification
41	24.043	54	16511	Loi sur la protection de la population et sur la protection civile. Modification
78	24.3477	11	9305	Motion CPS-CN. Conserver le contrôle de Beyond Gravity est d'intérêt stratégique
105	25.3529	16	6511	Motion CPS-CN. Mandat de négociation en vue d'un accord avec l'UE en matière de sécurité et de défense
126	25.3628	14	4959	Motion Salzmann Werner. Remettre des munitions de poche aux militaires pour améliorer la disponibilité de l'armée et la volonté de défendre la Suisse
140	25.3420	10	4319	Motion CPS-CE. Introduction de l'obligation de servir dans la sécurité
148	25.407	9	3924	Initiative parlementaire groupe socialiste. Instituer une CEP pour enquêter sur le scandale de Ruag, sur les problèmes d'acquisition d'armement et sur les structures de conduite et de surveillance du DDPS
...				

Légende: Nombre de prises de parole et de mots prononcés en 2025 concernant les objets correspondants; classés par nombre de mots prononcés; en gris: objets relevant du domaine thématique « Armée ».

Rang: Tableau classé par nombre de mots en 2025 ; *No:* Numéro d'objet ; *Prises de parole:* Nombres de prises de parole en 2025 sur l'objet ; *Mots:* nombre de mots prononcés en 2025 sur l'objet ; *Titre:* Titre français du projet

Exemple de lecture: en 2025, 40'248 mots ont été prononcés sur l'objet «Loi sur l'armée, ordonnance de l'Assemblée fédérale concernant l'administration de l'armée et organisation de l'armée. Modification» en 162 prises de parole ; 14^e rang parmi tous les objets de cette année.

Source: jeu de données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).

Rétrospective annuelle 2025: Politique économique

La politique économique, sous la menace des droits de douane américains, poursuit ses projets de réformes

RAPPORT
ETAT AU 31.12.2025
MARIE DEL PRIORE

Dans le chapitre «Politique économique», l'année 2025 a été marquée par l'incertitude liée aux droits de douane américains. Cette thématique a bénéficié d'une forte couverture médiatique, démontre l'analyse APS des journaux, qui a enregistré une augmentation des articles consacrés à ce sujet, d'abord au mois d'avril, puis en particulier pendant l'été. Au Parlement, de longs débats ont été menés pour poursuivre et conclure plusieurs réformes significatives de la politique économique. Les discussions les plus intenses ont concerné les objets suivants: l'allègement des conditions d'exportation de matériel de guerre, le contrôle des investissements étrangers en Suisse et la modernisation du droit de la concurrence (voir l'analyse APS des interventions).

En raison du retour de Donald Trump à la Maison Blanche, la **politique tarifaire** a donc été au cœur de l'attention durant l'année 2025. La Suisse a d'abord été touchée en mars par la surtaxe douanière de 25 pour cent instaurée par le gouvernement américain sur les importations d'acier et d'aluminium, passée à 50 pour cent en juin. Ensuite, les autorités étasuniennes ont annoncé fin juillet des droits de douane de 39 pour cent s'appliquant à (presque) toutes les exportations helvétiques, ce qui a poussé le Conseil fédéral à poursuivre les [négociations](#). Face à la pression commerciale, la **situation conjoncturelle** helvétique s'est dégradée: les [prévisions de croissance](#) ont été revues à la baisse et les exportations ont chuté au troisième trimestre. Plusieurs objets ont été déposés par la droite comme par la gauche pour limiter les répercussions des taxes douanières sur l'économie suisse. En fin d'année, une déclaration d'intention a été conclue entre les gouvernements suisses et américains pour ramener les droits de douane à hauteur de 15 pour cent, au même niveau que l'UE. Cette décision a été annoncée peu après une rencontre entre plusieurs entrepreneurs suisses et le président américain, et est entrée en vigueur avec effet rétroactif au 14 novembre. Lors de la session d'hiver, le Parlement a tenu une session extraordinaire dédiée au maintien de l'attractivité économique de la Suisse. En 2026, les négociations se poursuivront afin de transformer la déclaration d'intention en accord commercial bilatéral, ce qui promet d'ores et déjà des débats enflammés.

Egalement dans le domaine de la politique industrielle, le Parlement a âprement débattu de la [modification de la Loi sur le matériel de guerre](#) (LFMG) – l'objet le plus discuté dans le chapitre «Politique économique» en 2025 (voir l'analyse APS des interventions). Relancée dans le contexte de la guerre en Ukraine, elle reprend la proposition initiale du contre-projet à l'[initiative correctrice](#) d'accorder une compétence dérogatoire au Conseil fédéral pour l'**exportation de matériel de guerre**, afin notamment d'apporter un soutien stratégique à l'industrie de l'armement, qui traverse une [passe difficile](#). Malgré l'opposition de la

gauche qui, dénonçant le non-respect de la neutralité et des droits humains, a déjà annoncé un référendum, les deux chambres se sont prononcées en faveur de la facilitation des exportations et réexportations d'armement.

Les chambres fédérales ont également poursuivi le débat sur la question de l'introduction d'un mécanisme de contrôle des investissements étrangers dans les entreprises helvétiques. Après les importants amendements du Conseil national, élargissant le projet aux entreprises privées, le Conseil des Etats est revenu à une version plus modérée de la [Loi sur l'examen des investissements étrangers](#) (LEIE) – où seules les firmes étatiques seront concernées – qui a été validée par les chambres, au regret de la gauche. Enfin, dans la volonté de **réduire la dépendance économique** de la Suisse, l'Assemblée fédérale a approuvé la première partie de la [révision partielle de la Loi sur l'approvisionnement du pays](#) (LAP), visant à réorganiser l'Approvisionnement économique (AEP) en engageant une déléguée ou un délégué à plein temps. En novembre, le Conseil fédéral a présenté son message sur la deuxième partie de la révision, avec l'objectif d'augmenter la réactivité et la résilience de l'organisation en cas de crise.

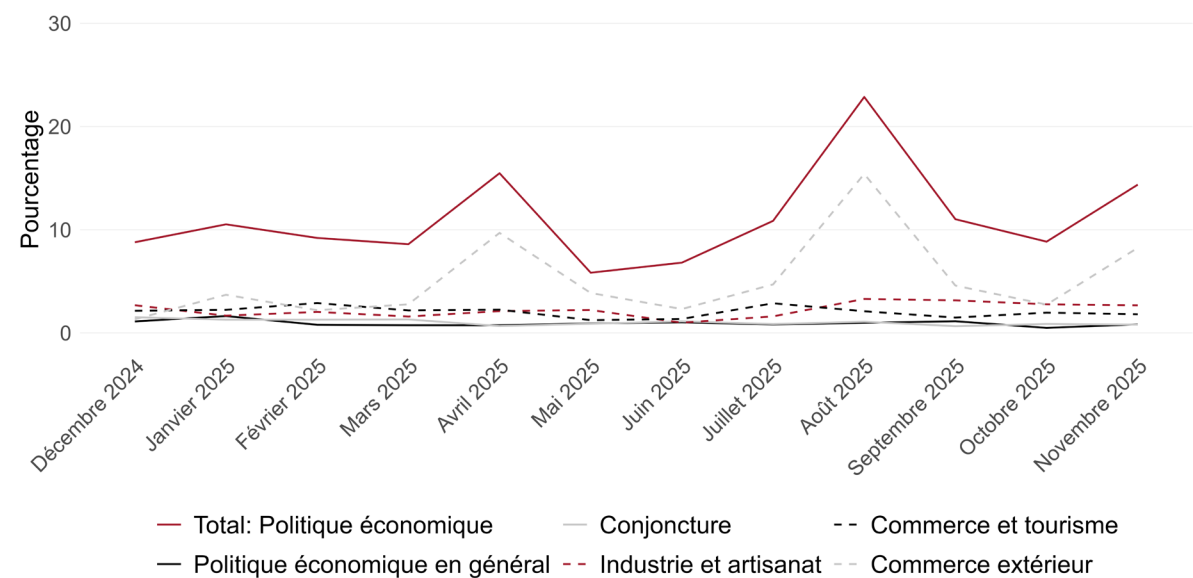
Un jalon important de la **politique structurelle** a été franchi en 2025. En effet, le Parlement a achevé le mégaprojet de [révision totale de la Loi sur les douanes](#) (LD): ce dernier a été adopté au vote final lors de la session d'été. Concernant la politique structurelle également, un autre projet a été mené à son terme: celui de la [Loi sur les biens utilisés pour la torture](#) (LBT). Les deux chambres se sont finalement mises d'accord pour exclure les médicaments de la LBT et le texte a été accepté lors de la session de printemps.

Concernant le **droit de la concurrence**, le Parlement a réitéré la nécessité de réformer les autorités en matière de concurrence en acceptant la [motion](#) Français (plr, VD), malgré les travaux déjà engagés par le Conseil fédéral et l'ouverture de la procédure de consultation sur le [projet de réforme de la Commission de la concurrence](#) (COMCO). En parallèle, le Parlement a poursuivi ses travaux sur la [révision de la Loi sur les cartels](#) (LCart). Les deux chambres se sont finalement accordées en fin d'année en faveur de l'instauration de critères d'évaluation qualitatifs et quantitatifs – malgré une forte opposition de la gauche pour qui cela affaiblit les pouvoirs de la COMCO. Du côté du Surveillant des prix – qui doit veiller à une concurrence efficace – une [décision](#) a été prise pour que l'entreprise Booking.com réduise ses commissions, jugées abusivement élevées.

En contraste avec les prévisions maussades de croissance, l'hôtellerie suisse a affiché un [bilan record](#) en termes de nuitées en 2024. A ce sujet, le Conseil fédéral a présenté un [projet de révision totale de la Loi sur l'encouragement du secteur de l'hébergement](#) (LESH), afin de promouvoir les investissements dans le **secteur touristique**.

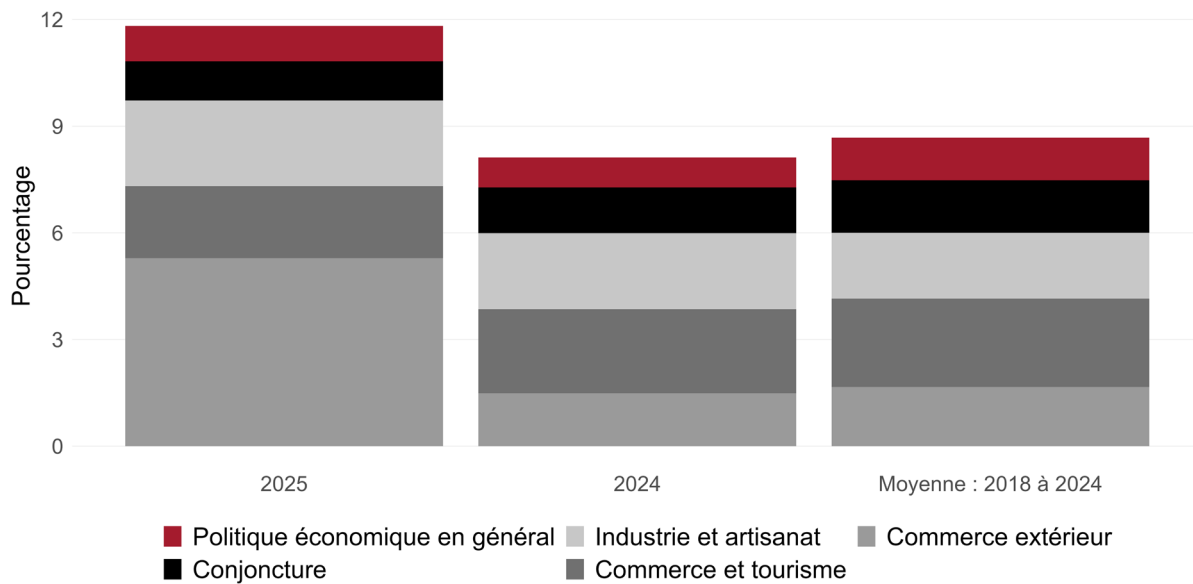
Finalement, en termes de **droit des sociétés**, une nouvelle [initiative populaire sur les multinationales responsables](#) avait été lancée à la fin de l'année 2024. La récolte de signatures s'est faite en un temps record et l'initiative a pu être déposée quelques mois après son lancement. Au Parlement, plusieurs objets ont été discutés dans le cadre du rapport de la CEP sur la [gestion par les autorités fédérales de la crise de Credit Suisse](#), notamment un [postulat](#) visant à étudier comment renforcer le pouvoir de l'actionnariat, adopté dans chaque chambre. Une autre [problématique](#) soulevée concernait les difficultés rencontrées par les start-up lors de leur phase de croissance. Un [postulat](#) déposé par la CSEC-CE pour soutenir leur développement, a ainsi été adopté par le Conseil des Etats. Plusieurs parlementaires ont également souhaité apporter des précisions juridiques en matière de poursuite et faillite, avec la [motion](#) Nantermod (plr, VS), ainsi qu'en matière de droit des obligations, avec l'[initiative parlementaire](#) Schwander (udc, SZ).

FIGURE 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE DE LA «POLITIQUE ÉCONOMIQUE»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR MOIS



Explication : Proportion d'articles de journaux par mois sur le sujet « Politique économique » en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours d'un mois.
 Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Total : Politique économique » par rapport au nombre total d'articles était de 8.8 pour cent en décembre 2024.

FIGURE 2 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE DE LA «POLITIQUE ÉCONOMIQUE»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR ANNÉE



Explication : Proportion d'articles de journaux par année (janvier à novembre) sur le sujet « Politique économique » en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours de l'année (janvier à novembre).
 Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Politique économique en général » par rapport au nombre total d'articles était de 1.0 pour cent en 2025.

**TABEAU 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR LA «POLITIQUE ÉCONOMIQUE»:
NOMBRE DE PRISES DE PAROLE ET DE MOTS PRONONCÉS EN 2025**

Rang	No	Prises de parole	Mots	Titre
1	25.041	689	194972	Budget de la Confédération 2026
2	25.026	273	99039	«Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)». Initiative populaire
3	25.063	322	86597	Programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération
4	24.046	191	70978	Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques
5	24.060	198	70724	«200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)». Initiative populaire
6	23.051	229	66753	Loi sur l'énergie. Modification (Projet de loi pour l'accélération des procédures)
7	24.026	166	61625	«Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil». Initiative populaire et contre-projet indirect
8	25.037	192	60569	Echanges de notes entre la Suisse et l'UE sur les développements de l'acquis de Schengen et de Dublin/Eurodac
9	24.082	133	56270	«Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)». Initiative populaire
10	25.024	195	54304	Loi fédérale sur le matériel de guerre (Introduction d'une compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral). Modification
...				
13	23.047	116	42823	Loi sur les cartels (LCart). Modification
22	23.086	88	29191	Loi fédérale sur l'examen des investissements étrangers
71	22.058	45	10379	Loi sur les douanes. Révision totale
83	25.9020	20	8648	Session extraordinaire. Renforcement de la place industrielle suisse et maintien du pouvoir d'achat / Places de travail et conditions-cadres économiques
87	25.9022	24	8282	Examen simultané «Débat urgent» (interpellations urgentes concernant l'accord douanier entre la Suisse et les États-Unis)
118	25.9023	17	5247	Session extraordinaire. Renforcement de la place industrielle suisse et maintien du pouvoir d'achat
120	23.066	17	5198	Loi sur les biens utilisés pour la torture
177	22.3838	6	3350	Motion Gugger Niklaus-Samuel. Protection contre l'introduction unilatérale du modèle de l'agence sur le marché automobile
180	25.3685	7	3188	Motion Herzog Eva. Renforcer la position de la Suisse en tant que pôle pharmaceutique et biotechnologique
212	23.3224	8	2666	Motion Français Olivier. Réforme institutionnelle de la Commission de la concurrence
...				

Légende: Nombre de prises de parole et de mots prononcés en 2025 concernant les objets correspondants; classés par nombre de mots prononcés; en gris: objets relevant du domaine thématique « Politique économique ».

Rang: Tableau classé par nombre de mots en 2025 ; *No:* Numéro d'objet ; *Prises de parole:* Nombres de prises de parole en 2025 sur l'objet ; *Mots:* nombre de mots prononcés en 2025 sur l'objet ; *Titre:* Titre français du projet

Exemple de lecture: en 2025, 42'823 mots ont été prononcés sur l'objet «Loi sur les cartels (LCart). Modification» en 116 prises de parole; 13^e rang parmi tous les objets de cette année.

Source: jeu de données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).

Rétrospective annuelle 2025: Crédit et monnaie

Je t'aime, moi non plus: la relation banque-politique n'était toujours pas au beau fixe en 2025

RAPPORT

ETAT AU 31.12.2025

MATHIAS BUCHWALDER

Dans le chapitre «Crédit et Monnaie», les conséquences de la reprise de Credit Suisse par UBS ont encore occupé le haut de l'affiche durant l'année 2025. Avec la [publication](#) du **rapport de la Commission d'enquête parlementaire** (CEP) instituée pour faire la lumière sur la gestion de crise par les autorités fédérales, et son traitement par les chambres, les mois de décembre 2024 et mars 2025 ont été marqués par une forte attention médiatique pour la thématique des banques, comme l'atteste l'analyse APS des journaux. En particulier, [les médias se sont penchés sur le rôle des personnes impliquées dans la crise](#), alors que le rapport a souligné que la chute du numéro deux bancaire helvétique était avant tout due à des années de mauvaise gestion de la part du conseil d'administration et de la direction, et non à l'activité des autorités.

Lors de la session de printemps 2025, le [Conseil des Etats](#) et le [Conseil national](#) ont officiellement **pris connaissance du rapport** – le plus long débat dans le chapitre «Crédit et Monnaie» pour l'année 2025 (voir l'analyse APS des interventions) – ainsi que des dix objets déposés par la CEP ([Mo. 24.4529](#), [Mo. 24.4530](#), [Mo. 24.4531](#), [Mo. 24.4532](#), [Po. 24.4540](#), [Po. 24.4541](#), [Po. 24.4542](#), [Po. 24.4543](#), [Po. 24.4544](#), [Po. 24.4539](#)). Visant à mettre en œuvre les recommandations de la CEP, ces objets ont été adoptés à l'unanimité par les deux conseils. Il s'agissait entre autres de limiter les allègements de fonds propres accordés aux banques d'importance systémique (EBIS), de renforcer les compétences de la Finma, de la BNS et de la Chancellerie fédérale, ainsi que d'instaurer un système de contrôle des rémunérations des cadres du milieu bancaire.

Sur la base de ces interventions et du [rapport sur la stabilité des banques](#) de 2024, le Conseil fédéral a présenté au mois de juin les [grandes lignes de la révision du dispositif «too-big-to-fail»](#). La **hausse prévue des exigences de fonds propres** via la couverture totale de la valeur des filiales à l'étranger a suscité l'[opposition véhémente](#) d'UBS, seule banque concernée. Les dirigeants du nouveau mastodonte de la place financière helvétique ont laissé planer la menace d'un déménagement de la banque aux Etats-Unis, [rumeur finalement démentie au mois d'octobre](#). Autre conséquence de la chute de Credit Suisse, l'[annulation des obligations AT1](#), autorisée par la Confédération en mars 2023, a été déclarée illégale par le Tribunal administratif fédéral (TAF), qui se prononçait sur les recours déposés par près de 3'000 détenteurs et detentrices de ces titres. Si ce jugement est confirmé par le Tribunal fédéral (TF), se posera la question du remboursement de la valeur des titres, estimée à CHF 16.5 milliards. En outre, ce verdict révèle une faille dans la législation «too-big-to-fail».

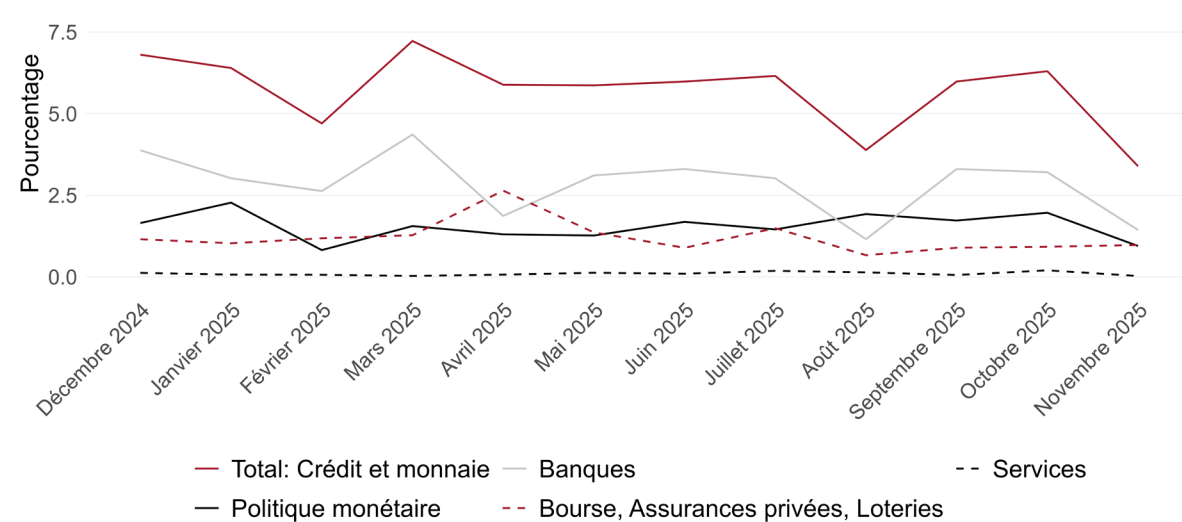
Avec les procédures de consultation en cours ou à venir, le Parlement devrait empoigner la **révision du dispositif TBTF** au cours du deuxième semestre de l'année 2026. Pourtant, d'autres objets ont montré que les partis affûtaient déjà leurs arguments. [Deux motions identiques](#) demandant de repousser l'entrée en vigueur des mesures prévues par voie d'ordonnance ont été rejetées par les chambres, car elles étaient perçues comme une tentative de mettre des bâtons dans les roues du Conseil fédéral. En revanche, la discussion sur l'[introduction d'un Public Liquidity Backstop](#) (PLB) a été suspendue par le Conseil des Etats. Bien que la mise en place de ce mécanisme soit incontestée, la chambre haute souhaite que le débat ait lieu avec le reste du dispositif «too-big-to-fail». En outre, la [prolongation de l'exonération de l'impôt anticipé pour les instruments TBTF](#) a passé la rampe, malgré l'opposition socialiste qui a considéré cela comme un cadeau à UBS. Enfin, une [motion demandant de limiter les rémunérations dans le secteur bancaire](#) entre CHF 3 et 5 millions par an a illustré les dynamiques présentes sous la coupole. Acceptée contre l'avis du Conseil fédéral et de la commission par le Conseil des Etats lors de la session de printemps, elle a ensuite été modifiée par le Conseil national, qui a ôté le plafond salarial fixe du texte avant de l'adopter. Le Conseil des Etats, toujours contre l'avis de sa commission, a entériné l'adoption de la motion lors de la session d'hiver.

En 2025, la **politique monétaire helvétique a réagi aux secousses géopolitiques mondiales**. La BNS a baissé à deux reprises son taux directeur, de 0.5 à 0.25 pour cent en [mars](#), puis à 0 pour cent en [juin](#). Pour l'instant, [la banque nationale ne souhaite cependant pas revenir aux taux négatifs](#) pratiqués entre 2015 et 2022. Malgré cette politique monétaire expansionniste, [le franc suisse a continué de s'apprécier](#) en 2025, pour atteindre des taux historiquement bas vis-à-vis de l'euro et du dollar. Cette évolution constitue un défi supplémentaire pour l'industrie exportatrice suisse, déjà confrontée aux [droits de douane américains](#).

Sur la thématique des **moyens de paiement**, le contre-projet direct du Conseil fédéral à l'[initiative populaire «Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets \(l'argent liquide, c'est la liberté\)»](#) a convaincu les chambres. Le contre-projet partage les objectifs de l'initiative populaire, à savoir le maintien de l'argent liquide en Suisse, mais se montre plus précis dans sa formulation. L'Assemblée fédérale recommande donc de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet, qui sera soumis à la population le 8 mars 2026. Dans le domaine des cryptomonnaies, le Conseil fédéral a soumis à consultation une [révision de l'autorisation FinTech](#), afin de permettre l'émission de cryptomonnaies stables (stablecoins), s'appuyant notamment sur une [motion](#) acceptée par le Conseil national.

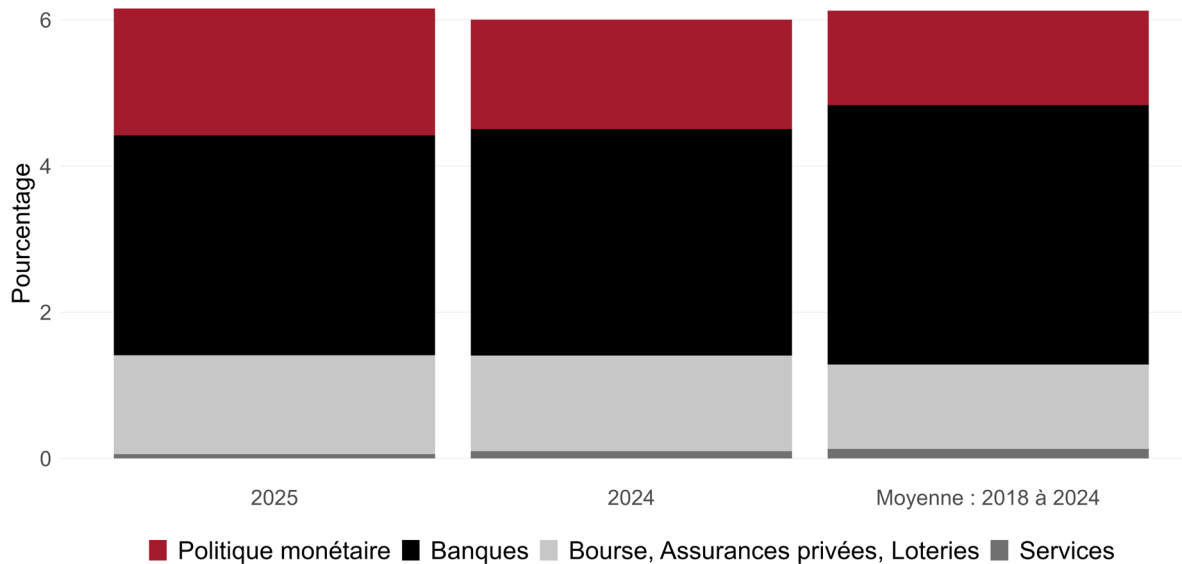
Pour conclure, dans le domaine des **assurances**, l'année 2025 a été marquée par l'annonce de la [fusion entre Helvetia et Baloise](#). La compagnie d'assurance fusionnée constituera le numéro deux du marché helvétique.

FIGURE 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE DE LA «CRÉDIT ET MONNAIE»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR MOIS



Explication : Proportion d’articles de journaux par mois sur le sujet « Crédit et monnaie » en comparaison à l’ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours d’un mois.
Exemple : La proportion d’articles de presse sur le thème « Total : Crédit et monnaie » par rapport au nombre total d’articles était de 6.8 pour cent en décembre 2024.

FIGURE 2 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE DE LA «CRÉDIT ET MONNAIE»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR ANNÉE



Explication : Proportion d’articles de journaux par année (janvier à novembre) sur le sujet « Crédit et monnaie » en comparaison à l’ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours de l’année (janvier à novembre).
Exemple : La proportion d’articles de presse sur le thème « Politique monétaire » par rapport au nombre total d’articles était de 1.7 pour cent en 2025.

**TABEAU 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR LA «CRÉDIT ET MONNAIE»:
NOMBRE DE PRISES DE PAROLE ET DE MOTS PRONONCÉS EN 2025**

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Budget de la Confédération 2026
2	25.026	273	99039	«Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)». Initiative populaire
3	25.063	322	86597	Programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération
4	24.046	191	70978	Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques
5	24.060	198	70724	«200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)». Initiative populaire
6	23.051	229	66753	Loi sur l'énergie. Modification (Projet de loi pour l'accélération des procédures)
7	24.026	166	61625	«Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil». Initiative populaire et contre-projet indirect
8	25.037	192	60569	Echanges de notes entre la Suisse et l'UE sur les développements de l'acquis de Schengen et de Dublin/Eurodac
9	24.082	133	56270	«Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)». Initiative populaire
10	25.024	195	54304	Loi fédérale sur le matériel de guerre (Introduction d'une compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral). Modification
...				
15	24.098	54	38658	La gestion par les autorités fédérales dans le contexte de la crise de Credit Suisse. Rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP)
24	24.063	70	25285	Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté). Initiative populaire et contre-projet direct
68	25.3957	12	10858	Motion CER-CE. Train de mesures en matière de stabilité bancaire
77	25.029	34	9465	Approbation de l'addendum à l'accord EAR relatif aux comptes financiers et de l'accord EAR relatif aux crypto-actifs, et modification de la loi fédérale sur l'échange international automatique de renseignements en matière fiscale (LEAR)
109	25.060	35	6067	Loi fédérale sur l'impôt anticipé (Instruments "too big to fail"). Modification
164	23.3452	11	3526	Motion Stark Jakob. Limitation des rémunérations dans le secteur bancaire
191	22.3976	5	2969	Motion Maitre Vincent. Supprimer les commissions d'interchange pour les opérations de paiement des cartes de débit
204	25.3020	5	2711	Motion CER-E. Soulager les PME. Plus de transparence concernant les frais liés aux moyens de paiement sans espèces
247	25.3942	5	2315	Motion CER-CN. Train de mesures en matière de stabilité bancaire
315	21.3910	6	1815	Motion Birrer-Heimo Prisca. Renforcer les exigences de fonds propres pour les banques d'importance systémique globale
...				

Légende: Nombre de prises de parole et de mots prononcés en 2025 concernant les objets correspondants; classés par nombre de mots prononcés; en gris: objets relevant du domaine thématique « Crédit et monnaie ».
Rang: Tableau classé par nombre de mots en 2025 ; No: Numéro d'objet ; Prises de parole: Nombres de prises de parole en 2025 sur l'objet ; Mots: nombre de mots prononcés en 2025 sur l'objet ; Titre: Titre français du projet
Exemple de lecture: en 2025, 38'658 mots ont été prononcés sur l'objet «La gestion par les autorités fédérales dans le contexte de la crise de Credit Suisse. Rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP)» en 54 prises de parole ; 15^e rang parmi tous les objets de cette année.
Source: jeu de données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).

Rétrospective annuelle 2025: Agriculture

Entre deux réformes, la politique agricole continue d'agiter la Berne fédérale

RAPPORT
ETAT AU 31.12.2025
KAREL ZIEHLI

En 2025, trois thèmes ont particulièrement marqué les débats agricoles. Premièrement, la présence de **PFAS** sur les terres agricoles de nombreux domaines et, par effet ricochet, dans les aliments, a fait couler beaucoup d'encre. Ainsi, les médias ont largement relayé l'histoire de la [contamination de viande provenant de Saint-Gall](#), tandis que le Parlement a discuté à plusieurs reprises de cette question – notamment dans le cadre d'une [session extraordinaire](#). Deuxièmement, la gestion du **loup** a également figuré à l'agenda politique avec de nombreuses propositions visant à simplifier son abattage (Mo. 25.3549, [Mo. 24.4257](#), Po. 25.3027, Mo. 25.3715), à améliorer la protection des troupeaux (Mo. 23.3828) et d'ordre financières ([Mo. 24.4469](#), [Po. 24.4300](#)). La gestion des populations de loups, l'augmentation du nombre de meute et les tirs ordonnés par les cantons ont été des sujets largement relayés dans les médias, notamment la différence entre les cantons s'agissant des erreurs dans les abattages. Troisièmement, l'**amélioration des conditions de vie** des agricultrices et agriculteurs a été un thème récurrent, que ce soit la réduction de la charge administrative ([Mo. 24.3020](#), [Mo. 24.3078](#), [lv. ct. 24.303](#)), la transparence des prix ([lv. pa. 22.477](#)) ou encore l'amélioration de la condition des partenaires en cas de divorce ([MCF 24.094](#)). S'agissant de la charge administrative, deux autres décisions sont également à relever: d'une part, la décision du Parlement d'alléger le nouveau système d'enregistrement des intrants et des produits phytosanitaires [Digi-flux](#), et, d'autre part, la mise en œuvre par le Conseil fédéral d'une [motion](#) demandant une réduction du nombre de contrôle dans les fermes. Les premiers jalons d'un plan d'action sur les contrôles élaboré en collaboration avec les acteurs de la branche ont ainsi été posés, reprenant une revendication souvent clamée lors des [manifestations paysannes de 2024](#).

Les **produits phytosanitaires** ont également été thématiques – [bien qu'avec moins de véhémence que par le passé](#) – particulièrement la simplification de leur homologation (Mo. 23.4197, Mo. 23.4289, [lv. pa. 22.441](#), [Mo. 21.3770](#)), afin d'avoir suffisamment de substances actives pour lutter contre les maladies et les organismes nuisibles. Le Conseil fédéral a d'ores et déjà annoncé des modifications d'ordonnance pour répondre à ces doléances. Les **moyens financiers** destinés à l'agriculture pour les années 2026–2029 ([MCF 24.061](#)) ont, quant à eux, définitivement été rehaussés de CHF 400 millions par le Parlement par rapport à la proposition initiale du Conseil fédéral, qui prévoyait des coupes. Lors des discussions sur le [budget 2026](#) de la Confédération, les chambres ont également pris le Conseil fédéral à contre-pied en accordant notamment plus de soutien que prévu à la viticulture, alors que, dans la même dynamique, le Conseil des Etats a proposé de renoncer à plusieurs me-

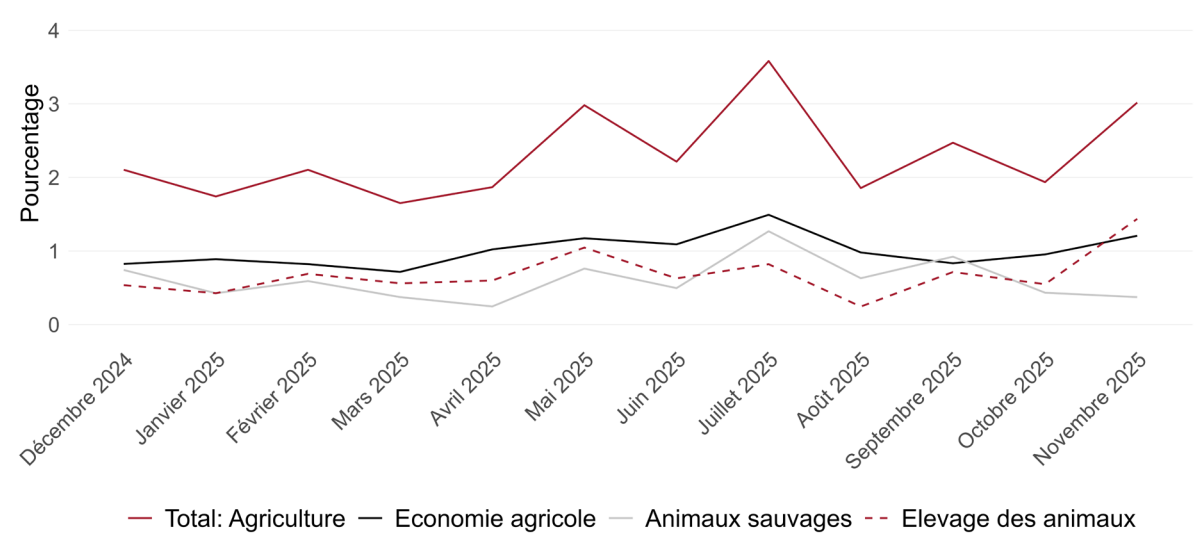
sures d'économies concernant l'agriculture dans le [programme d'allègement budgétaire 2027](#) de la Confédération. Finalement, le débat récurrent de la protection de l'agriculture suisse face à la **concurrence internationale** a une nouvelle fois trouvé des échos dans les médias et dans les travées du Palais fédéral. En effet, avec l'[accord avec les pays du Mercosur](#), en cours de négociation depuis de nombreuses années, la modernisation de l'[accord de libre-échange avec le Chili](#), celui signé avec la Malaisie et l'[accord provisoire avec les Etats-Unis de Donald Trump](#), les concessions faites dans le domaine agricole suscitent à chaque fois le débat, notamment s'agissant des mesures de compensation et des normes de production différentes avec les pays partenaires. Finalement, le paquet d'accords Suisse-UE, s'il est adopté, aura également un effet (in)direct sur l'agriculture. En effet, alors que l'accord agricole déjà existant sera reconduit, un accord sur la sécurité alimentaire (touchant notamment à la question de l'homologation des produits phytosanitaires) fait également partie de la proposition.

Bien qu'aucune initiative populaire sur l'agriculture n'ait été soumise aux citoyennes et citoyens cette année, **plusieurs textes touchant aux questions agricoles, au bien-être animal ou à la chasse sont ou ont été en discussion**. Par ordre chronologique de lancement, deux initiatives déposées conjointement visent des interdictions d'importation de produits provenant d'animaux maltraités. Il s'agit, dans le premier cas, [des produits de la pelleterie ainsi que de la fourrure](#) et dans le deuxième cas, [du foie gras](#) – deux sujets plusieurs fois débattus par les chambres fédérales. Dans les deux cas, des contre-projets sont en discussion et ont de bonnes chances d'être adoptés par le Parlement. Un autre sujet également maintes fois discuté et qui fait l'objet d'une nouvelle initiative populaire est l'**expérimentation animale**. Quelques mois après le [rejet de la précédente tentative](#) pour interdire cette pratique, l'initiative «[Qui à un avenir sans expérimentation animale](#)» a réussi à obtenir suffisamment de signatures. Le Conseil fédéral s'est prononcé contre cette proposition et n'a pas voulu formuler de contre-projet. Deux autres initiatives vont probablement influencer le débat politique de manière plus forte ces prochaines années. La première a été lancée par Franziska Herren – qui était déjà aux manettes de l'[initiative pour une eau potable propre](#) (rejetée par la population en 2021). Cette fois-ci, l'initiatrice veut [atteindre en dix ans un taux d'autoapprovisionnement alimentaire de 70 pour cent](#) en augmentant la part de la production agricole destinée directement aux êtres humains et en réduisant la production animale. Le Conseil fédéral s'est prononcé contre cette initiative, mais a toutefois dit vouloir intégrer certains éléments dans la prochaine politique agricole (PA 30+). La deuxième initiative veut régler de manière stricte et très contraignante l'[utilisation des nouvelles techniques génétiques](#) pour l'élaboration de nouvelles variétés végétales et espèces animales. Bien qu'elle n'en soit qu'au stade de la récolte de signature, elle s'inscrit dans un débat mouvementé autour de ces questions au niveau fédéral, en lien avec [la prolongation du moratoire](#) sur le **génie génétique** et la volonté du Conseil fédéral de créer une [loi spécifique à ces nouvelles techniques](#).

Finalement, une initiative a échoué cette année au stade de la récolte de signatures. Il s'agit de l'initiative «[Pour des mesures de régulation efficaces contre une propagation incontrôlée du loup, du lynx, de l'ours et des rapaces de toutes sortes](#)».

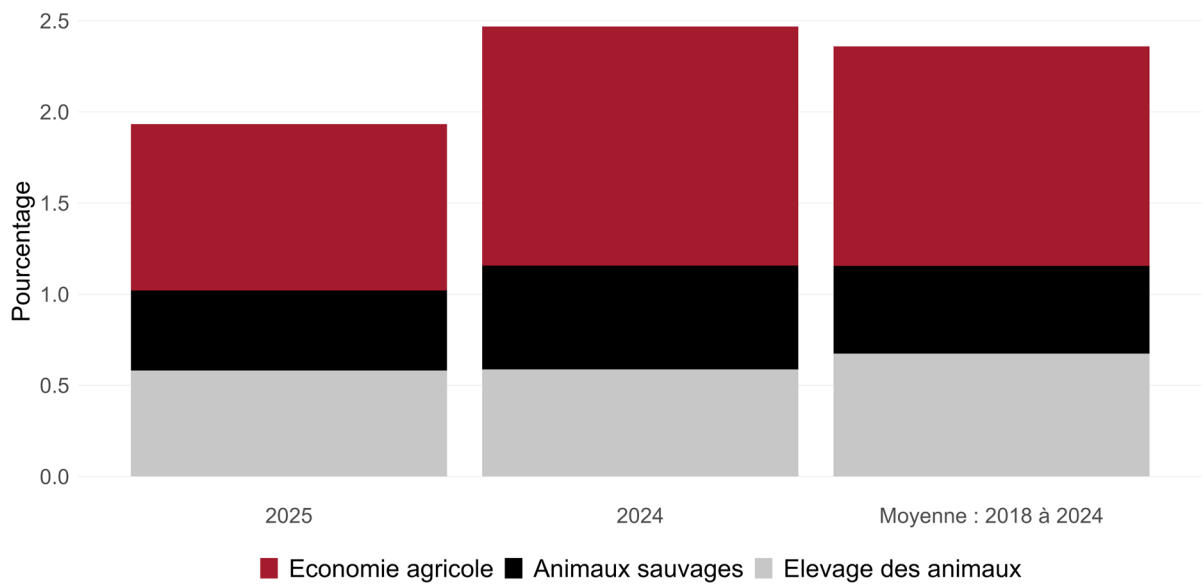
Toutes ces discussions se déroulent alors que plusieurs gros dossiers sont en préparation et seront à l'ordre du jour en 2026: la Politique agricole 2030+, la révision de la LDFR ainsi que les différents accords commerciaux qui pourraient impacter, d'une manière ou d'une autre, l'agriculture. La résonance médiatique devrait donc à nouveau être forte dans ce domaine politique, alors que l'année 2025 a montré une présence moins forte des thématiques agricoles en comparaison à l'année précédente (voir l'analyse APS des journaux) – une année 2024 marquée, rappelons le, par les [mouvements de «révolte agricole»](#).

FIGURE 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE DE L'«AGRICULTURE»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR MOIS



Explication : Proportion d’articles de journaux par mois sur le sujet « Agriculture » en comparaison à l’ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours d’un mois.
Exemple : La proportion d’articles de presse sur le thème « Total : Agriculture » par rapport au nombre total d’articles était de 2.1 pour cent en décembre 2024.

FIGURE 2 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE DE L'«AGRICULTURE»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR ANNÉE



Explication : Proportion d’articles de journaux par année (janvier à novembre) sur le sujet « Agriculture » en comparaison à l’ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours de l’année (janvier à novembre).
Exemple : La proportion d’articles de presse sur le thème « Economie agricole » par rapport au nombre total d’articles était de 0.6 pour cent en 2025.

TABEAU 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR L'«AGRICULTURE»: NOMBRE DE PRISES DE PAROLE ET DE MOTS PRONONCÉS EN 2025

Rang	No	Prises de parole	Mots	Titre
1	25.041	689	194972	Budget de la Confédération 2026
2	25.026	273	99039	«Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)». Initiative populaire
3	25.063	322	86597	Programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération
4	24.046	191	70978	Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques
5	24.060	198	70724	«200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)». Initiative populaire
6	23.051	229	66753	Loi sur l'énergie. Modification (Projet de loi pour l'accélération des procédures)
7	24.026	166	61625	«Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil». Initiative populaire et contre-projet indirect
8	25.037	192	60569	Echanges de notes entre la Suisse et l'UE sur les développements de l'acquis de Schengen et de Dublin/Eurodac
9	24.082	133	56270	«Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)». Initiative populaire
10	25.024	195	54304	Loi fédérale sur le matériel de guerre (Introduction d'une compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral). Modification
...				
21	25.067	75	31697	«Pour une alimentation sûre – grâce au renforcement de la production indigène durable, à davantage de denrées alimentaires végétales et à une eau potable propre (initiative sur l'alimentation)». Initiative populaire
40	22.441	82	16739	Initiative parlementaire Bregy Philipp Matthias. Une protection des plantes moderne, c'est possible
45	25.059	46	15421	«Oui à l'interdiction d'importer des produits en fourrure provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements (initiative fourrure)». Initiative populaire et contre-projet indirect (modification de la loi fédérale sur la protection des animaux)
53	24.443	36	13407	Initiative parlementaire CSEC-CN. Prolongation du moratoire actuel sur le génie génétique
73	25.3549	48	10260	Motion Broulis Pascal. Loup problématique appartenant à une meute. Il doit être possible d'agir!
94	25.3421	11	7611	Motion CEATE-CE. Fixer des valeurs limites pertinentes pour les PFAS en tenant compte des conséquences pour l'agriculture et les distributeurs d'eau et introduire des mesures de soutien à l'agriculture
100	24.094	21	7148	Loi sur l'agriculture (Indemnisation équitable en cas de divorce). Modification
156	24.4257	19	3768	Motion CEATE-CE. Régulation ciblée des populations de loups avec moins de bureaucratie
170	24.3109	24	3451	Motion Regazzi Fabio. Epizooties. Empêcher que les milieux concernés ne soient menacés dans leur existence
176	24.4269	10	3395	Motion CER-CE. Renforcer la production laitière dans les herbages suisses
...				

Légende: Nombres de prises de parole et de mots prononcés en 2025 concernant les objets correspondants; classés par nombre de mots prononcés; en gris: objets relevant du domaine thématique « Agriculture ».

Rang: Tableau classé par nombre de mots en 2025 ; *No:* Numéro d'objet ; *Prises de parole:* Nombres de prises de paroles en 2025 sur l'objet ; *Mots:* nombre de mots prononcés en 2025 sur l'objet ; *Titre:* Titre français du projet

Exemple de lecture: en 2025, 31'697 mots ont été prononcés sur l'initiative populaire «Pour une alimentation sûre – grâce au renforcement de la production indigène durable, à davantage de denrées alimentaires végétales et à une eau potable propre (initiative sur l'alimentation)» en 75 prises de parole ; 21^e rang parmi tous les objets de cette année.

Source: jeu de données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).

Jahresrückblick 2025: Öffentliche Finanzen

BERICHT

STAND: 31.12.2025

NIC TÖNY

Neben den auch im Jahr 2025 [allgegenwärtigen Sparforderungen](#) im Themenbereich der «Öffentlichen Finanzen» sorgten dort vor allem drei Volksinitiativen mit der Forderung nach Steuerreformen für intensive Diskussionen. Zwei davon betrafen die [Abschaffung der sogenannten Heiratsstrafe](#), die somit erneut ins Zentrum der politischen Debatte in der Schweiz rückte. Entsprechend gab es auch in diesem Jahr kein Vorbeikommen an den öffentlichen Finanzen und vor allem den direkten Steuern, was sich auch in der erneut intensiven medialen Berichterstattung niederschlug (vgl. Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse).

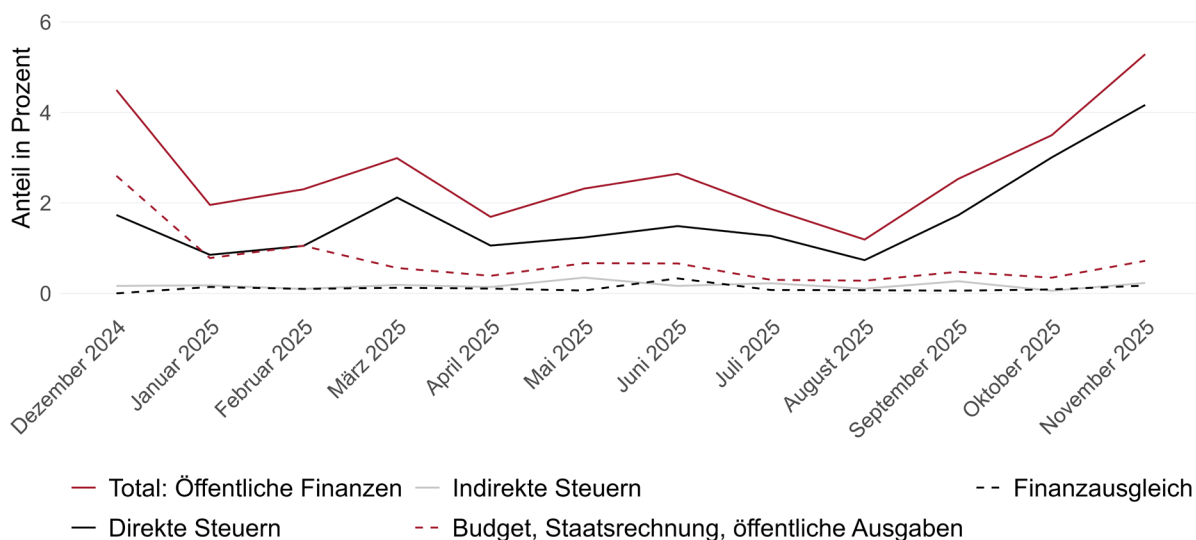
Das Finanzjahr 2025 begann mit einer erfreulichen Nachricht: Die [Staatsrechnung 2024](#) wies «erstmal seit 2019 [...] wieder ein fast ausgeglichenes Rechnungsergebnis» aus. Dies sorgte für Überraschung, war doch im [Voranschlag 2024](#) noch ein beträchtliches Defizit vorgesehen gewesen. Daraus resultierte im Parlament eine Grundsatzdebatte über die vergangenen und anstehenden **Sparmassnahmen**: Die Ratslinke forderte, gewisse Sparmassnahmen zu überdenken und stattdessen über eine Reform der Schuldenbremse zu diskutieren, da ansonsten auf wichtige Investitionen verzichtet werden müsse. Für die Ratsrechte sei das Ergebnis erfreulich, es bedürfe aber dennoch weiterer Sparmassnahmen zur Sanierung des Bundeshaushalts. Dieselbe Debatte prägte auch die Beratung des [Voranschlags 2026](#) und des [Entlastungspakets 2027](#) in der Wintersession. Erstere war im November durch nachträglich gemeldete Steuereinnahmen aus dem Kanton Genf noch einmal zusätzlich verstärkt worden, da sich durch diese der Spielraum in der parlamentarischen Budgetdebatte erheblich erhöhte. Nach intensiven Diskussionen – beispielsweise über eine Nachtzugverbindung zwischen Basel und Malmö oder zusätzliche Massnahmen gegen [Gewalt an Frauen](#) – und einem aufwändigen Austarieren bis in die Einigungskonferenz zwischen den Räten konnte das Parlament Ende der Wintersession den Voranschlag 2026 mit gewichtigen Änderungen verabschieden. So stockte es gegenüber dem bundesrätlichen Entwurf etwa die Kredite für das Bundesamt für Cybersicherheit, für die Landwirtschaft, für die Armee und für das Büro zur Gleichstellung von Frau und Mann auf, während es etwa bei den Krediten für den Teuerungsausgleich des Bundespersonals, für multilaterale Organisationen und die bilaterale Entwicklungszusammenarbeit kürzte. In der Wintersession nahm die kleine Kammer als Erstrat das Entlastungspaket 27 an, nachdem es zahlreiche Einsparungen gestrichen oder abgeschwächt hatte, so dass vom ursprünglichen Volumen des Sparpakets noch etwa zwei Drittel übrig geblieben waren.

Weiter beriet das Parlament in diesem Jahr über zwei Volksinitiativen zur **Abschaffung der sogenannten Heiratsstrafe**, die aber sich widersprechende Ansätze verfolgten. Die [«Steuergerechtigkeits-Initiative»](#) der FDP-Frauen und die Initiative der Mitte [«Ja zu fairen Bundessteuern»](#) lieferten sich dieses Jahr einen indirekten Schlagabtausch, den

die «Steuergerechtigkeits-Initiative» mit ihrer Forderung nach einer [Individualbesteuerung](#) für sich entscheiden konnte: Das Parlament empfahl die Stimmbevölkerung und Ständen zur Annahme und hiess auch den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrats mit Änderungen gut, woraufhin das Initiativkomitee sein Volksbegehren bedingt zurückzog. Die Mitte-Initiative wurde hingegen vom erstberatenden Nationalrat ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung empfohlen. Damit ist das Thema Heiratsstrafe aber noch nicht vom Tisch: Sowohl zehn Kantone als auch ein überparteiliches Komitee ergriffen im Herbst das Referendum gegen den indirekten Gegenvorschlag, sodass über die Einführung der Individualbesteuerung im kommenden Jahr an der Urne entschieden wird.

Nicht minder kontrovers debattierten anfangs die Räte, anschliessend die Öffentlichkeit in diesem Jahr über die [«Initiative für eine Zukunft»](#), welche eine **Erbschafts- und Schenkungssteuer** von 50 Prozent ab einem Freibetrag von CHF 50 Mio. zur Bekämpfung der Klimakrise einführen wollte. Während die Befürwortenden in der Einführung einer Erbschaftssteuer ein geeignetes Mittel zur parallelen Bekämpfung der Klimakrise und der Vermögensungleichheit sahen, befürchteten die Gegnerinnen und Gegner durch die Initiative einen «Exodus von Steuerzahlern», was letztlich zu hohen Mindereinnahmen für den Fiskus führen würde. Nachdem das Parlament die Initiative ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung empfohlen hatte, lehnten die Stimmbevölkerung und die Kantone die Initiative Ende November bei einer Stimmbeteiligung von 42.95 Prozent mit einem Ja-Stimmenanteil von 21.72 Prozent ab. Durch den Abstimmungskampf erhielten die öffentlichen Finanzen beziehungsweise die direkten Steuern gegen Ende des Jahres besonders viel Aufmerksamkeit (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse).

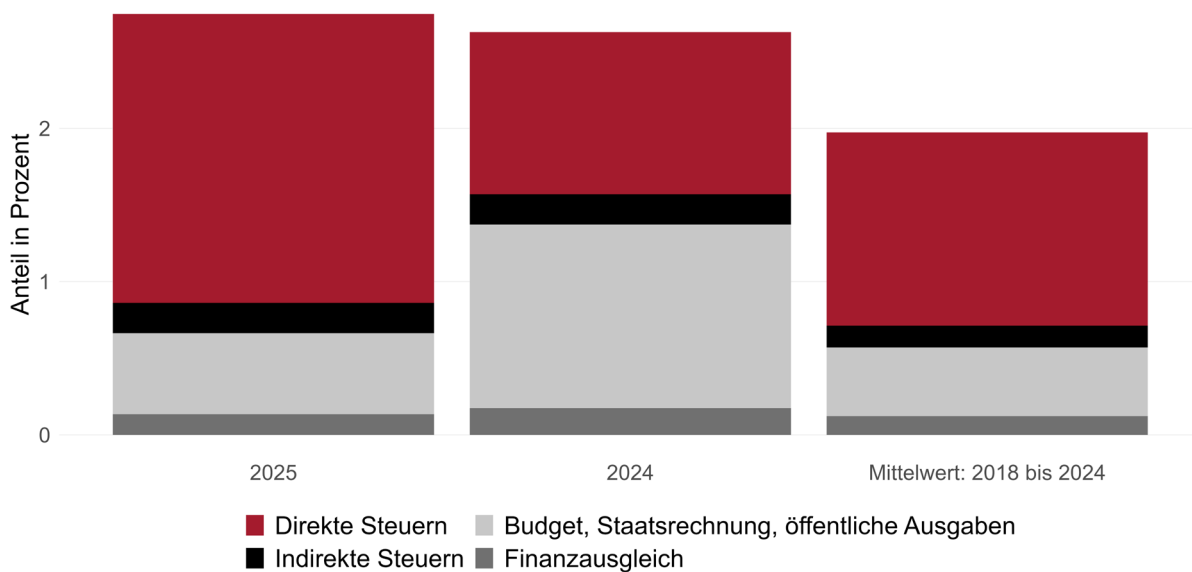
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «ÖFFENTLICHE FINANZEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



¹ *Legende:* Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Öffentliche Finanzen» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Öffentliche Finanzen» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 4.5 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «ÖFFENTLICHE FINANZEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Öffentliche Finanzen» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Direkte Steuern» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 1.9 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «ÖFFENTLICHE FINANZEN»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
20	25.018	90	31806	«Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!». Volksinitiative
54	25.003	27	13156	Staatsrechnung 2024
55	25.007	42	13085	Voranschlag 2025. Nachtrag I
98	24.091	22	7256	Erstreckung der Verlustverrechnungen
111	25.042	35	5858	Voranschlag 2025. Nachtrag II
144	25.040	16	4139	Immobilienbotschaft zivil 2025
151	25.4399	7	3884	Motion WAK-SR. Rechtssicherheit bei der Umsetzung der OECD-Mindestbesteuerung gewahren
174	24.3635	19	3398	Motion Friedli Esther. MWST-Sondersatz. Planungssicherheit für den Tourismus
184	25.3024	6	3144	Motion WAK-NR. Keine Weitergabe von Steuerdaten ohne Anonymisierung
213	25.4392	8	2648	Motion WAK-NR. Rechtssicherheit bei der Umsetzung der OECD-Mindestbesteuerung gewahren
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Öffentliche Finanzen».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; Nr: Geschäftsnummer; Reden: Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; Wörter: Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; Titel: Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zum Voranschlag der Eidgenossenschaft 2026 in 689 Reden 194'972 Wörter gesprochen; am meisten von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Jahresrückblick 2025: Energie

Energiepolitik unter Strom: Die Versorgungssicherheit stand 2025 im Fokus

BERICHT

STAND: 31.12.2025

CATALINA SCHMID

Im Themenbereich «**Energie**» sorgte 2025 unter anderem das [Stromabkommen der Schweiz mit der EU](#) als [Teil der Bilateralen III](#) für viel Gesprächsstoff, wie Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse zeigt. Nachdem die [materiellen Verhandlungen](#) bereits im Dezember 2024 abgeschlossen worden waren, präsentierte der Bundesrat im Frühling 2025 die [Eckpunkte des Abkommens](#) und gab das gesamte Vertragspaket von Juni bis Oktober in die Vernehmlassung. Trotz der grundsätzlich breiten Unterstützung stiess das Stromabkommen und Teile der geplanten Umsetzung neben den [Gewerkschaften](#) nicht zuletzt auch in der Strombranche auf einige Kritik. Welche Hindernisse das Abkommen noch bewältigen muss, zeigt sich frühestens im Frühling 2026, wenn die entsprechende Botschaft das Parlament erreicht. Bereits mehr Klarheit herrschte im Bereich des **Energiemarkts** bei den Energiegrosshandelsmärkten, denn im Frühling nahm ein [Entwurf für eine stärkere Aufsicht und mehr Transparenz](#) nach erfolgreicher Differenzbereinigung die letzte parlamentarische Hürde.

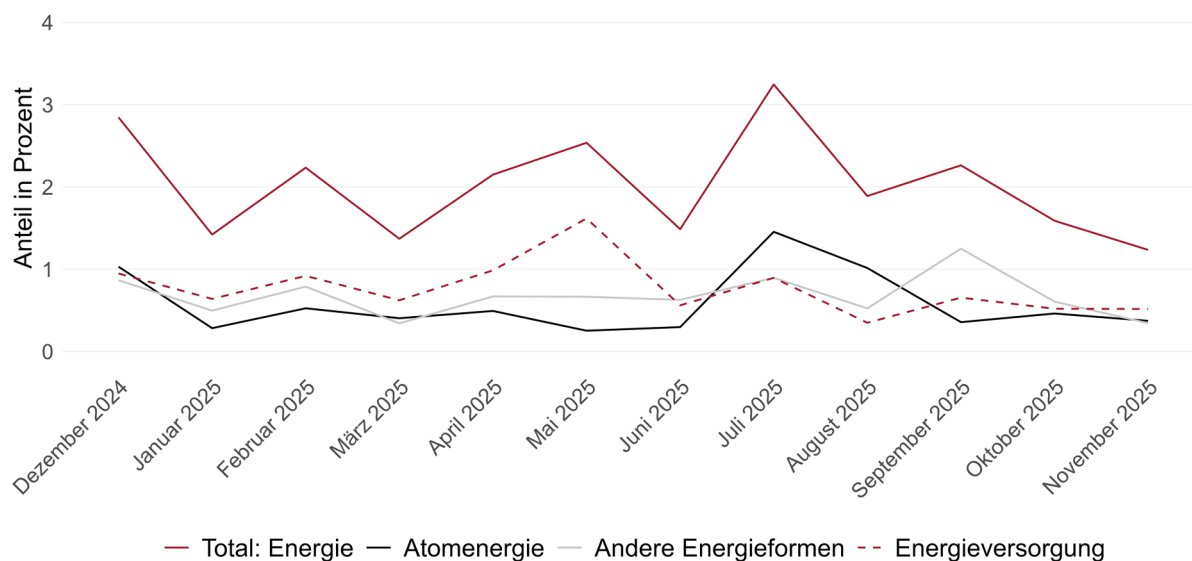
Im Bereich der **erneuerbaren Energien** konnte ein bedeutender Fortschritt beim Abbau von bürokratischen Hürden bei der Bewilligung von grossen Wind-, Sonnen- und Wasserkraftanlagen verzeichnet werden: Ein neuer Vorschlag zur umstrittenen Frage des Verbandsbeschwerderechtes entpuppte sich schliesslich als mehrheitsfähig, womit der [Beschleunigungserlass](#) nach erfolgreicher Einigungskonferenz verabschiedet werden konnte. Besagter Erlass war im Bereich der Energiepolitik das mit Abstand am ausführlichsten diskutierte Geschäft im Jahr 2025, wie die APS-Analyse der Wortmeldungen zeigt. Ein schnelleres Bewilligungsverfahren soll zudem auch für die Fotovoltaik auf Infrastrukturanlagen wie Lärmschutzwänden, Perrondächern oder Tunnelportalen gelten, beschloss das Parlament mit der [Überweisung einer entsprechenden Motion](#). Auch die im Dezember zustandgekommene [Solarinitiative](#) sowie die im Frühjahr neu lancierte [Initiative für bewilligungsfreie Solaranlagen](#) zielen in Richtung Abbau der bürokratischen Hürden. Auch bei der Energiespeicherung brachte sich das Parlament ein, als es dem Bundesrat mittels Überweisung zweier Postulate einen [Bericht über bereits erzielte Fortschritte bei der Energiespeicherung](#) sowie die [Ausarbeitung einer Energiespeicher-Strategie und eines Aktionsplans](#) in Auftrag gab. Gegenwind erhielten die erneuerbaren Energien in diesem Jahr hingegen mit dem Zustandekommen der [Waldschutz-](#) und der [Gemeindeschutzinitiative](#), die beide zum Ziel haben, den Bau von Windkraftanlagen einzuschränken.

Im Bereich der **Kernenergie** eröffnete der Nationalrat im Sommer die Beratungen zur [Revision des Strahlenschutzgesetzes](#), welche die Betreibenden von AKW beim Schutz der Bevölkerung vor radioaktiver Strahlung

stärker in die Pflicht nehmen möchte. Stärkere mediale Beachtung erhielt im August indes der Entscheid des Bundesrates, der [Blackout-Initiative](#) mit einem indirekten Gegenvorschlag zu begegnen, welcher die Aufhebung des Neubauverbots von AKW beinhaltet. Die damit verknüpften Diskussionen sowie die Grundsatzdebatte zum Comeback der Kernenergie erhielten insbesondere vor dem Hintergrund der grossflächigen Stromausfälle auf der Iberischen Halbinsel, der ungeplanten und wärmebedingten [Abschaltung zweier Reaktoren des AKW Beznau](#) sowie des anhaltenden, revisionsbedingten Ausfalls des AKW Gösgen Auftrieb und erreichten gemäss Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse im Juli ihren Höhepunkt.

Die **Sorge vor einer Strommangellage** veranlasste den Bundesrat ferner dazu, den [Bau von fünf neuen Reservekraftwerken in Auftrag zu geben](#), was insbesondere bei den Umweltverbänden auf Widerstand stiess. Das Parlament brachte währenddessen in der Sommersession nach mehrfachem Hin und Her die Beratung der [Änderung des Stromversorgungsgesetzes](#) zu Ende. Zudem setzte sich die nationale Netzgesellschaft Swissgrid zum Ziel, die Netzstabilität bis 2040 zu stärken, und gab daher im Frühling [umfassende Investitionen ins Stromnetz](#) bekannt. Auch dem Bundesrat war es ein Anliegen, den [Aus- und Umbau des Stromnetzes zu beschleunigen](#), weshalb er dem Parlament im Frühling eine entsprechende Botschaft vorlegte. Auch der Nationalrat erachtete diesen sogenannten Netzexpress als notwendig und nahm den Entwurf in der Gesamtabstimmung ohne Gegenstimmen an.

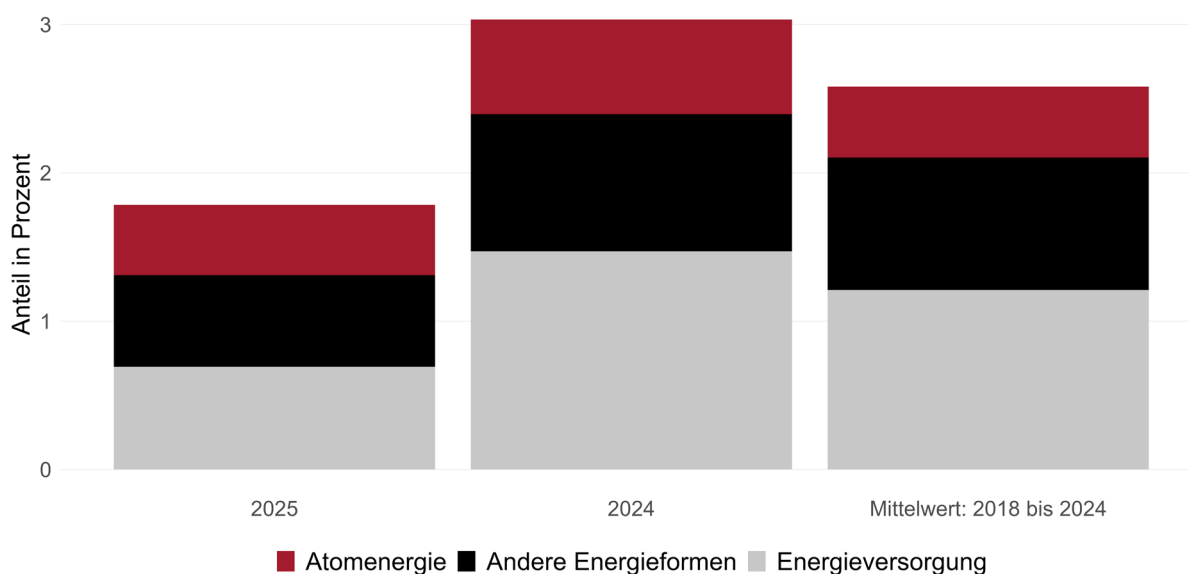
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «ENERGIE»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Energie» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Energie» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 2.8 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «ENERGIE»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Energie» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Atomenergie» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 0.5 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «ÖFFENTLICHE FINANZEN»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	No	Prises de parole	Mots	Titre
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung (Beschleunigungserlass)
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
23	24.033	116	28216	Stromversorgungsgesetzes (Stromreserve). Änderungen
57	25.057	38	12546	Elektrizitätsgesetz (Beschleunigung beim Aus- und Umbau der Stromnetze). Änderung
80	24.090	28	9030	Strahlenschutzgesetz (StSG). Änderung
196	23.083	12	2911	Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE). Bundesgesetz
293	22.3718	5	1960	Motion Cattaneo Rocco. Mehr Transparenz bei der Herkunftsangabe von Photovoltaikmodulen.
348	25.3088	8	1626	Postulat Imark Christian. Überprüfung der PV-Förderung
408	24.4679	5	1264	Postulat Fivaz Fabien. Stellt der Stromverbrauch der künstlichen Intelligenz eine Gefahr für die Energiestrategie 2050 dar?
524	22.4025	4	858	Motion Storni Bruno. Durchschnittlicher Kapitalkostensatz (WACC), der die Netznutzungstarife bestimmt, gemäss den Empfehlungen des Gutachtens der IFBC 2021 überprüfen
552	23.3783	4	773	Motion Schaffner Barbara. Brenn- und Treibstoffbesteuerung nach Energiegehalt
560	21.3518	4	748	Motion Cattaneo Rocco. Weniger Bürokratie für neue Solaranlagen: Das Meldeverfahren muss ausgeweitet werden
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Energie».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; Nr: Geschäftsnummer; Reden: Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; Wörter: Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; Titel: Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Änderung des Energiegesetzes (Beschleunigungserlass) in 229 Reden 66'753 Wörter gesprochen; Rang 6 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

**Jahresrückblick 2025:
Verkehr und Kommunikation**

BERICHT

STAND: 31.12.2025

LENA BALTISSE

Das Jahr 2025 startete im Themenbereich «Verkehr und Kommunikation» mit der Lancierung des Projekts [«Verkehr '45»](#), welches den **Ausbau der Verkehrsinfrastruktur** in der Schweiz in den nächsten Jahren finanziell absichern und massgeblich steuern soll. Auslöser dafür waren die [Ablehnung](#) des Nationalstrassen-Ausbauschritts im Jahr 2024 sowie drohende [Mehrkosten](#) im Bahnausbau. Im September veröffentlichte der Bundesrat einen ersten Bericht zum Projekt, der eine mögliche Priorisierung konkreter Ausbauprojekte vorschlug und die nächsten Schritte für das Jahr 2026 einleitete. Der Bericht fand sowohl in der Politik als auch in den Medien grosse Beachtung: Gemäss Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse erreichte die Medienberichterstattung im Oktober rund um das Projekt «Verkehr '45» einen Höhepunkt. Offen blieben dabei aber einige Fragen, etwa ob auch Autobahnprojekte aufgenommen werden, welche das Stimmvolk im September 2024 an der Urne abgelegt hatte, oder mit welchem finanziellen Rahmen der Bahnausbau in Zukunft rechnen kann. Die finanzielle Sicherung des Bahnausbaus wurde auch im Parlament beraten. Die Räte nahmen etwa eine [Motion](#) zur Sicherung der Liquidität des BIF an und der Ständerat überwies ein [Postulat](#) mit dem Ziel, den BIF effizienter zu nutzen. Zudem wehrte sich der Ständerat im Dezember im Rahmen seiner Beratung des [Entlastungspakets 27](#) gegen einen Grossteil der vorgeschlagenen Kürzungen bei den Bundeseinlagen in den BIF.

Der **Güterverkehr** generierte im Themenbereich «Verkehr und Kommunikation» 2025 die wortreichste Parlamentsdebatte: National- und Ständerat verabschiedeten nach erfolgreicher Differenzbereinigung die [Totalrevision des Gütertransportgesetzes](#), die den Güterverkehr mit der Bahn und dem Schiff stärken will. Auch im Güterverkehr auf der Strasse gab es 2025 einige gewichtige Entwicklungen. Am bedeutendsten war dabei die [Revision der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe \(LSVA\)](#), welche der Bundesrat im Frühling 2025 präsentierte und das Parlament 2026 beraten wird. Mit der Revision sollen künftig auch Elektrolastwagen besteuert werden, wobei die Höhe der Abgaben den aktuellen Umweltstandards der Lastwagen entsprechen soll. Nicht zuletzt wurde im Berichtsjahr der Schlussbericht der SUST zum Güterverkehr-Unfall im Gotthard-Basistunnel von 2023 veröffentlicht. Im Bericht wurde die Entgleisung auf einen Radscheibenbruch zurückgeführt. In der Folge überwies der Nationalrat ein [Postulat](#) und der Bundesrat beschloss verschiedene Massnahmen, um die Sicherheit im Schienengüterverkehr zu erhöhen.

Im Bereich Güterverkehr kam es auch ausserhalb des Parlaments zu zentralen Entwicklungen: So wurde das Projekt Cargo sous terrain vorübergehend gestoppt, die SBB Cargo beschloss die Schliessung mehrerer Terminals und die sogenannte [«Rollende Landstrasse»](#) (Rola) wurde auf Ende 2025 eingestellt. Insbesondere die Einstellung der Rola trug dabei zur medialen und politischen Debatte um den Stand der **Verkehrsverla-**

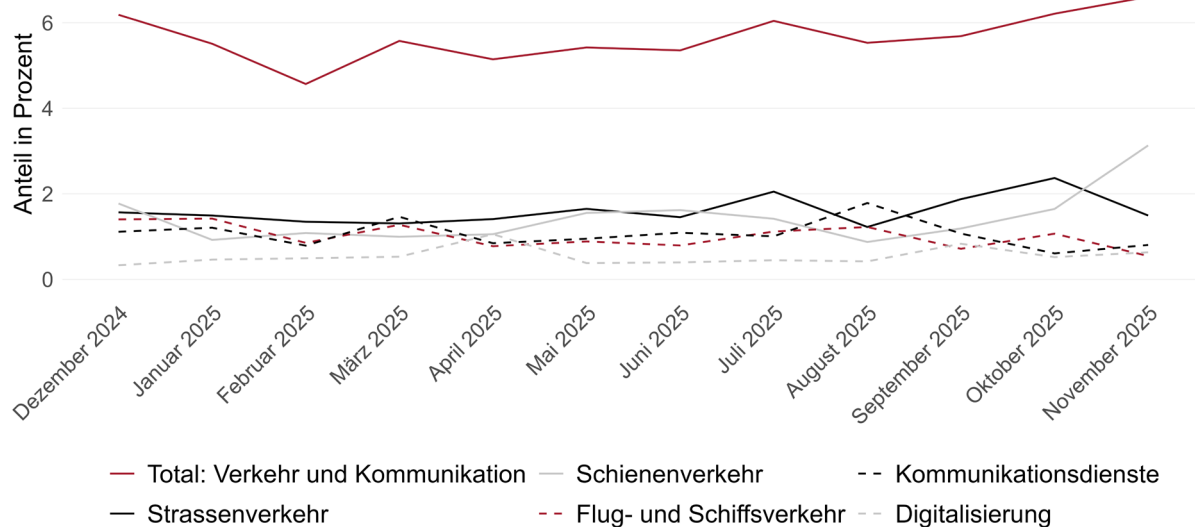
gerung bei, wobei Bedenken geäussert wurden, dass sich ein Teil des alpenquerenden Güterverkehrs nun von der Schiene auf die Strasse zurückverlagere. Auch der Bundesrat äusserte in seinem Ende 2025 vorgelegten [Verlagerungsbericht für die Jahre 2023–2025](#) Skepsis zum Fortschritt der Verkehrsverlagerung und schlug darin zusätzliche Massnahmen vor.

Neben den Diskussionen in Zusammenhang mit dem Projekt «Verkehr '45» gab im **Strassenverkehr** eine mögliche Durchfahrtsabgabe für den Transitverkehr in Zusammenhang mit sechs noch hängigen [Motionen](#) zu reden. Auch zum Transitverkehr auf der Nord-Süd-Achse wurden im Parlament die Forderungen verschiedener Vorstösse beraten – etwa [die Einführung einer Maut](#) für den Gotthard-Basistunnel oder [Verbesserungen beim Verkehrsmanagement](#) –, die Vorstösse scheiterten aber allesamt im Parlament. Im Sommer 2025 löste eine vom Bundesrat in die Vernehmlassung geschickte Verordnungsanpassung, welche unter anderem die Einführung von Tempo 30 auf verkehrsorientierten Strassen erschweren sollte, eine mediale Debatte aus. Verstärkt wurde diese durch kantonale Bestrebungen, den Städten die Kompetenz zur Festlegung der Geschwindigkeit auf Hauptstrassen zu entziehen, wie es etwa die Stimmbewölkerung des Kantons Zürich im November befürwortete.

Ende 2025 beschloss das Parlament nach der Differenzbereinigung einen im Vergleich zur bundesrätlichen Botschaft leicht erhöhten [Verpflichtungskredit für den regionalen Personenverkehr \(RPV\)](#) für die Jahre 2026 bis 2028. Während der Beratung des Entlastungspakets stellte sich der Ständerat als Erstrat jedoch hinter den Vorschlag des Bundesrates zur Erhöhung des Kostendeckungsgrades im **regionalen Personenverkehr**. Ganz verzichten wollte die kleine Kammer schliesslich auf die Förderung des grenzüberschreitenden Personenverkehrs und ging damit weiter als der bundesrätliche Vorschlag im Paket.

Im Themenbereich **Post und Telekommunikation** sorgte eine vom Bundesrat in die Vernehmlassung geschickte Änderung der Postverordnung, die unter anderem Einsparungen in der Grundversorgung vorsah, für heftigen Widerstand. Die KVF-NR etwa lancierte eine [Motion](#) mit dem Ziel, den Grundversorgungsauftrag zu sichern. Das Anliegen stiess im Nationalrat auf Zustimmung, war aber im Ständerat zum Jahresende noch hängig. Daraufhin krebste der Bundesrat zurück, kündigte aber an, Anpassungen des Grundversorgungsauftrags mit einer umfassenden Revision des Postgesetzes bis 2030 angehen zu wollen.

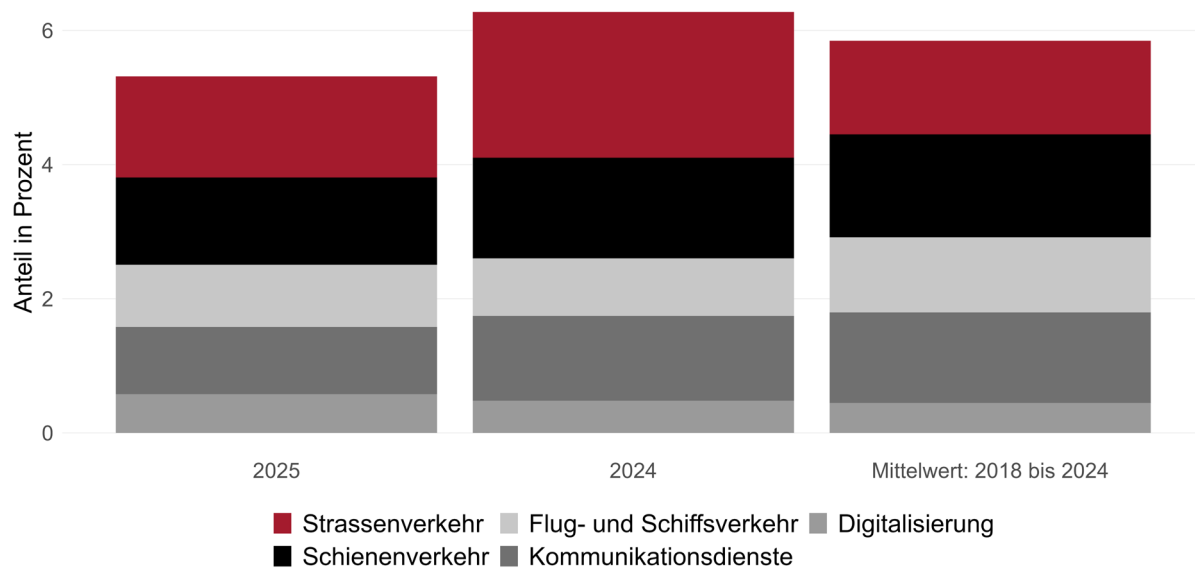
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «VERKEHR UND KOMMUNIKATION»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Verkehr und Kommunikation» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Verkehr und Kommunikation» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 6.2 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «VERKEHR UND KOMMUNIKATION»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Verkehr und Kommunikation» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Strassenverkehr» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 1.5 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «VERKEHR UND KOMMUNIKATION»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
29	25.055	59	21117	Abgeltung von Leistungen des regionalen Personenverkehrs (RPV) für die Jahre 2026–2028. Verpflichtungskredit
34	24.017	72	19013	Gütertransportgesetz (Gütertransport durch Bahn- und Schifffahrtsunternehmen). Totalrevision
69	24.3816	12	10760	Motion KVF-NR. Grundversorgungsauftrag und Tätigkeitsbereich der Post vor weiterem Um- und Abbau klären
91	23.477	28	7871	Parlamentarische Initiative KVF-NR. Solidarbürgschaften zu Gunsten des Autoverlads
127	25.3004	20	4861	Motion KVF-NR. Schaffung der gesetzlichen Grundlagen zur Verbesserung des Verkehrsmanagements auf den Nord-Süd-Achsen
135	22.3827	9	4438	Motion Binder-Keller Marianne. Gegen die Abstufung des Stellenwertes der Regionen Baden und Brugg bei der Fahrplangestaltung im STEP 2035. Gegen einen Ausbau mit Abbau. Weniger Züge sind mehr
137	25.4147	8	4411	Motion Herzog Eva. Sicherung des Leistungsniveaus bei SBB Cargo inklusive Erhalt eines Kernnetzes im kombinierten Güterverkehr
169	23.3936	6	3498	Motion Grossen Jürg. Laden von Elektroautos im Mietverhältnis und Stockwerkeigentum
195	25.3953	11	2916	Motion KVF-NR. Alimentierung und Liquidität Bahninfrastrukturfonds sicherstellen
199	21.505	17	2796	Parlamentarische Initiative Bellaiche Judith. Anwendungsbereich des Postgesetzes, Präzisierung
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Verkehr und Kommunikation».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; Nr: Geschäftsnummer; Reden: Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; Wörter: Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; Titel: Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zum Verpflichtungskredit für die Abgeltung von Leistungen des regionalen Personenverkehrs (RPV) für die Jahre 2026–2028 in 59 Reden 21'117 Wörter gesprochen; Rang 29 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

**Jahresrückblick 2025:
Raumplanung und
Wohnungswesen**

Stimmbevölkerung besiegelt Aus der Eigenmietwertbesteuerung

BERICHT

STAND: 31.12.2025

VIKTORIA KIPFER

Das zentrale Ereignis im Schweizer Wohnungswesen bildete im Jahr 2025 die Volksabstimmung über den Systemwechsel bei der Besteuerung von **Wohneigentum**, was sich auch in der extensiven Medienberichterstattung im Herbst abzeichnete (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse). Im September befürwortete die Schweizer Stimmbevölkerung die [Einführung einer Liegenschaftssteuer auf Zweitwohnungen](#) und besiegelte damit die [Abschaffung des Eigenmietwerts auf Erst- und Zweitwohnungen](#). Somit wurde im Berichtsjahr eine jahrzehntealte Frage zur Wohneigentumsbesteuerung nach rund sieben Jahren parlamentarischer Beratung der am Ende mehrheitsfähigen Lösung geklärt. Nun liegt das Zepter bei den Kantonen, eine entsprechende Objektsteuer auszuarbeiten, um drohende Steuerausfälle abzufedern. Im Parlament gab indes eine andere Frage zum Wohneigentum zu reden: National- und Ständerat sprachen sich im Jahr 2025 für [stärkere Rechte der Hauseigentümerinnen und -eigentümer bei Hausbesetzungen aus](#). Mit Verabschiedung der Vorlage soll es nicht zuletzt einfacher werden, eine Besetzung mittels gerichtlicher Verfügung zu beenden. Kein anderes Geschäft im Themenbereich «Raumplanung und Wohnungswesen» sorgte in diesem Jahr für mehr Gesprächsstoff in den Räten (vgl. APS-Analyse der Wortmeldungen).

Aber auch die fortwährende **Knappheit auf dem Miet- und Wohneigentumsmarkt** prägte 2025 die Diskussionen im Wohnungswesen, wobei [er-neut](#) das mangelnde Angebot an Wohnraum medial besonders hohe Wellen schlug, was sich im aussergewöhnlich hohen Anteil an Artikeln über das Wohnungswesen in der Schweiz äusserte (vgl. Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse). Die [Leerwohnungsquote sank](#) zum [fünften Mal in Folge](#) und liegt nun bei einem Prozent des Gesamtwohnbestandes. Ferner wurde in den Medien und insbesondere in Zusammenhang mit der [Volksinitiative «Keine 10-Millionen-Schweiz \(Nachhaltigkeitsinitiative\)»](#) die Zuwanderung als Grund für das tiefe Wohnungsangebot diskutiert.

Zeitgleich zur abnehmenden Leerwohnungsziffer stiegen die Mieten und der Preis von Wohneigentum im Vergleich zu den [Vorjahren](#) weiter an. Um dem **Mietzinswachstum** entgegenzuwirken, lancierte der SMV im Juni die [eidgenössische Mietpreis-Initiative](#), welche den Grundsatz der Kostenmiete in der Verfassung verankern möchte. Ein Teil der Mieterinnen und Mieter in der Schweiz durfte sich aber schon im Berichtsjahr über einen tieferen Mietzins freuen: Sowohl im [März](#) als auch im [September](#) sank der Referenzzinssatz infolge einer [Reihe von Leitzinssenkungen](#) von 1.75 auf 1.25 Prozent.

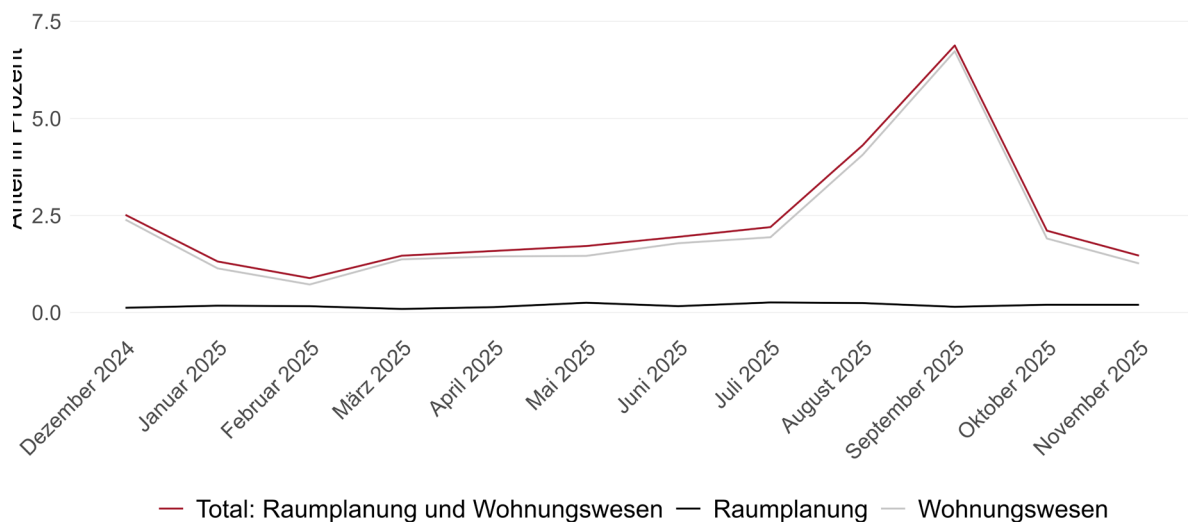
In Anbetracht der fortschreitenden Wohnungsknappheit beschäftigten sich der Bundesrat sowie die Kantone und Städte im Jahr 2025 vorwiegend mit der **Wohnraumförderung** und brachten die Arbeiten rund um den im Vorjahr ausgearbeiteten [«Aktionsplan Wohnungsknappheit»](#) voran. Im Juni 2025 wurde [erstmals dessen Umsetzungsstand erhoben](#), der noch Luft nach oben zeigte. Zum Zeitpunkt der Erhebung waren die Hälfte der dreissig vorgesehenen Massnahmen angegangen worden, wobei mit der Revidierung der Kostenlimiten in der Wohnraumförderung eine davon vollständig umgesetzt worden war. Weiter beabsichtigte der Bundesrat zur Stärkung des gemeinnützigen Wohnungsbaus eine zusätzliche Aufstockung des Fonds de Roulement für 2030–2034 um CHF 150 Mio., wozu er im November eine entsprechende Botschaft veröffentlichte. Zusätzlich fasste der Bundesrat durch eine weitere, im Juni präsentierte Botschaft für eine Änderung des Wohnraumfördergesetzes die Verankerung eines neuen Kostenmietmodells und eine staatliche Mietzinskontrolle für vom Bund geförderte Wohnungen ins Auge.

Als mögliche und vieldiskutierte Massnahmen zur Bekämpfung der Wohnungsknappheit wurden 2025 auch die **Beschleunigung und Stärkung der Bauverfahren** gehandelt. Dazu trug auch eine Studie von BWO und ARE bei, die Einsprachen und Rekurse als grösstes Hindernis für Bauvorhaben identifizierte. Auch das Parlament beäugte diese Baueinsprachen kritisch und nahm – auf Empfehlung des Bundesrates – eine entsprechende Forderung zur Analyse missbräuchlicher Einsprachen sowie für eine [schnellere Behandlung von Baugesuchen](#) im Erstrat an. Auch eine Motion zur Definition schutzwürdiger Interessen bei Baueinsprachen und ein Vorstoss zur Sanktionierung missbräuchlicher Einsprachen passierten 2025 den Erstrat. Um Planungs- und Bauvorhaben weiter zu vereinfachen, nahm der Bundesrat an einem Runden Tisch mit Kantonen und Städten eine Lockerung des Ortsbildschutzes unter die Lupe.

Im Unterschied zum Wohnungswesen kam der **Raumplanung** im Jahr 2025 nur eine untergeordnete Bedeutung zu. Jedoch wurde in den Medien und im [Parlament](#), unter anderem angesichts des [Bergsturzes in Blatten](#), die bereits im Vorjahr angestossene Diskussion über die [zukünftige Raumplanung im Alpenraum](#) weitergeführt. In Zusammenhang mit anderen Umweltereignissen steht dabei das Vorhaben des Bundesrates, die Gebäudeeigentümerinnen und -eigentümer mittels Eventualverpflichtung an den Kosten für die Behebung von Gebäudeschäden zu beteiligen. In der Wintersession trat der Ständerat jedoch nicht auf die Vorlage ein. Eine zweite Chance gab das Stöckli dagegen einer [Änderung des Geoinformationsgesetzes](#) und wandelte seinen ursprünglichen Entscheid auf Nichteintreten in Übereinstimmung mit dem Nationalrat in Rückweisung an den Bundesrat um. Schliesslich neigte sich 2025 neben der Eigenmietwertbesteuerung mit der [zweiten Etappe der Revision des](#)

[Raumplanungsgesetzes](#) eine andere lange Geschichte dem Ende zu, indem der Bundesrat die revidierten Raumplanungsverordnung verabschiedete.

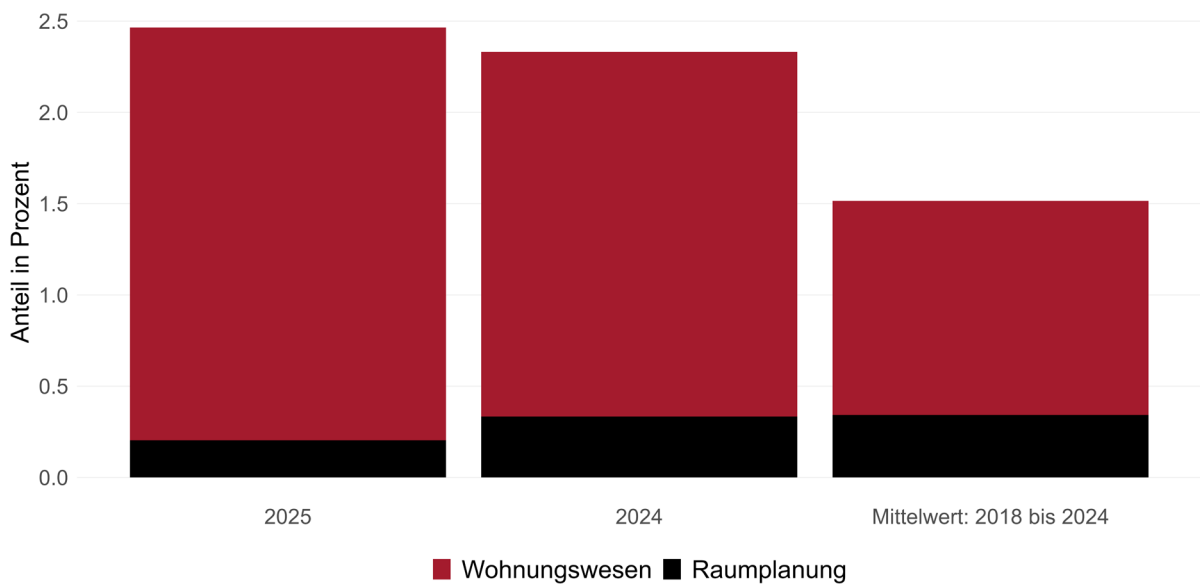
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «RAUMPLANUNG UND WOHNUNGSWESEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Raumplanung und Wohnungswesen» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Raumplanung und Wohnungswesen» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 2.5 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «RAUMPLANUNG UND WOHNUNGSWESEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Raumplanung und Wohnungswesen» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Wohnungswesen» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 2.3 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «RAUMPLANUNG UND WOHNUNGSWESEN»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
38	23.085	59	17023	Schweizerisches Zivilgesetzbuch. Änderung (Besitzerschutz bei verbotener Eigenmacht an Grundstücken)
56	24.095	18	12620	Einführung einer Kompetenz des Bundes im Bereich der Finanzierung der Behebung von Gebäudeschäden bei Erdbeben. Bundesbeschluss
113	24.3983	35	5758	Motion Würth Benedikt. Mehr Flexibilität beim Rodungsersatz
226	24.3973	11	2566	Motion Z'graggen Heidi. Der Steillagebeitrag ist nach Anteil der Mähwiese zu berechnen
265	24.4337	4	2103	Motion Sommaruga Carlo. Verantwortungsvolle Liegenschaftsverwaltung: Vorabprüfung bei Massenkündigungen von Mietverträgen zur Vermeidung spekulativer Renovationsprojekte
267	25.3708	9	2099	Motion Z'graggen Heidi. Strategie zur qualitätsvollen Transformation in Agglomerationen und zu verdichtenden Räumen
305	25.3972	9	1871	Motion Gmür-Schönenberger Andrea. Baueinsprachen: Schutzwürdige Interessen klar definieren.
317	25.4382	4	1808	Postulat Sommaruga Carlo. Massnahmen für sozial benachteiligte Mieterinnen und Mieter, die in den Ruhestand gehen oder bei Abriss- oder Renovierungsarbeiten ausziehen müssen
326	24.302	6	1760	Standesinitiative SO. Keine kantonsübergreifenden Vorhaben ohne Mitsprache
330	23.060	4	1745	Geoinformationsgesetz. Änderung
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Raumplanung und Wohnungswesen».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; Nr: Geschäftsnummer; Reden: Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; Wörter: Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; Titel: Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zu einer Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Besitzerschutz bei verbotener Eigenmacht an Grundstücken) in 59 Reden 17'023 Wörter gesprochen; Rang 38 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Jahresrückblick 2025: Umweltschutz

BERICHT

STAND: 31.12.2025

BERNADETTE FLÜCKIGER

Die Verwendung, die Belastung mit und die Eindämmung von per- und polyfluorierten Alkylverbindungen (PFAS), die in ganz unterschiedlichen Bereichen eingesetzt werden, aber kaum mehr abgebaut werden, wenn sie einmal in die Umwelt gelangt sind, standen 2025 im Zentrum der Umweltpolitik sowie der diesbezüglichen Medienberichterstattung. Bereits im Jahr 2023 hatte das Parlament [in einer Motion verlangt](#), dass in den entsprechenden Verordnungen PFAS-spezifische Grenzwerte festgelegt werden. Im Herbst fand im Parlament gar eine [ausserordentliche Session zu PFAS](#) statt. Während der Nationalrat einige Vorstösse von bürgerlicher Seite annahm und drei Vorstösse von links-grün zur Reduzierung des Einsatzes von PFAS ablehnte, wies der Ständerat die Vorstösse allesamt seiner Kommission zur Vorberatung zu. In den parlamentarischen und medialen Debatten machte sich in dieser Frage ein starker Zielkonflikt zwischen dem Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit auf der einen Seite sowie dem Nutzen für die (Land-)Wirtschaft auf der anderen Seite bemerkbar. Die Auswirkungen von PFAS, Pestiziden sowie anderen Stoffen auf die menschliche Gesundheit sollten im Übrigen in einer Langzeitstudie des BAG untersucht werden. Diese «Schweizer Gesundheitsstudie» wurde jedoch im September 2025 aufgrund der [angespannten finanziellen Lage des Bundes](#) abgebrochen.

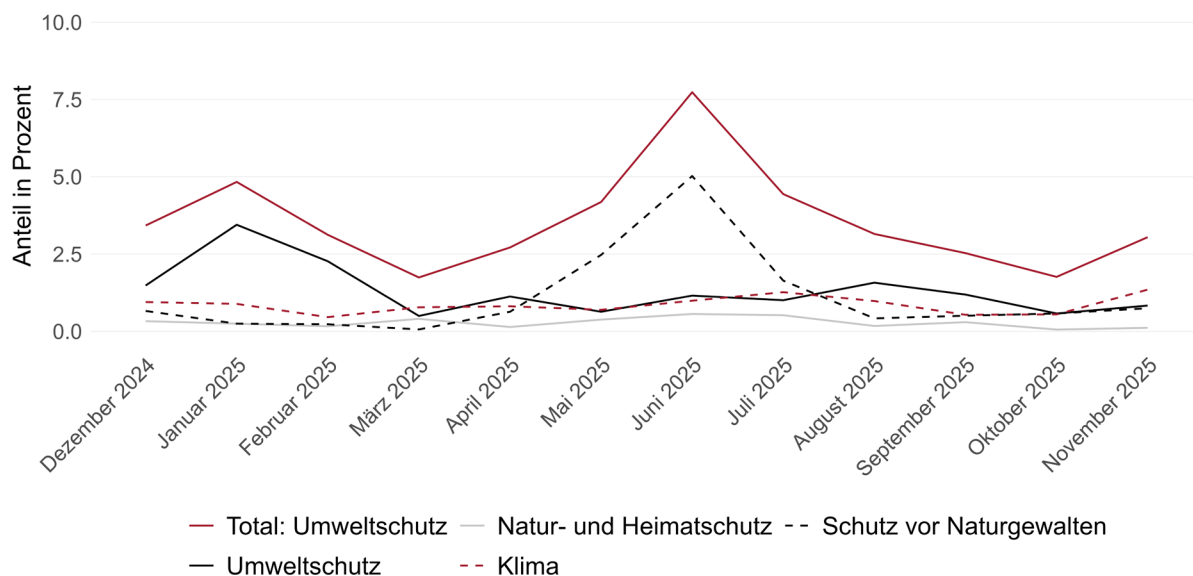
Eine ausserordentliche Session fand im Juni 2025 auch als Reaktion auf die Geschehnisse in der Gemeinde **Blatten (VS)** statt: Mitte Jahr verschüttete [einer der grössten Bergstürze in der jüngsten Geschichte der Schweiz](#) das Dorf im Kanton Wallis. Dieses Ereignis kostete ein Menschenleben und führte zu enormen finanziellen und wirtschaftlichen Schäden. Während die Armee die Aufräumarbeiten für mehrere Wochen unterstützte und die Blattner Bevölkerung viel Zuspruch und Sachspenden aus der Bevölkerung erhielt, kamen der [Bund](#) sowie diverse Kantone und Gemeinden Blatten auch finanziell zu Hilfe. Die Presse nahm am Ereignis ebenfalls grossen Anteil, was sich in einer akzentuierten Berichterstattung (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse) zeigte. Die Medien fokussierten insbesondere auf die Rolle des Klimawandels bei diesem Ereignis und auf die Fragen, ob das Wohnen und Leben in potenziell gefährdeten (Berg-)Gebieten wie im Lötschental in Zukunft noch Sinn ergibt und ob das Dorf Blatten folglich wieder aufgebaut werden soll.

Das Seilziehen zwischen Schutz der Umwelt und Gesundheit und Nutzung der Ressourcen zeigte sich nicht nur bei den Diskussionen um PFAS, sondern auch beim Gewässerschutz. 2022 hatte ein [Bericht](#) der GPK-NR auf die Vollzugsdefizite beim planerischen Grundwasserschutz hingewiesen. Zwei auf diesem Bericht basierende Motionen zur [Stärkung der Aufsichtsinstrumente und Interventionsmöglichkeiten des Bundes](#) respektive zu den [Fristen für die Umsetzung](#) waren vom Nationalrat 2022 angenommen worden, der Ständerat lehnte diese jedoch 2025 mit dem Hin-

weis auf fast unlösbar scheinende Nutzungskonflikte ab. Vor dem Hintergrund der anstehenden Revision des Gewässerschutzgesetzes lehnte der Ständerat auch eine vom Nationalrat gutgeheissene [Motion](#) zur verursacherorientierten Finanzierung der Aufbereitung von Trinkwasser, welches durch Pflanzenschutzmittel und Düngerprodukte verunreinigt wurde, ab.

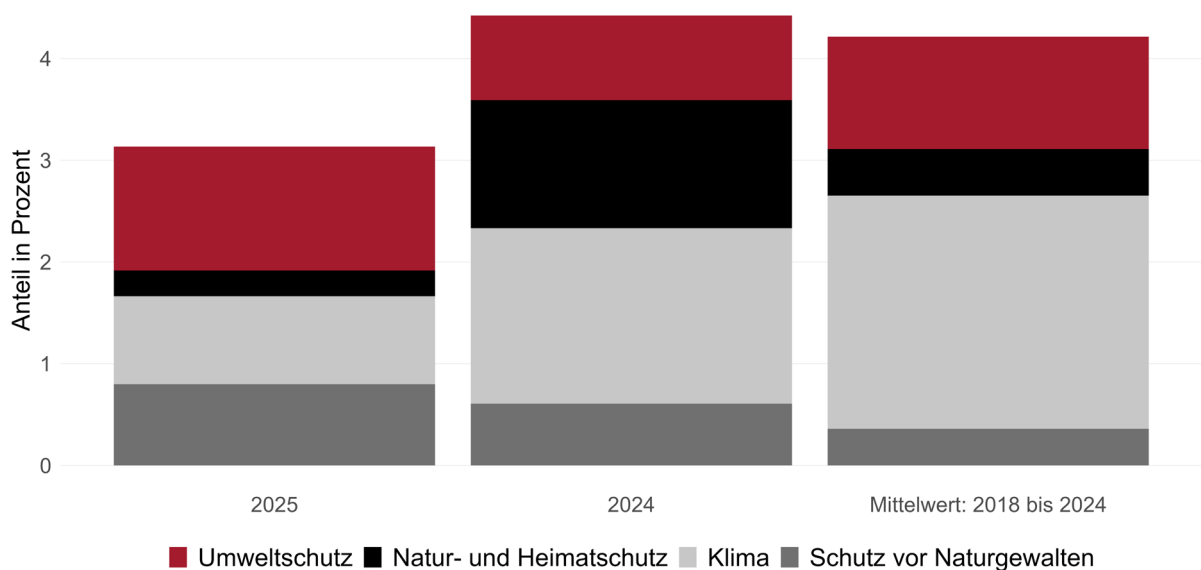
Gleich **vier umweltpolitische Volksinitiativen** waren 2025 im Gespräch. Im Frühling scheiterte die von den Jungen Grünen initiierte [Umweltverantwortungsinitiative](#) deutlich an der Urne; 30 Prozent der Stimmberechtigten sprachen sich für das Anliegen aus. Die Initiative sah vor, dass die wirtschaftlichen Tätigkeiten der Schweiz nur so viele Ressourcen verbrauchen und Schadstoffe emittieren dürfen, dass die natürlichen Lebensgrundlagen dabei nicht gefährdet werden. Die Presseberichterstattung führte zu einem deutlichen Anstieg der Anzahl Medienartikel im Januar 2025, wie Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse verdeutlicht. Mit der [Zukunfts-Initiative der Juso](#), die Klimaschutzmassnahmen mit einer neu zu erhebenden Erbschaftssteuer auf Bundesebene hatte finanzieren wollen, scheiterte im November ein zweites Umweltanliegen an der Urne (vgl. [Jahresrückblick «Öffentliche Finanzen»](#)). Im Parlament standen indes zwei weitere Volksinitiativen im Fokus. Auf viel Redebedarf, aber wenig Zustimmung im Parlament stiess die [Klimafonds-Initiative](#), welche fordert, dass der Bund zur Unterstützung des Klimaschutzes und der Energiewende jährlich 0,5 bis 1 Prozent des BIP investiert. Das Parlament empfahl die Initiative zur Ablehnung und verzichtete auf die Ausarbeitung eines Gegenvorschlags. Die Initiative gelangt im März 2026 zur Abstimmung. Noch nicht abstimmungsreif ist die [Feuerwerksinitiative](#). Im Berichtsjahr sprachen sich die beiden Kommissionen für die Ausarbeitung eines [indirekten Gegenvorschlags](#) in Form einer Anpassung des Sprengstoffgesetzes aus; ein entsprechender Entwurf gelangte in der Wintersession in den Nationalrat.

ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «UMWELTSCHUTZ»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Umweltschutz» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Umweltschutz» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 3.4 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «UMWELTSCHUTZ»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Umweltschutz» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Umweltschutz» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 1.2 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «UMWELTSCHUTZ»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
12	25.022	119	44121	«Für eine gerechte Energie- und Klimapolitik: Investieren für Wohlstand, Arbeit und Umwelt (Klimafonds-Initiative)». Volksinitiative
31	24.080	56	21002	«Für eine Einschränkung von Feuerwerk». Volksinitiative
59	25.9016	69	12246	Ausserordentliche Session «PFAS»
70	25.9021	62	10423	Aktuelle Debatte (Klima)
95	25.9015	23	7592	Ausserordentliche Session. Soforthilfe für Blatten
122	25.062	15	5078	Solidaritätsbeitrag für die Bevölkerung von Blatten im Zusammenhang mit dem Bergsturz vom 28. Mai 2025
139	24.3540	8	4329	Motion Maillard Pierre-Yves. Schaffung einer Wertschöpfungskette für rezykliertes Glas in der Schweiz
141	24.4589	31	4232	Motion Müller Leo. Realistisches Monitoring für den Gewässerschutz
198	22.3873	6	2854	Motion GPK-NR. Fristen für die Umsetzung der Massnahmen des planerischen Grundwasserschutzes
209	24.4317	11	2675	Motion Vara Céline. Fische: Damit unsere Flüsse, Seen und Teiche lebendig bleiben
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Umweltschutz».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; *Nr.:* Geschäftsnummer; *Reden:* Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; *Wörter:* Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; *Titel:* Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Klimafonds-Initiative in 119 Reden 44'121 Wörter gesprochen; Rang 12 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

**Jahresrückblick 2025:
Bevölkerung und Arbeit**

BERICHT

STAND: 31.12.2025

ANJA HEIDELBERGER UND NIC TÖNY

Auch im Jahr 2025 wurden im Themenbereich «Bevölkerung und Arbeit» zahlreiche verschiedene Themen diskutiert, wobei die Löhne einmal mehr im Fokus standen.

Für grosse Diskussion sorgte die Frage nach der **Sicherung des Schweizer Lohnschutzes** im Rahmen der sogenannten [Bilateralen III](#). Insbesondere gaben hier die gekürzte Voranmeldefrist für ausländische Unternehmen und die Übernahme der EU-Spesenregelung zu reden, weshalb die Sozialpartner unter Vermittlung des Seco in diesem Bereich über innenpolitische Abfederungsmassnahmen verhandelten. Im März einigten sie sich auf ein 14-teiliges Massnahmenpaket, das in der Vernehmlassung zu den Bilateralen III grösstenteils auf Zustimmung stiess – mit Ausnahme der höchst umstrittenen Stärkung des Kündigungsschutzes von Gewerkschafterinnen und Gewerkschaftern.

Auch im Parlament wurde in diesem Jahr intensiv über die Löhne diskutiert. In der Sommersession hiess der Nationalrat unter grosser medialer Aufmerksamkeit (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse) die aufgrund einer [angenommenen Motion](#) ausgearbeitete Regelung, wonach [allgemeinverbindliche Gesamtarbeitsverträge künftig Vorrang vor kantonalen Mindestlohngesetzen](#) erhalten sollen, als Erstrat gut. Der Ständerat sistierte in der Folge jedoch die Behandlung der Vorlage, um Fragen zur verfassungsmässigen Kompetenz der verschiedenen Staatsebenen abklären zu lassen. Auch sonst war es kein gutes Jahr für die Befürwortenden eines Mindestlohns: Im Februar lehnte die Stimmbevölkerung in den Kantonen Basel-Landschaft und Solothurn die Einführung von Mindestlöhnen ab, im November diejenige des Kantons Freiburg. In den Städten Zürich und Winterthur waren entsprechende Regelungen in Erwartung eines Bundesgerichtsurteils hängig, nachdem das Verwaltungsgericht Rekurse gegen die im Jahr 2023 von der Stimmbevölkerung angenommenen **Mindestlöhne** in den beiden Städten gutgeheissen hatte. Das fehlende Urteil des höchsten Gerichts führte auch bei entsprechenden Projekten in den Städten Bern, Biel und Schaffhausen zu Verzögerungen. Einzig die Stadt Luzern setzte per 1. Januar 2026 einen Mindestlohn in Kraft.

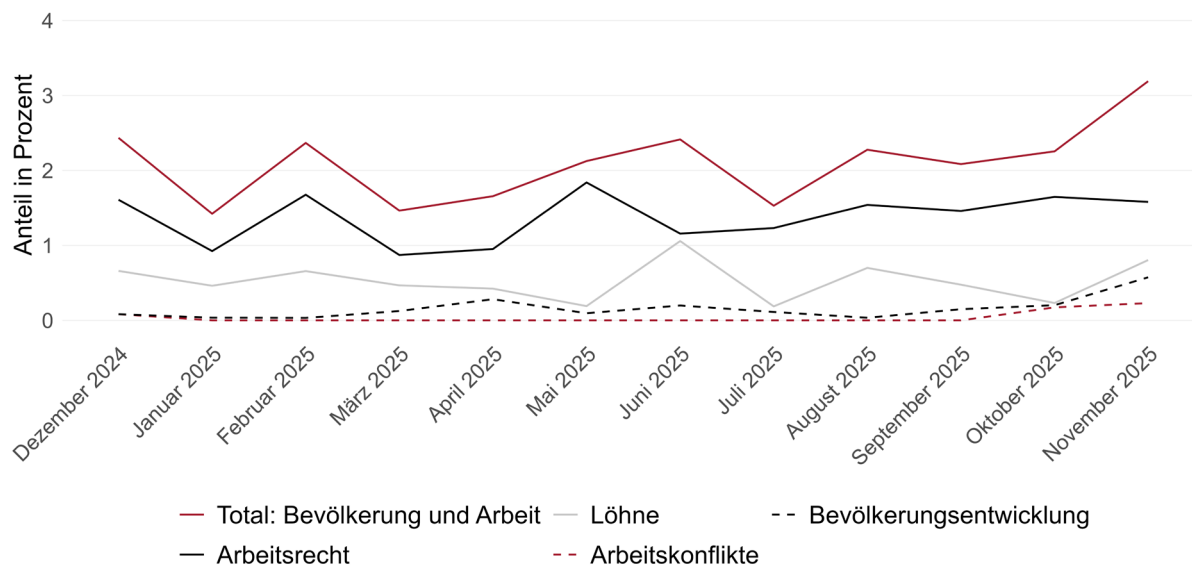
Im Berichtsjahr vom Parlament bereits verabschiedet werden konnte hingegen ein neues [Bundesgesetz über den internationalen automatischen Informationsaustausch betreffend Lohndaten](#) (AIALG), das aufgrund des [Grenzgängerabkommens mit Italien](#) sowie des [Zusatzabkommens über die Telearbeit mit Frankreich](#) notwendig geworden war und die Grundlage für den **Informationsaustausch von Lohndaten** zwischen der ESTV und den Kantonen bildete.

Ebenfalls um Löhne, aber insbesondere um die **Arbeitszeit** ging es bei den Verhandlungen zur **Erneuerung des Landesmantelvertrags im Baugewerbe**, der die Arbeitsbedingungen von 80'000 Personen regelt und

per Ende 2025 ausläuft. Nachdem die Verhandlungen seit Juli erfolglos geblieben waren, entschieden sich im Oktober knapp 90 Prozent der Gewerkschaftsmitglieder für Streikmassnahmen. In den folgenden Wochen kam es in verschiedenen Schweizer Orten zu Arbeitsniederlegungen. Erst Mitte Dezember gelang es den Sozialpartnern in der zehnten Verhandlungsrunde, sich auf einen neuen Vertrag mit sechsjähriger Laufzeit zu einigen und so einen vertragslosen Zustand im Folgejahr zu verhindern. Der neue Vertrag muss jedoch noch von den jeweiligen Entscheidungsgremien genehmigt werden.

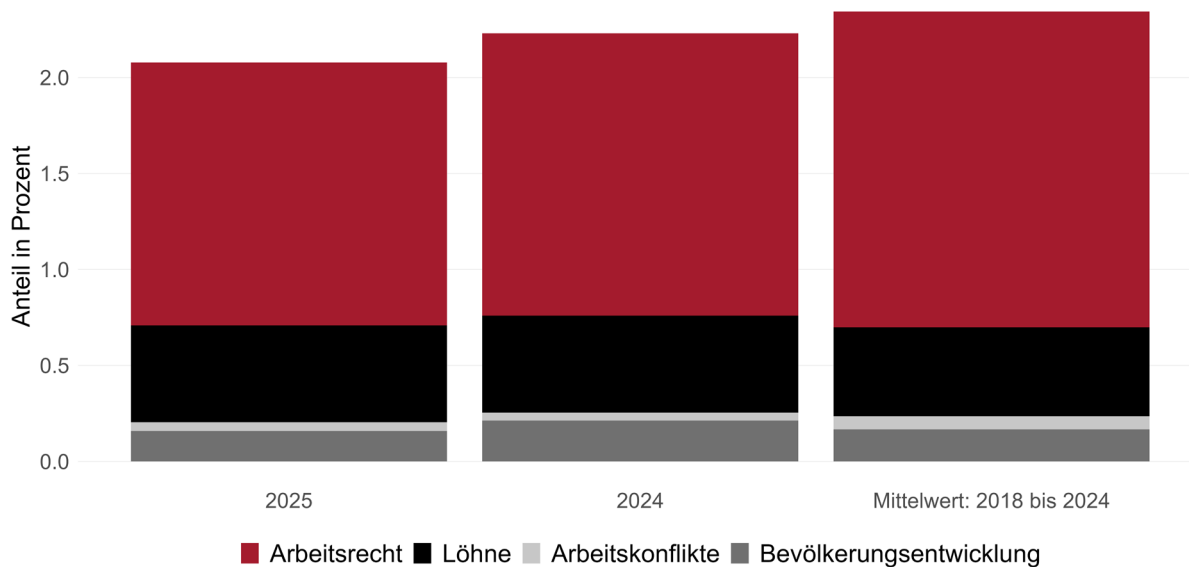
Grosse mediale Aufmerksamkeit erzielte auch ein [Entwurf](#) der WAK-NR, der die **Homeoffice-Regelungen flexibilisieren** will – unter anderem soll damit die tägliche Arbeitszeit ausgedehnt, die Mindestruhezeit reduziert und die Sonntagsarbeit an höchstens sechs Sonntagen erlaubt werden. Der Nationalrat hiess den entsprechende Entwurf mit einigen Verschärfungen gut. Das Revisionsvorhaben führte zu grosser Kritik der Gewerkschaften, die dadurch eine Verschlechterung der Arbeitsbedingungen befürchten. Ende Jahr stand zwar die Beratung im Ständerat noch aus, dennoch wurden bereits Referendumsdrohungen laut.

ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «BEVÖLKERUNG UND ARBEIT»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Bevölkerung und Arbeit» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Bevölkerung und Arbeit» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 2.4 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «BEVÖLKERUNG UND ARBEIT»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Bevölkerung und Arbeit» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Arbeitsrecht» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 1.4 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «BEVÖLKERUNG UND ARBEIT»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	No	Prises de parole	Mots	Titre
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
44	16.484	57	15653	Parlamentarische Initiative Burkart Thierry. Mehr Gestaltungsfreiheit bei Arbeit im Homeoffice
47	24.096	76	15032	Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen. Änderung
86	25.051	31	8283	Internationaler automatischer Informationsaustausch betreffend Lohn Daten. Bundesgesetz
117	24.097	17	5416	Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen. Einsicht in die Jahresrechnung der für die gemeinsame Durchführung verantwortlichen Organe. Änderung
283	24.4213	13	2012	Postulat Suter Gabriela. Inklusive Arbeitswelt fördern
343	24.3820	5	1656	Motion WAK-NR. Gesundheitsschutz der Bauarbeitenden bei Hitze- wellen
403	22.4199	5	1292	Motion Sollberger Sandra. Anpassung der Bauarbeitenverordnung hinsichtlich der Notwendigkeit zur Einreichung eines Gesundheits- und Sicherheitsschutzkonzeptes
432	24.4594	3	1170	Motion Sommaruga Carlo. Die Nachkommen von Schweizerinnen und Schweizern, die keinen Schweizer Pass (mehr) haben, sollen vermehrt einen Beitrag für die Schweizer Wirtschaft leisten können.
538	22.4331	4	800	Motion Nantermod Philippe. Arbeitsrecht. Lokalen Geschäften er- lauben, sonntags zu öffnen.
589	24.3700	2	670	Postulat Nantermod Philippe. Arbeitsleistung fördern, indem Über- stunden steuerfrei und von Sozialabgaben befreit werden
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Bevölkerung und Arbeit».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; Nr: Geschäftsnummer; Reden: Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; Wörter: Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; Titel: Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Änderung des Bundesgesetzes über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeits- verträgen in 76 Reden 15'032 Wörter gesprochen; Rang 47 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

**Jahresrückblick 2025:
Gesundheit, Sozialhilfe und
Sport**

BERICHT

STAND: 31.12.2025

JOËLLE SCHNEUWLY

Im Jahr 2025 knüpfte die Schweizer Gesundheits-, Sport- und Sozialhilfepolitik inhaltlich eng an die Diskussionen von 2024 an. Ganz besonders im Fokus standen dabei diverse Fragen rund um die Versorgungssicherheit in der Gesundheitspolitik – sowie ein sportlicher Grossanlass.

Die **Versorgungssicherheit** war 2025 in verschiedener Hinsicht ein Thema: Unverändert zu den [Vorjahren](#) gab in diesem Zusammenhang die Situation der **Schweizer Spitäler** zu reden. Diese war insbesondere in kleineren Spitälern in eher ländlichen Regionen besorgniserregend, wobei diesen in erster Linie strukturelle Probleme wie Überkapazitäten, zu hohe Fixkosten, zu tiefe ambulante Tarife, der Fachkräftemangel und ein Investitionsstau zu schaffen machten. Den Herausforderungen finanzieller, aber auch qualitativer Natur soll unter anderem mit einer koordinierten überkantonalen Planung, einem Ausbau des ambulanten Sektors und der Digitalisierung begegnet werden. Die verstärkte überkantonale Planung zeigte sich bereits durch die Entstehung von Kooperationsmodellen wie etwa dem Réseau Bleu in der Westschweiz. Ferner hiess das Parlament 2025 eine Kommissionsmotion gut, welche die [Spitalplanung durch interkantonale Spitallisten stärken](#) wollte.

Die Problematik der Versorgungssicherheit betrifft auch die **Medikamente**. Diesbezüglich waren sich das Initiativkomitee der [Volksinitiative «Ja zur medizinischen Versorgungssicherheit»](#), die 2024 zustande gekommen war, und der Bundesrat einig. Die Regierung erachtete das Volksbegehren jedoch als «zu wenig wirksam und zielgerichtet» und schickte daher im Juni 2025 einen direkten Gegenentwurf in die Vernehmlassung. Dieser soll dem Bundesrat bei drohenden Engpässen nicht zuletzt die Kompetenz geben, die Grundversorgung mit Antibiotika, Schmerzmitteln und Impfstoffen sicherzustellen. Im Herbst nahm die Exekutive den Bericht einer Expertengruppe zu kurzfristig umsetzbaren Massnahmen zur Stärkung der Versorgungssicherheit von Arzneimitteln zur Kenntnis, die unter anderem eine Vereinfachung der administrativen Vorgaben bei der Medikamentenzulassung bezwecken. Ebenfalls erleichtert werden soll die Dokumentation, welcher es bedarf, um als Apotheke gewisse rezeptpflichtige Arzneimittel abzugeben; der Bundesrat nahm Mitte November dazu eine entsprechende Anpassung der Arzneimittelverordnung vor.

Schliesslich befasste sich Bundesbern betreffend Versorgungssicherheit auch 2025 mit dem **Fachkräftemangel im Gesundheitswesen**. Im Mai legte der Bundesrat die Botschaft zur Umsetzung der zweiten Etappe der [Pflegeinitiative](#) vor, mit der die Arbeitsbedingungen und Entwicklungsmöglichkeiten in der Pflege verbessert werden sollen. Der Berufsverband der Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner (SBK) erachtete den Entwurf jedoch als ungenügend und rief als Teil des Bündnisses Gesundheitspersonal zu einer nationalen Kundgebung Ende November auf,

an der gemäss Organisationsteam über 5'000 Personen teilnahmen. Bereits im August kam es in Bern zu einer Kundgebung im Rahmen der sogenannten Initiative «Psychische Gesundheit für alle», wo mehrere Tausend Personen auf die kritische Versorgungslage in der Psychotherapie hinwiesen und Verbesserungen bei den Tarifen, dem bürokratischen Aufwand sowie bei den Arbeitsbedingungen und in der Aus- und Weiterbildung forderten.

Im Themenbereich **Sucht und Prävention** konnte im Sommer 2025 die Umsetzung der [Volksinitiative «Kinder ohne Tabak»](#) in ein [Gesetz](#) gegossen werden. Nachdem die grosse Kammer im Vorjahr noch einen entsprechenden Entwurf abgelehnt hatte, gelang es National- und Ständerat im Berichtsjahr, einen Kompromiss zu finden, den die Initiativträgerschaft als «akzeptabel» und «knapp in genügender Form umgesetzt» bezeichnete. Nicht an die Urne schafft es indes die [Volksinitiative «Cannabis-Legalisierung: Chancen für Wirtschaft, Gesundheit und Gleichberechtigung»](#), die Ende Oktober im Sammelstadium scheiterte. Hingegen schickte die SGK-NR Ende August [in Umsetzung einer parlamentarischen Initiative](#) eine Vorlage in die Vernehmlassung, mit der das Verbot von nicht-medizinischem Cannabis aufgehoben werden soll.

2025 jährte sich der weltweite Ausbruch von **Covid-19** zum fünften Mal. In den Medien wurde dies im März – dem Monat, in dem im Jahr 2020 die «ausserordentliche Lage» ausgerufen worden war – zum Anlass genommen, um auf die Pandemie zurückzuschauen (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse). Obschon die Corona-Pandemie übers Jahr hinweg gesehen von der Presse insgesamt weniger stark aufgenommen wurde als noch 2024 (vgl. Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse), gab es auch 2025 Bestrebungen zu vermehren, die in Reaktion auf die Pandemie entstanden sind: So präsentierte der Bundesrat seine Botschaft zur einer Teilrevision des Epidemiengesetzes und aktualisierte den Pandemieplan. Das Parlament überwies zudem eine Motion für eine [Nationale Strategie zur Verbesserung der gesundheitlichen Situation von Menschen mit ME/CFS und Long Covid](#).

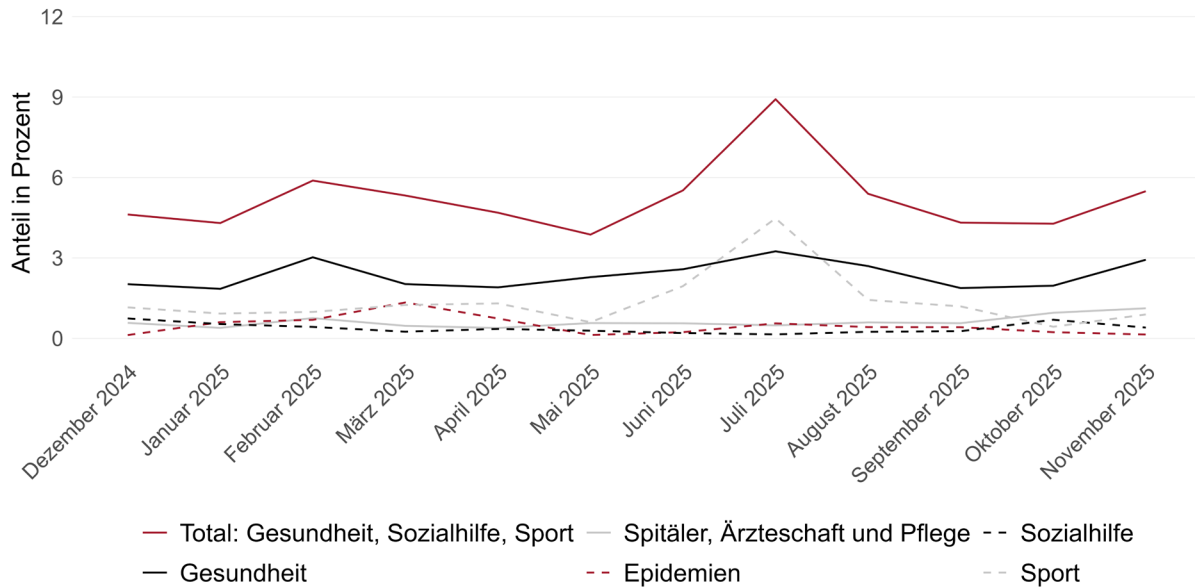
Ebenfalls Gegenstand der Schweizer Gesundheitspolitik 2025 war die **Digitalisierung**. Anfang Jahr startete das [Programm DigiSanté](#), mit dem die digitale Transformation im Gesundheitswesen gefördert werden soll. Daneben gab der Bundesrat bekannt, das als Sorgenkind bekannte elektronische Patientendossier (EPD) durch ein elektronisches Gesundheitsdossier (E-GD) zu ersetzen. Das E-GD werde für die gesamte Bevölkerung automatisch bereitgestellt und sämtliche relevanten Gesundheitsinformationen an einem Ort zusammenführen. Im November unterbreitete die Exekutive National- und Ständerat die Botschaft zum neuen Bundesgesetz (EGDG).

Im Bereich **Sport** markierte die hierzulande stattfindende Frauenfussball-Europameisterschaft das Highlight des Jahres. Die Medien berichteten das ganze Jahr über, aber besonders intensiv während der Austragung der Veranstaltung über das Grossereignis (vgl. Abbildung 1 der APS-

Zeitungsanalyse). Neben der sportlichen Leistung – das Schweizer Nationalteam qualifizierte sich für das Viertelfinale – zeichnete sich das Event durch eine friedliche Atmosphäre und ausverkaufte Stadien aus. Thematisiert wurden jedoch auch strukturelle Schwächen im Frauenfussball sowie die fehlende Gleichstellung des Sports mit demjenigen der Männer. Parallel dazu sorgte das Förderprogramm J+S für Schlagzeilen. Aufgrund rekordhoher Teilnehmerzahlen und der Sparbestrebungen des Bundes drohten die Subventionstarife pro Teilnehmerin oder Teilnehmer um 20 Prozent zu sinken. Infolge starken Widerstands verwarf der Bundesrat im September aber entsprechende Pläne und beantragte dem Parlament, zusätzliche J+S Kredite von [CHF 20 Mio. für das laufende Jahr](#) respektive [CHF 28 Mio. für 2026](#) zu gewähren, um Tarifsenkungen zu vermeiden. National- und Ständerat segneten in der Wintersession ersteren in Form eines Nachtragskredits und zweiten als Korrektur des Voranschlags 2026 ab.

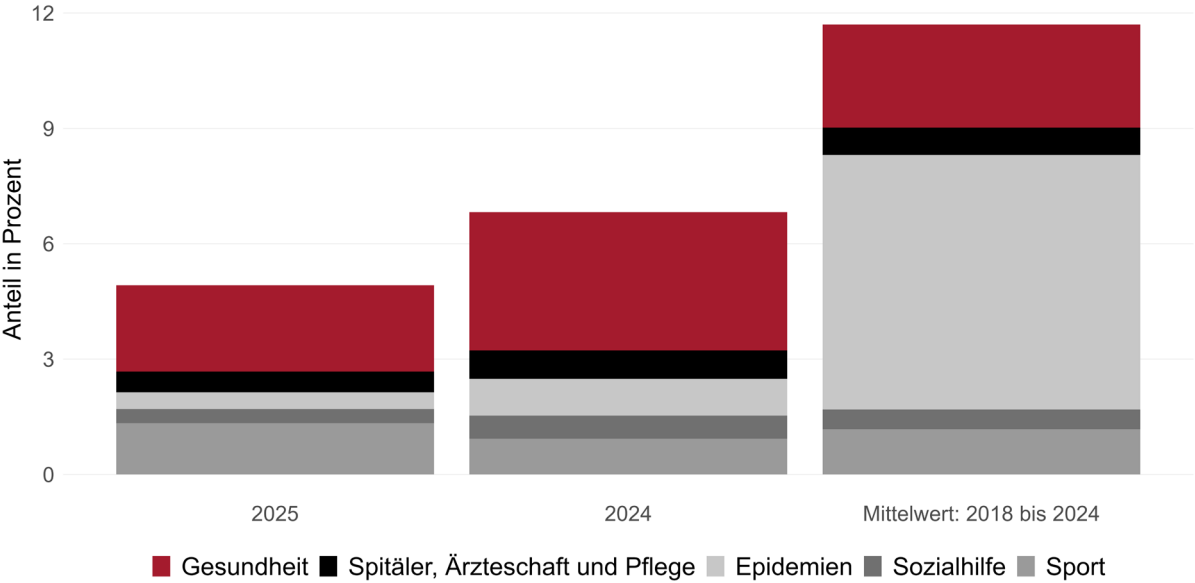
Bezüglich des Teilkapitels **Sozialhilfe** nennenswert ist das Sanierungsverfahren für überschuldete Personen, zu welchem der Bundesrat dem Parlament Mitte Januar eine Botschaft zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs unterbreitete. Eine Teilrevision sah die Regierung ausserdem beim Opferhilfegesetz vor, mit welchem sie die Angebote für Opfer häuslicher und sexueller Gewalt erweitern und die Kantone stärker in die Pflicht nehmen wollte. Eine entsprechende Botschaft dazu verabschiedete der Bundesrat im Oktober.

ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «GESUNDHEIT, SOZIALHILFE, SPORT»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Gesundheit, Sozialhilfe, Sport» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Gesundheit, Sozialhilfe, Sport» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 4.6 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «GESUNDHEIT, SOZIALHILFE, SPORT»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Gesundheit, Sozialhilfe, Sport» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Gesundheit» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 2.2 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «GESUNDHEIT, SOZIALHILFE, SPORT»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
26	23.049	85	24996	Tabakproduktegesetz (TabPG). Teilrevision
96	25.3944	12	7530	Motion RK-SR. Rahmenregulierung im Bereich des assistierten Suizids
145	25.3017	12	4066	Motion SGK-SR. Spitalplanung durch interkantonale Spitallisten stärken
159	25.4153	11	3718	Motion Würth Benedikt. Marschhalt bei neuen Empfehlungen zum mäßigen Alkoholkonsum
166	23.3218	5	3507	Motion Schmid Martin. Sicherstellung der medizinischen Versorgung in allen Landesteilen – Stopp den Zentralisierungsbestrebungen von medizinischen Leistungen, die nicht hochspezialisiert sind
167	23.3854	6	3502	Motion Hurni Baptiste. Mangel an Ärztinnen und Ärzten in der Schweiz: Vorbeugen ist besser als Heilen!
183	24.4362	4	3147	Motion Schwander Pirmin. Änderungen der Internationalen Gesundheitsvorschriften: Den demokratischen Prozess gewährleisten.
230	24.4057	9	2515	Motion Müller Damian. Schlafstörungen als neuer Bestandteil der Nationalen NCD-Strategie
231	24.3660	5	2496	Postulat Hurni Baptiste. Asbest bei berufsbedingten Krebserkrankungen als Ursache in Betracht ziehen, erkennen und besser diagnostizieren
232	24.3226	5	2475	Motion Hurni Baptiste. Für nationale Zentren zur unabhängigen medizinischen Begutachtung
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Gesundheit, Sozialhilfe, Sport».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; **Nr.:** Geschäftsnummer; **Reden:** Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; **Wörter:** Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; **Titel:** Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Teilrevision des Tabakproduktegesetzes in 85 Reden 24'996 Wörter gesprochen; Rang 26 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Jahresrückblick 2025: Sozialversicherungen

BERICHT

STAND: 31.12.2025
ANJA HEIDELBERGER

Im Jahr 2025 waren die Diskussionen im Themenbereich «Sozialversicherungen» nach den direktdemokratischen Turbulenzen im [Vorjahr](#) so divers wie seit langem nicht mehr. Insbesondere die Finanzierung der 13. AHV-Rente, die Anpassung der Hinterlassenenrente sowie die EL-Reform sorgten für Gesprächsstoff in und ausserhalb des Parlaments.

Der **AHV-Bereich** war noch immer von der Annahme der [13. AHV-Rente](#) im März 2024 geprägt. In der Frühjahrssession legte das Parlament die [Auszahlungsformalitäten](#) für die zusätzliche Rente fest und diskutierte in der Folge über deren Finanzierung – fand diesbezüglich bis Ende 2025 jedoch keine gemeinsame Position. Dies hatte sich bereits zu Beginn des Jahres abgezeichnet, als unterschiedliche Vorstösse für alternative AHV-Finanzierungsmöglichkeiten diskutiert worden waren (etwa Mo. 25.3424, Mo. 25.3423, [Po. 22.4450](#)). Jedoch beabsichtigten Mehrheiten in beiden Kammern, die 13. AHV-Rente bereits jetzt zu finanzieren und damit nicht bis zur nächsten grossen AHV-Reform – der AHV2030 – zu warten. Zu Letzterer legte der Bundesrat im Mai und November unter relativ grossem medialen Interesse (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse) die ersten Leitlinien vor, von denen insbesondere die geplanten Anreize zur Weiterarbeit über das Referenzalter hinaus zu Diskussionen in den Medien führten. Auch dass der Bundesrat darin von einer weiteren Zusatzfinanzierung für die AHV absehen wollte, sofern die 13. AHV-Rente mit der aktuellen Reform vollständig finanziert wird, löste einige Überraschung aus.

Daneben erhielt das Vorhaben des Bundesrates, [Witwenrenten zukünftig an die weniger grosszügigen Witwerrenten anzupassen](#), einige Aufmerksamkeit. Der Bundesrat hatte die **Abschaffung der Witwenrente** ursprünglich im Rahmen seiner [Sparprogramme](#) eingebracht. Nun schlug jedoch die Mehrheit der SGK-NR vor, den bundesrätlichen Entwurf um zusätzliche zivilstandsunabhängige Elemente, insbesondere um die Abschaffung des Ehepaarplafonds, zu erweitern und der [Volksinitiative «Ja zu fairen AHV-Renten auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!»](#) als indirekten Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Diese Verbindung einer Schlechterstellung von Witwen mit einer Besserstellung von verheirateten Rentnerpaaren in der AHV stiess teilweise auf heftige Kritik. Der Nationalrat hiess die entsprechende Änderung relativ knapp gut, das ständerätliche Verdikt zu diesem Vorschlag steht aber noch aus.

Nicht nur in Verbindung mit der Abschaffung der Witwenrente wurde über die **Volksinitiative «Ja zu fairen AHV-Renten auch für Ehepaare»** diskutiert, sondern auch im Rahmen der Finanzierung der 13. AHV-Rente: Noch bevor die Initiative vom Parlament überhaupt beraten worden war, hatte der Ständerat auf Antrag seiner SGK eine potenzielle Finanzierung für die Abschaffung des Ehepaarplafonds geschaffen. Der

Nationalrat strich diese in der Folge jedoch wieder aus der Vorlage. In der Wintersession verlängerte der Ständerat die Behandlungsfrist der Initiative um ein Jahr, um mehr Zeit zur Bearbeitung des Gegenvorschlags zu haben.

Relevante Neuerungen gab es im Bereich der **Ergänzungsleistungen**, wo das Parlament die Finanzierung von [Hilfe und Betreuung zuhause](#) im ELG gegenüber dem bundesrätlichen Entwurf noch stärker ausbaute und die Gesetzesänderung verabschiedete.

Änderungen gab es auch bei der **Invalidenversicherung**. Das Parlament verankerte die [Kofinanzierung der intensiven Frühintervention bei Autismus-Spektrum-Störungen durch die IV und die Kantone](#) im IVG. In der Wintersession startete der Nationalrat die Beratung eines [Entwurfs](#), der bezwecken will, dass sich die IV-Stelle und die versicherte Person gemeinsam auf eine Fachperson für die Ausarbeitung eines IV-Gutachtens einigen. Der Bundesrat legte zudem eine erste Basis für eine grössere IV-Revision, mit der er der Zunahme der Neurenten mit einer verstärkten Integration in den Arbeitsmarkt begegnen und die verschlechterten Finanzperspektiven der IV durch eine Zusatzfinanzierung bekämpfen will. Auch der indirekte Gegenvorschlag zur [Inklusions-Initiative](#) sieht Massnahmen im Bereich der IV vor.

Wunden lecken war bei der **beruflichen Vorsorge** angesagt. Nachdem die [BVG 21-Reform](#) im September 2024 an der Urne gescheitert war, diskutierte der Ständerat in der Frühjahrssession zahlreiche [Vorstösse](#) für eine Neuregelung der Versicherung von Mehrfachbeschäftigten und Teilzeitarbeitenden in der zweiten Säule – dem mehr oder weniger unbestrittenen Teil der BVG 21-Vorlage – und wies sie seiner Kommission zur Vorberatung zu. Der Bundesrat hatte sämtliche dieser Vorstösse mit Verweis auf den ausstehenden [Postulatsbericht](#) zur Situation der Mehrfachbeschäftigten in der zweiten Säule zur Ablehnung empfohlen. Diesen Bericht legte er im Oktober vor und hielt darin fest, dass er eine Kombination aus Senkung der Eintrittsschwelle und des Koordinationsabzugs zur Besserstellung von Mehrfach- oder Teilzeitbeschäftigten sowie von Personen mit niedrigen Einkommen präferiere.

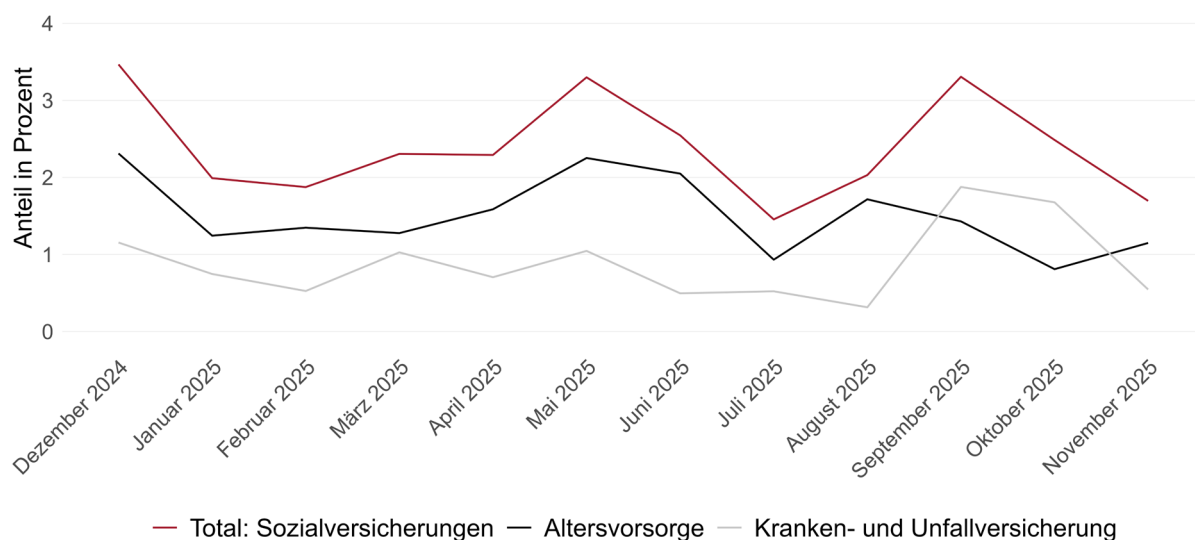
Vergleichsweise wenig Aktivität auf gesetzgeberischer Ebene gab es 2025 im Bereich der **Krankenversicherung**. In der Frühjahrssession bereinigte das Parlament das [zweite Massnahmenpaket zur Kostendämpfung](#), das zahlreiche Sparmassnahmen beinhaltet. Die Räte nahmen viele, teilweise sehr gewichtige Änderungen am Paket vor, verabschiedeten dieses zum Schluss aber fast einstimmig. Zudem hiessen beide Kammern in der Frühjahrssession die Änderung des KVAG gut, mit der die Kantone [stärker in das Prämiengenehmigungsverfahren einbezogen](#) werden. Hingegen lehnte es der Ständerat auch in seiner zweiten Beratung ab, auf das Gesetz zur [Ausarbeitung der Tarife für die Analyseliste durch die Tarifpartner](#) einzutreten, womit der Entwurf vom Tisch war. Der Bundesrat genehmigte Anpassungen und Ergänzungen zu Tardoc und den ambulan-

ten Pauschalen, die per 2026 [eingeführt](#) werden. Er hiess zudem mehrere Tarifverträge im stationären Bereich gut. Zudem einigte sich im Oktober ein Runder Tisch zur Kostendämpfung im Gesundheitswesen auf ein Konzept mit kurz- und mittelfristigen Massnahmen.

In der **Unfallversicherung** regelte das Parlament zwei Detailfragen: Es entschied, dass die SUVA künftig mit Ertragsüberschüssen aus der obligatorischen Versicherung die Stiftung «[Entschädigungsfonds für Asbestopfer](#)» gegen Berufsunfälle und Berufskrankheiten mitfinanzieren kann. Überdies sollen [Rückfälle oder Spätfolgen von Unfällen im Jugendalter](#) zukünftig durch die Unfallversicherung übernommen werden.

Die Neuregelungen im Bereich der **Arbeitslosenversicherung** waren geprägt von den [Zoll-Diskussionen mit den USA](#). Das Parlament setzte eine parlamentarische Initiative um, gemäss der die Höchstbezugsdauer bei Kurzarbeit um zwölf statt um sechs Abrechnungsperioden verlängert werden können soll. Gleichzeitig verlangte der Nationalrat in einer Motion, dass die Temporärbranche nicht weiter von der Schlechtwetterentschädigung ausgeschlossen werden soll.

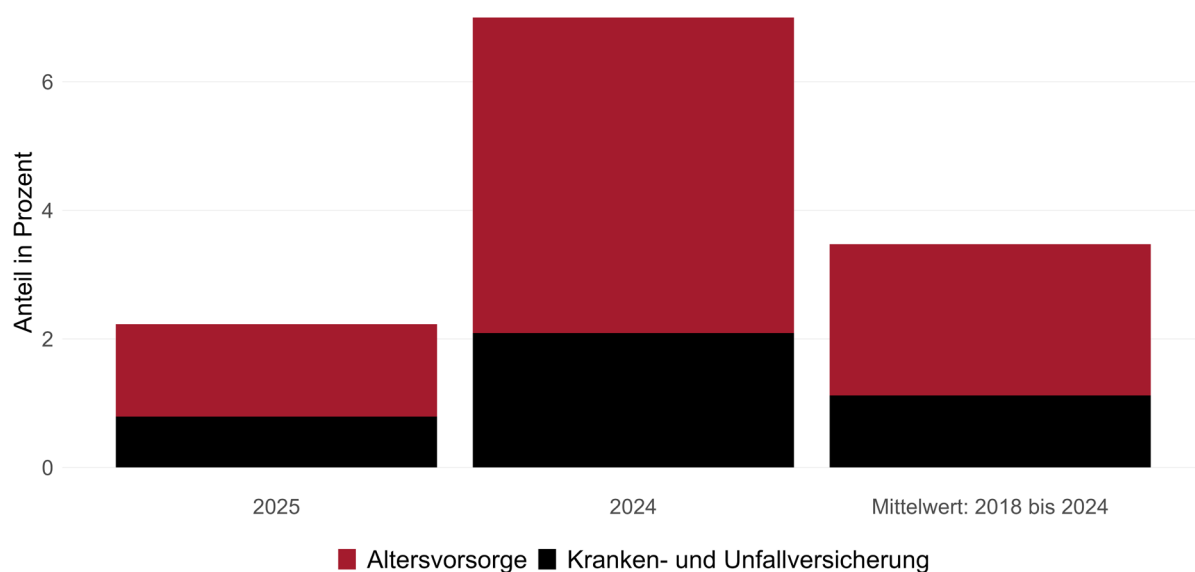
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «SOZIALVERSICHERUNGEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Sozialversicherungen» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Sozialversicherungen» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 3.5 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «SOZIALVERSICHERUNGEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Sozialversicherungen» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Altersvorsorge» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 1.4 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «SOZIALVERSICHERUNGEN»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
11	24.073	103	52336	Umsetzung und Finanzierung der Initiative für eine 13. AHV-Rente
16	24.078	65	37277	Änderung des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (Anpassung der Hinterlassenenrenten)
35	24.070	52	18335	Bundesgesetz über die Ergänzungsleistungen zur AHV/IV (Betreutes Wohnen in den Ergänzungsleistungen). Änderung
43	22.062	62	16359	KVG. Änderung (Massnahmen zur Kostendämpfung – Paket 2)
74	25.441	35	10230	Die Höchstbezugsdauer bei Kurzarbeit soll um zwölf statt um sechs Abrechnungsperioden verlängert werden können
84	24.037	20	8492	KVG (Tarife der Analysenliste). Änderung
103	24.074	18	6817	UVG (Finanzierung der Stiftung Entschädigungsfonds für Asbestopfer). Änderung
104	18.455	30	6536	Parlamentarische Initiative Grossen Jürg. Selbstständigkeit ermöglichen, Parteiwillen berücksichtigen
107	24.056	19	6344	UVG (Umsetzung der Motion 11.3811 Darbellay «Rechtslücke in der Unfallversicherung schliessen»). Änderung
124	24.3372	15	5003	Motion Ettlín Erich. Öffentlich-Rechtliche Pensionskassen dürfen nicht benachteiligen werden
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Sozialversicherungen».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; Nr: Geschäftsnummer; Reden: Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; Wörter: Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; Titel: Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Umsetzung und Finanzierung der Initiative für eine 13. AHV-Rente in 103 Wortmeldungen 52'336 Wörter gesprochen; Rang 11 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Jahresrückblick 2025: Soziale Gruppen

Von zahlreichen Volksinitiativen und dem Ringen um Gegenvorschläge

BERICHT

STAND: 31.12.2025

MARLENE GERBER

Im Jahr 2025 dominierte die Asylpolitik im Themenbereich «Soziale Gruppen» wie in jedem Jahr seit 2022 sowohl die Medienberichterstattung (vgl. Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse) als auch die Parlamentsarbeit. Insbesondere aufgrund von Diskussionen um Volksinitiativen und allfällige Gegenvorschläge standen aber auch die Themen «Migration», «Familien» und «Menschen mit Behinderungen» ganz oben auf der politischen Agenda.

Wie bereits [2023](#) und [2024](#) wurden auch im Jahr 2025 zahlreiche Vorstösse zu **Verschärfungen in der Asylpolitik** eingereicht und behandelt. Auf der Tagesordnung standen diese Forderungen nicht zuletzt aufgrund von zwei von der SVP-Fraktion einberufenen ausserordentlichen Sessionen (im [März](#) und [September](#)). Wie bereits im [Vorjahr](#) fanden einige dieser Vorstösse Mehrheiten in beiden Kammern, darunter auch solche aus der SVP-Fraktion. National- und Ständerat beauftragten den Bundesrat im Jahr 2025 etwa damit, [Grenzkontrollen zu verschärfen](#), den [Wegweisungsvollzug konsequenter zu gestalten](#) oder [schärfer gegen straffällige Asylsuchende vorzugehen](#). Dass der Schutzstatus S seit November 2025 nur noch erteilt wird, wenn sich der letzte Wohnsitz der Gesuchstellenden in besetzten oder umkämpften Regionen der Ukraine befand, ist jedoch das Ergebnis einer bereits im Dezember des Vorjahres [teilweise überwiesenen Motion](#). Handlungsbedarf beim Wegweisungsvollzug sowie im Bereich der Kriminalität orteten auch Bund, Kantone, Gemeinden und Städte in ihrer Ende November publizierten [Asylstrategie 2027](#).

Das Parlament beschäftigte sich 2025 in der Asylpolitik indes nicht nur mit Vorstössen. So beschloss es die Übernahme des [EU-Migrations- und Asylpaktes](#), wobei sich auch der Nationalrat nach längeren Diskussionen dazu bereit erklärte, am Solidaritätsmechanismus teilzunehmen, um EU-Länder mit besonders vielen geflüchteten Personen zu entlasten. Unter Dach und Fach gebracht wurde ferner eine Änderung des Asylgesetzes, welche die [Sicherheit in und um Asylzentren erhöhen](#) will. Schliesslich sieht das [Entlastungspaket 27 Kürzungen bei den Abgeltungspauschalen](#) vor, wodurch die Kantone und Gemeinden weniger Bundesunterstützung für die Deckung der Sozialhilfekosten für Personen im Asylbereich erhalten sollen. Der Ständerat stellte sich in der Wintersession hinter die vorgeschlagene Massnahme, die mit einem Volumen von insgesamt etwas über einer Milliarde den grössten Spareffekt im Paket aufweist.

Viel Aufmerksamkeit erhielt die SVP im Berichtsjahr mit ihren **migrationspolitischen Volksinitiativen**: 2025 debattierten National- und Ständerat von allen behandelten Geschäften am zweitlängsten über die [Volksinitiative «Keine 10-Millionen-Schweiz! \(Nachhaltigkeitsinitiative\)»](#), die in den meisten Medien als Gefahr für die bilateralen Beziehungen und für das [Vertragspaket mit der EU](#) erachtet wird (vgl. APS-Analyse

der Wortmeldungen). Beide Kammern lehnten es ab, der Initiative einen direkten Gegenentwurf gegenüberzustellen – trotz entsprechendem Vorschlag der Mitte-Fraktion. Ferner gab die BK im November das Zustandekommen der [Grenzschutzinitiative](#) der SVP bekannt, die unter anderem eine Obergrenze von 5'000 bewilligten Asylgesuchen pro Jahr verlangt. Durch wiederholten Nichteintretensentscheid scheiterte hingegen in der Frühjahrsession ein durch eine linke parlamentarische Initiative angestossenes Projekt zur [Beseitigung der Inländerinnen- und Inländerdiskriminierung beim Familiennachzug](#).

Im Bereich der Familienpolitik erklärten die Räte die seit 2023 debatierte Vorlage zur Verstetigung der [finanziellen Unterstützung für die familienergänzenden Kinderbetreuung](#) nachträglich zum indirekten Gegenvorschlag zur [Kita-Initiative der SP](#), die vom Bund eine Übernahme von zwei Dritteln der Betreuungskosten verlangt. In der im Dezember verabschiedeten Vorlage hatte sich der Ständerat – anders als noch im Vorjahr – zu einer Bundesbeteiligung im Rahmen von Programmvereinbarungen mit den Kantonen entschieden. Diese fiel mit Verweis auf [die angespannten Bundesfinanzen](#) indes tiefer aus als ursprünglich vom Nationalrat geplant. Die Finanzierung der neu zu schaffenden **Betreuungszulage zur Unterstützung der familienexternen Betreuungskosten** soll zudem alleinige Sache der Kantone bleiben. Was die Forderung der Bundesbeteiligung angeht, geht der Gegenvorschlag somit deutlich weniger weit als die Initiative.

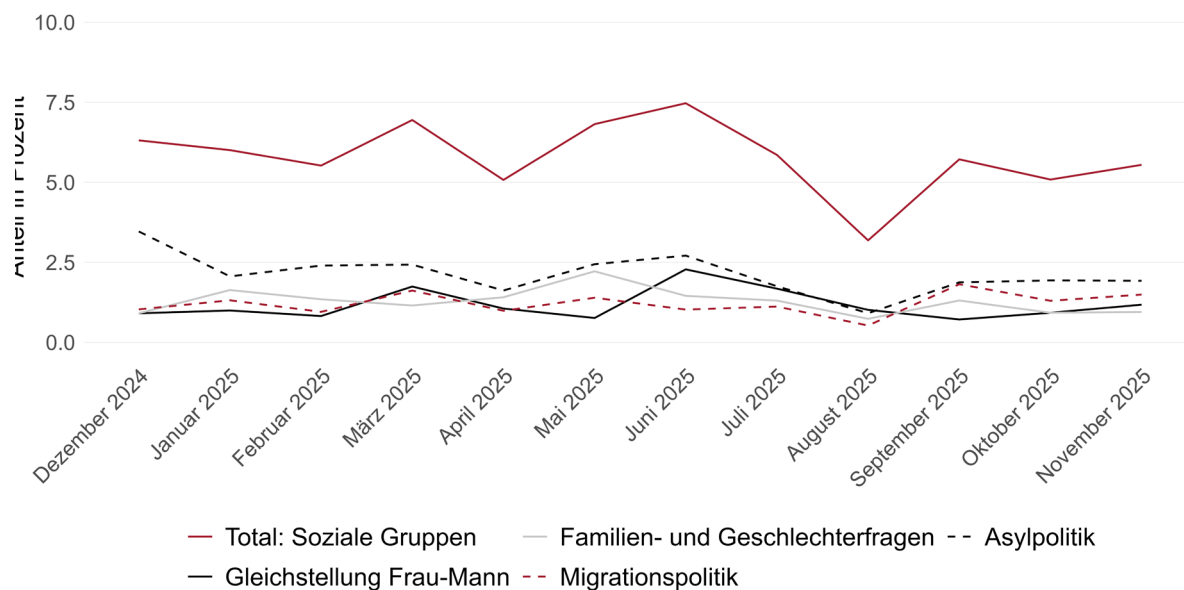
Auch was die im April 2025 lancierte [Familienzeit-Initiative](#) betrifft, die für beide Elternteile je 18 Wochen bezahlte **Elternzeit** fordert, gehen die Vorstellungen von Initiativkomitee und Parlament wohl auseinander. So wurde mit einem Entscheid der SGK-NR Ende Mai zwar zwei [Standesinitiativen](#) Folge gegeben, welche die Einführung einer Elternzeit fordern; gemäss Kommissionsmehrheit soll diese jedoch in einer flexiblen Aufteilung der bestehenden 16 Urlaubswochen bestehen (14 für die Mutter, 2 Wochen für den anderen Elternteil). Ende Jahr verabschiedete das Parlament schliesslich eine [Revision des Erwerbsersatzgesetzes](#), die Verbesserungen bei den EO-Leistungen, die in Zusammenhang mit der Geburt oder Adoption eines Kindes stehen, mit sich bringt. Hohe Wellen schlugen schliesslich die Pläne des Bundesrates, internationale Adoptionen zu verbieten. Mit einer im Herbst präsentierten Botschaft zur Änderung des Zivilgesetzbuches will der Bundesrat indes Stiefkindadoptionen erleichtern, was insbesondere Regenbogenfamilien zugutekommen soll.

Einen indirekten Gegenvorschlag soll es auch zur [Volksinitiative «Für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen \(Inklusions-Initiative\)»](#) geben. Im Juni gab der Bundesrat einen entsprechenden Vorentwurf in die Vernehmlassung. Damit soll auch eine im Berichtsjahr überwiesene Motion, die die [freie Wahl des Wohnorts und der Wohnform](#) für **Menschen mit Behinderungen** fordert, erfüllt werden. Als Er-

folg der [2023_durchgeführten_Behindertensession](#) werteten die betroffenen Interessengruppen im Berichtsjahr schliesslich die Überweisung einer Motion, gemäss welcher auch [Menschen_mit_umfassender_Beistandschaft_künftig_ihre_politischen_Rechte_ausüben](#) dürfen sollen.

In der Kinder- und Jugendpolitik wurde ein Meilenstein erreicht: Die Räte verabschiedeten eine Änderung des Zivilgesetzbuches, mit welcher das [Recht_auf_gewaltfreie_Erziehung](#) als programmatische Norm verankert wurde. Mit dem Ziel einer stärkeren **Bekämpfung von Gewalt** veröffentlichte der Bundesrat im Oktober ferner seine Botschaft in Erfüllung dreier Motionen, die [Krisenzentren_für_die_Opfer_von_häuslicher_und_sexueller_Gewalt](#) verlangen. Zudem startete im November im Auftrag des Parlaments ([Mo_21.4418](#); [Mo_21.4470](#); [Mo_21.4471](#); [Mo_22.3011](#)) die erste nationale Präventionskampagne gegen häusliche, sexualisierte und geschlechtsbezogene Gewalt. Schliesslich verursachte die im Jahr 2025 gemäss EDI «alarmierend» hohe Zahl an Femiziden Schlagzeilen. Die SP kündigte daraufhin die [Lancierung_einer_Volksinitiative](#) an, um Frauen besser vor Gewalt zu schützen.

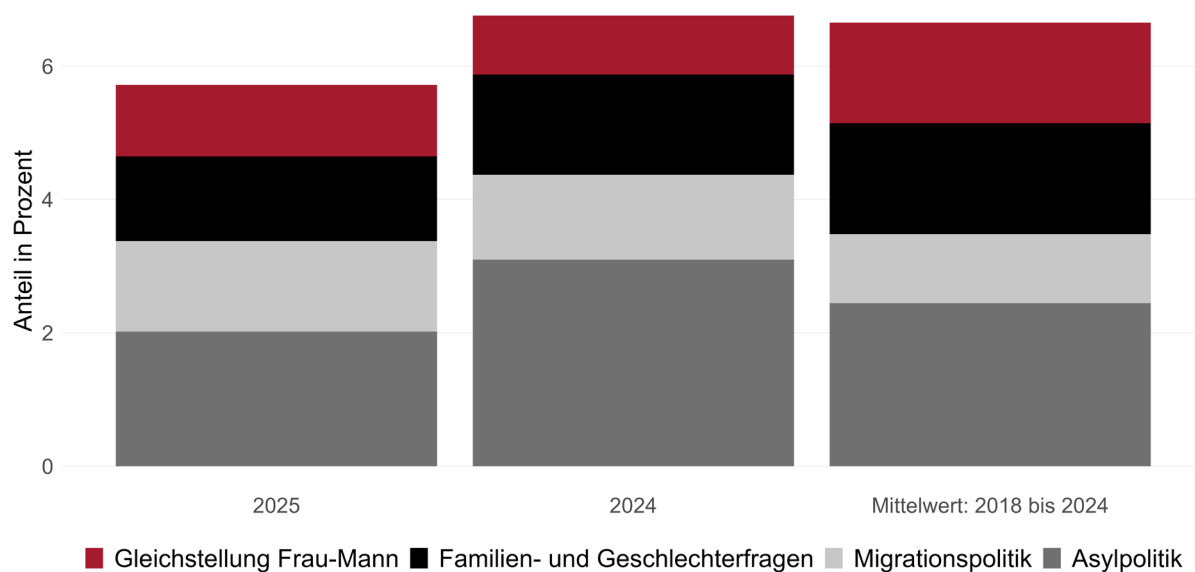
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «SOZIALE GRUPPEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Soziale Gruppen» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total Soziale Gruppen» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 6.3 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «SOZIALE GRUPPEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Soziale Gruppen» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Gleichstellung Frau-Mann» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 1.1 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «SOZIALE GRUPPEN»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
18	21.403	102	36320	Überführung der Anstossfinanzierung in eine zeitgemässe Lösung (Kita-Gesetz)
33	25.039	59	19059	Bundesgesetzes über den Erwerbsersatz (Angleichung der EO-Leistungen). Änderung
48	24.038	55	14984	Asylgesetz (Sicherheit und Betrieb in den Zentren des Bundes). Änderung
50	25.9018	65	14837	Ausserordentliche Session «Asyl »
76	24.077	27	9878	Zivilgesetzbuch (Gewaltfreie Erziehung). Änderung
112	24.4266	15	5795	Motion SPK-NR. Politische Rechte für Menschen mit Behinderungen
121	25.3430	20	5137	Motion RK-NR. Kein Verbot von internationalen Adoptionen
168	25.9017	8	3501	Ausserordentliche Session «Schengen/Dublin»
172	22.4505	12	3419	Motion Müller-Altermatt Stefan. Datenlage zur Umsetzung der Kinderrechte verbessern
179	25.3007	9	3247	Motion SGK-NR. Menschen mit Behinderungen in Härtefällen am Arbeitsplatz besser unterstützen
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Soziale Gruppen».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; Nr: Geschäftsnummer; Reden: Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; Wörter: Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; Titel: Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Volksinitiative «Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)» in 273 Wortmeldungen 99'039 Wörter gesprochen; Rang 2 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Jahresrückblick 2025: Bildung und Forschung

BERICHT

STAND: 31.12.2025

BERNADETTE FLÜCKIGER

2025 wurde in den Medien viel über die **Entwicklungen und Herausforderungen in den Grundschulen und Gymnasien** diskutiert. Während einige Diskussionen bereits im vergangenen Jahr angestossen worden waren – so etwa die Diskussion um [Handyverbote an Schulen](#) oder um die [integrative Schule](#) – und im aktuellen Jahr ihre Fortsetzung fanden, erlangten 2025 auch neue Themen mediale Aufmerksamkeit. So berichteten die Medien 2025 vermehrt über die Problematik des zunehmenden [Schulabsentismus](#), also das längerfristige Wegbleiben von Kindern und Jugendlichen von der Schule, meist aufgrund psychischer Probleme. Für besonders viele Emotionen und Gesprächsbedarf sorgte schliesslich das Thema [Frühfranzösisch](#): Im Herbst beschlossen die Kantone Zürich und St. Gallen, den Französischunterricht erst in der Oberstufe zu starten, in anderen Deutschschweizer Kantonen waren Ende 2025 ähnliche Pläne hängig. Dieser Entscheid führte insbesondere in der Romandie und im Bundesrat zu grosser Irritation. Innenministerin Elisabeth Baume-Schneider kündigte in der Folge an, den Unterstufenunterricht in einer zweiten Landessprache rechtlich verordnen zu wollen, sollten die Kantone die Harmonisierung der Lehrpläne nicht mehr befolgen wollen. Wie Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse zeigt, führten diese Debatten zu einem Anstieg der medialen Berichterstattung im Bereich «Grundschulen/Gymnasien» über den Sommer hinweg.

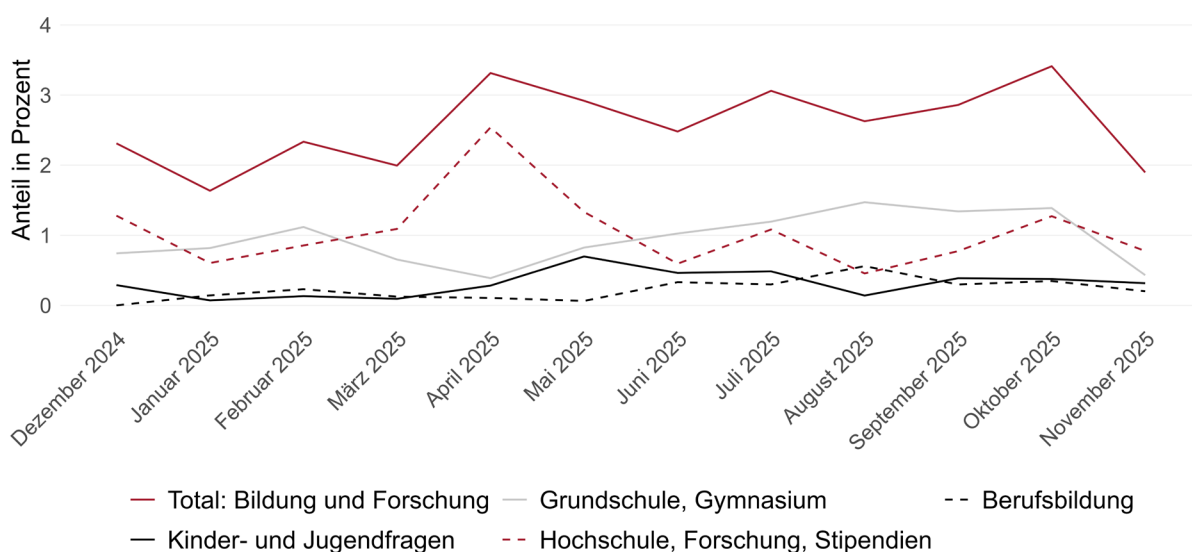
Das viel diskutierte [Entlastungspaket 2027](#) führte auch im Wissenschafts- und Forschungsbereich zu Reaktionen. Im Rahmen der Vernehmlassung zum Entlastungspaket sprach der Bundesrat von einem Sparpotential bei **Wissenschaft und Forschung** von jährlich rund CHF 460 Mio. Neben den Studierenden, welche insbesondere eine Erhöhung der Studiengebühren zu befürchten hatten, kritisierten auch Wissenschaftskreise die Sparpläne des Bundesrates: Durch derartige Einsparungen [drohe der Schweiz längerfristig der Verlust der Führungsrolle in wichtigen Forschungsgebieten](#) sowie schliesslich auch eine Schädigung des Wirtschaftsstandorts Schweiz. Geht es nach dem Willen des Ständerats, soll das Sparziel des Bundesrates im Forschungs- und Hochschulbereich reduziert werden. Für den Forschungsbereich gab es 2025 allerdings auch positive Entwicklungen zu verzeichnen: Im November vermeldete Bildungsminister Guy Parmelin, dass die Schweiz durch die [Unterzeichnung des Programmabkommens](#) Schweiz-EU wieder gänzlich an die Programme **Horizon Europe**, Euratom und «Digital Europe» assoziiert sei. Dies bedeutete, dass Forschende in der Schweiz vollumfänglich an den Ausschreibungen dieser drei Programme teilnehmen und auch entsprechende Projekte leiten und koordinieren können. Der Peak in der Medienberichterstattung im Bereich Hochschulen/Forschung ist mitunter auf die Debatten um die Sparmassnahmen sowie auf einen ersten Durchbruch bei den Verhandlungen zu Horizon Europe im April zurückzuführen (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse).

Das Parlament wiederum beschäftigte sich 2025 vor allem mit der [Einführung der Titelzusätze](#) «Professional Bachelor» und «Professional Master» in der **Höheren Berufsbildung**, wozu die eidgenössischen Berufsprüfungen und höheren Fachprüfungen sowie die Bildungsgänge an höheren Fachschulen zählen. In der Wintersession verabschiedete das Parlament eine entsprechende Gesetzesrevision, womit ein seit mehreren Jahren andauernder Prozess zur Stärkung der Höheren Berufsbildung zu einem Ende kommt.

Auch die Änderung des [Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetzes](#), mit welcher die Einführung von praxisintegrierten FH-Bachelorstudiengängen im MINT-Bereich vorgesehen war, wurde in der Wintersession verabschiedet. Das [Movetiagesetz](#), mit welchem Movetia, die nationale Agentur zur Förderung von Austausch und Mobilität im Bildungsbereich, in eine öffentlich-rechtliche Anstalt des Bundes überführt werden sollte, erlitt hingegen Schiffbruch. Damit bleibt Movetia eine privatrechtliche Stiftung.

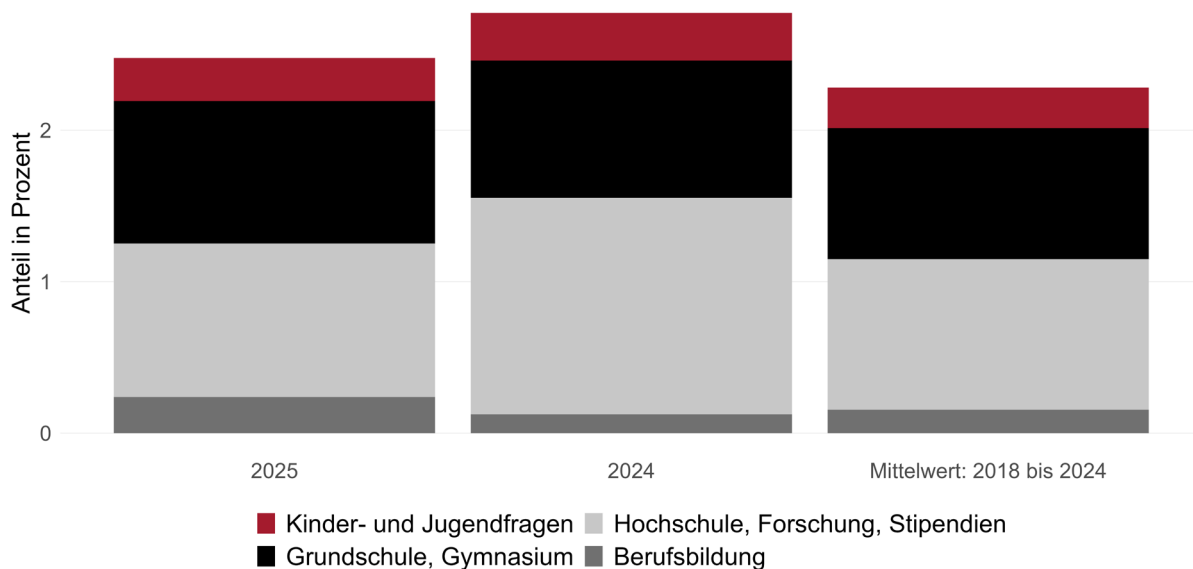
In den Medien und im Parlament gab schliesslich im Bereich der **Berufsbildung** auch die Forderung von Lernenden nach [mehr Ferien](#) zu reden. Eine Petition wies darauf hin, dass viele Lernende unter psychischen Problemen litten und mehr Ferien ein erster Schritt seien, um eine Verbesserung der Situation herbeizuführen. Sechs Parlamentsmitglieder aus fünf unterschiedlichen Fraktionen griffen dieses Ansinnen in gleichlautenden Motionen auf und forderten darin mindestens sechs Wochen Ferien für die Lernenden der Berufsbildung.

ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «BILDUNG UND FORSCHUNG»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Bildung und Forschung» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Bildung und Forschung» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 2.3 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «BILDUNG UND FORSCHUNG»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Bildung und Forschung» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).
Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Kinder- und Jugendfragen» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 0.3 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «BILDUNG UND FORSCHUNG»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
46	25.046	43	15262	Bundesgesetz über die Berufsbildung (BBG). Änderung – Massnahmenpaket zur Stärkung der höheren Berufsbildung; Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens und Entwurf der Vorlage
75	25.056	44	9980	Hochschulförderung- und -koordinationsgesetz. Änderung
147	24.028	14	4025	Forschungsförderinstrument SWEETER (SWiss research for the EnErgy Transition and Emissions Reduction) für die Jahre 2025-2036. Verpflichtungskredit
322	23.072	3	1778	Movetiagesetz
388	25.3535	3	1415	Postulat WBK-NR. BFI-Botschaft: Berücksichtigung der neuen Herausforderungen im internationalen Wettbewerb um Wissenschaft und Technologie
407	25.3254	3	1267	Motion Hurni Baptiste. Spitzenforscherinnen und Spitzenforscher in die Schweiz holen
455	23.4102	4	1080	Motion Nicolet Jacques. Berufsbildung. Stärkung der Berufsberatung
500	25.3624	3	920	Motion Schmid Martin. Lernenden für die gesamte Lehrzeit die Grenzgängerbewilligung erteilen
529	25.4017	5	843	Motion Hurni Baptiste. Unterricht der Landessprachen für den Zusammenhalt unseres Landes
670	24.3821	4	432	Postulat WBK-SR. Nationale Massnahmen zur Stärkung des Space-Sektors
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Bildung und Forschung».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; Nr: Geschäftsnummer; Reden: Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; Wörter: Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; Titel: Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Änderung des Bundesgesetzes über die Berufsbildung in 43 Wortmeldungen 15'262 Wörter gesprochen; Rang 46 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

**Jahresrückblick 2025:
Kultur, Sprache, Kirchen und
religionspolitische Fragen**

BERICHT

STAND: 31.12.2025

SARAH KUHN

Im Themenbereich «Kirchen und religionspolitische Fragen» beschäftigte der **Missbrauch innerhalb der katholischen Kirche** – auf den sich der Titel dieses Artikels bezieht – 2025 sowohl die katholische Kirche als auch das Parlament. Erstere machte erneut negative Schlagzeilen, als das Bistum Basel und der Vatikan den Forschenden der Universität Zürich für eine umfassendere Studie zum Umfang des Missbrauchs den [Aktenzug](#) verweigerten und der Abt von St. Maurice nach Missbrauchsvorwürfen zurücktrat. Das Parlament blieb nicht untätig und verabschiedete sechs gleichlautende Motionen mit der Forderung nach einem Bericht, der mögliche nationale [Schutzmassnahmen](#) gegen Missbrauch von Kindern und Jugendlichen untersuchen soll.

Unter den Titel «Schuld und Sühne» lässt sich auch ein nationales Novum fassen: Im Februar [anerkannte der Bundesrat](#) die **Verbrechen gegen die Menschlichkeit an Jenischen und Sinti**, nachdem das vermeintliche Hilfswerk «Kinder der Landstrasse» von Pro Juventute in den 1980er Jahren mit staatlicher Unterstützung etwa 2'000 Kinder von Jenischen und Sinti systematisch verfolgt und fremdplatziert hatte. Noch nie zuvor hatte sich der Schweizer Staat eines solch gravierenden Tatbestandes schuldig bekannt. Der damit verbundene mediale Aufschwung rückte die zuvor etwas eingeschlafene Diskussion um die [fehlenden Stell- und Durchgangsplätze](#) für Fahrende wieder stärker in den Fokus.

Ebenfalls wieder Thema war das gemäss dem [Antisemitismusbericht für das Jahr 2024](#) nach wie vor hohe Niveau an **Antisemitismus** in der Schweiz, welches der Schweizerische Israelitische Gemeindebund (SIG) insbesondere auf den [Nahost-Krieg](#) zurückführte. Zusätzlich zeigte eine Studie der ZHAW, dass der weitverbreitete Antisemitismus negative Auswirkungen auf das Leben von Jüdinnen und Juden in der Schweiz hat. Um dem wachsenden Antisemitismus und Rassismus entgegenzutreten, formulierte der Bundesrat in einem [Postulatsbericht](#) konkrete Massnahmen, um das Monitoring und die Prävention von Rassismus und Antisemitismus zu verbessern. Zudem hiess der Ständerat eine [Motion](#) gut, welche genügend finanzielle Ressourcen für die Rassismus- und Antisemitismusprävention forderte. Schliesslich empfing Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter im Februar, 80 Jahre nach der Befreiung des Konzentrations- und Vernichtungslagers Auschwitz, rund 60 in der Schweiz lebende Holocaust-Überlebende, um der Opfer des Nationalsozialismus zu gedenken.

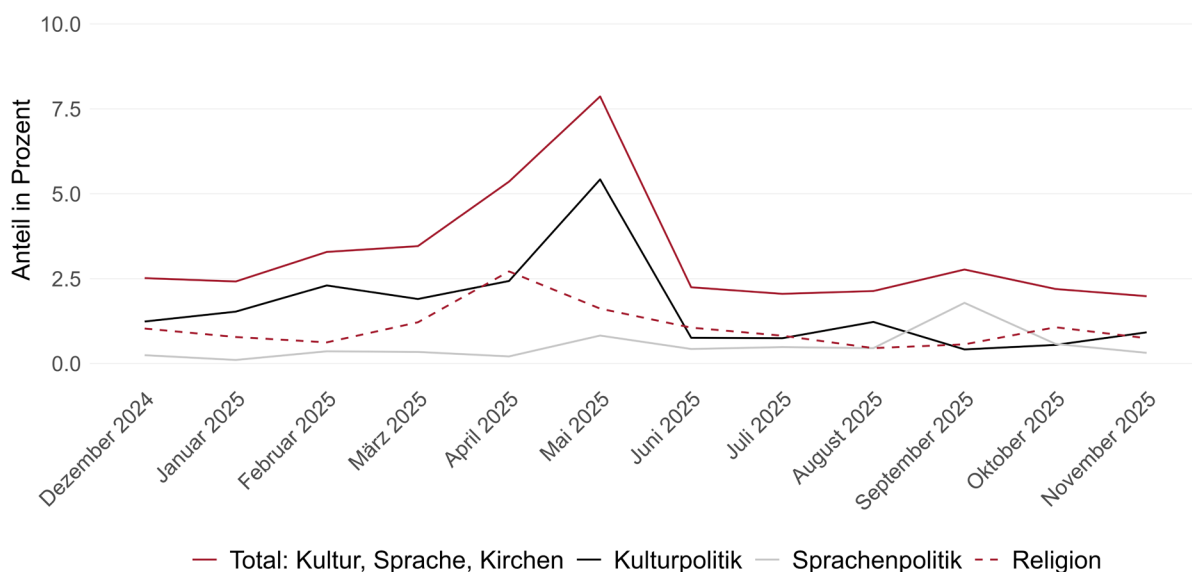
In der **Kulturpolitik** konnte das Parlament 2025 die letzten Beratungen zur [Kulturbotschaft 2025–2028](#) abschliessen. Einerseits legten die Räte die Grundsätze für die Digitalisierung der Schweizerischen Nationalbibliothek fest. Andererseits entschieden sie, dass die neue [unabhängige Kommission](#) für Kulturgüter aus der Zeit des Nationalsozialismus oder

des Kolonialismus nur aktiv werden darf, wenn beide Parteien einverstanden sind. Mit der Wahl der Schweiz in den internationalen Ausschuss der UNESCO-[Konvention](#) zum weltweiten Schutz des Kulturerbes fand das Engagement der Schweiz gegen den illegalen Kunsthandel auch internationale Anerkennung.

Neu fand auch die Debatte über künstliche Intelligenz (KI) in Zusammenhang mit Fragen rund um den Datenschutz von Kunst- und Kulturgütern Eingang in die Beratungen des Schweizer Parlaments. Dieses hiess zwei Motionen gut; erstens zur Schaffung einer [Strategie gegen den Missbrauch von Bildmaterial](#) und zweitens zur [Verbesserung des Urheberrechts](#) bei der Nutzung der Inhalte durch KI-Plattformen. Auch in den Medien wurde das Thema diskutiert, insbesondere nachdem über 650 Kultur- und Kunstschaaffende einen Appell unterzeichnet hatten, in dem sie vom Bund einen besseren Schutz ihrer Werke vor KI-Konzernen forderten. Die grösste mediale Aufmerksamkeit erhielt im Kulturbereich jedoch der im Mai in Basel durchgeführte [Eurovision Song Contest](#) (vgl. Abbildung 1 der APS-Zeitungsanalyse). Dies dürfte die im Vergleich zu den Vorjahren aussergewöhnlich ausgeprägte Berichterstattung zur Kulturpolitik erklären (vgl. Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse).

Im Vergleich zu früheren Jahren stand die **Sprachpolitik** stärker im Fokus der Medien (vgl. Abbildung 2 der APS-Zeitungsanalyse), wobei wie bereits im [Vorjahr](#) die Mehrsprachigkeit zu reden gab. Besonders viel Aufmerksamkeit erhielten dabei die Entscheide gewisser Kantone, auf das [Frühfranzösisch in der Schule zu verzichten](#), was insbesondere in der Romanie und beim Bundesrat nicht gut ankam (vgl. [Jahresrückblick «Bildung und Forschung»](#)). Gleichzeitig wird die Mehrsprachigkeit von der Schweizer Bevölkerung durchaus als wichtig erachtet, wie die Ergebnisse einer BFS-Erhebung zur Sprache, Religion und Kultur zeigten: Während knapp zwei Drittel der Schweizer Bevölkerung im Alltag regelmässig mehr als eine Sprache sprechen, sind fast 80 Prozent der Meinung, dass Schülerinnen und Schüler als erstes eine Landsprache lernen sollten.

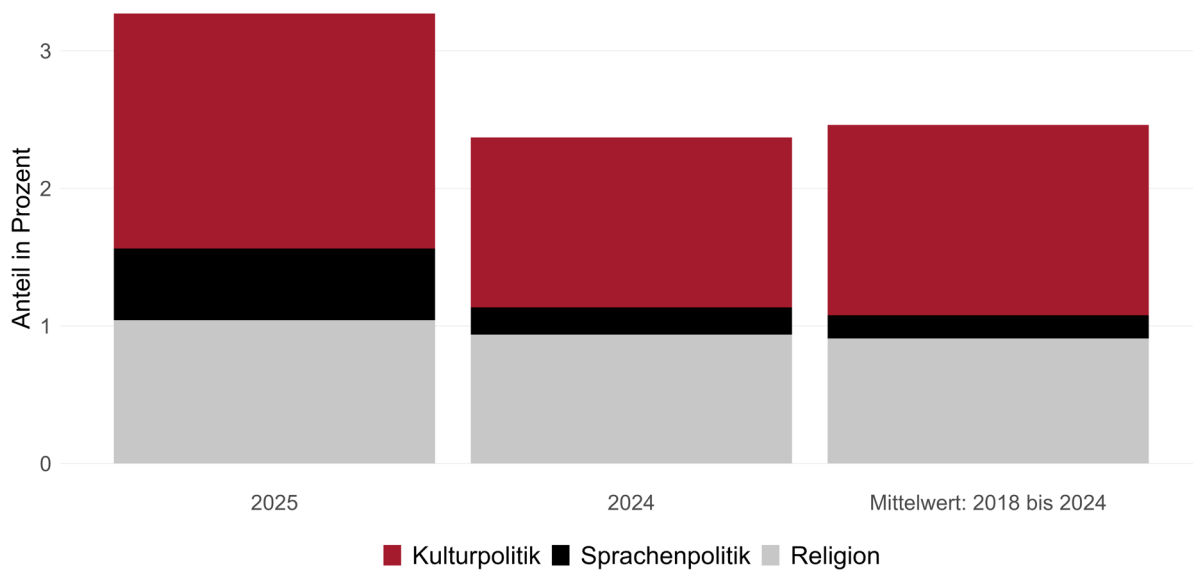
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «KULTUR, SPRACHE UND KIRCHEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Kultur, Sprache, Religion» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Kultur, Sprache, Kirchen» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 2.5 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «KULTUR, SPRACHE UND KIRCHEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Kultur, Sprache, Religion» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Kulturpolitik» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 1.7 Prozent.

TABELLE 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «KULTUR, SPRACHE, KIRCHEN»: ANZAHL WORTMELDUNGEN UND GESPROCHENE WÖRTER IM JAHR 2025

Rang	Nr.	Reden	Wörter	Titel
1	25.041	689	194972	Voranschlag 2026
2	25.026	273	99039	«Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)». Volksinitiative
3	25.063	322	86597	Entlastungspaket 27 (EP27) für den Bundeshaushalt
4	24.046	191	70978	Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen
5	24.060	198	70724	«200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)». Volksinitiative
6	23.051	229	66753	Energiegesetz. Änderung
7	24.026	166	61625	«Für eine zivilstandsunabhängige Individualbesteuerung». Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag
8	25.037	192	60569	Notenaustausche zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Weiterentwicklungen des Schengen- und des Dublin-/Eurodac-Besitzstands
9	24.082	133	56270	«Für eine soziale Klimapolitik – steuerlich gerecht finanziert (Initiative für eine Zukunft)». Volksinitiative
10	25.024	195	54304	Kriegsmaterialgesetzes (Aufnahme einer Abweichungskompetenz für den Bundesrat). Änderung
...				
37	24.027	54	17715	Kulturbotschaft 2025–2028
64	25.3153	14	11291	Motion Würth Benedikt. Aufgabenteilung im Bereich Denkmal-, Heimat- und Ortsbildschutz wieder auf den Kerngehalt der NFA I und der Verfassung zurückführen
130	24.4596	16	4717	Motion Gössi Petra. Besserer Schutz des geistigen Eigentums vor KI-Missbrauch
162	23.4191	11	3620	Motion Funicello Tamara. Schutzkonzepte zur Prävention von Missbrauch bei Organisationen, die mit Kindern und Jugendlichen arbeiten
222	24.4464	7	2584	Motion Regazzi Fabio. Eine Strategie gegen den Missbrauch unserer Bilder
274	24.3955	8	2064	Motion Sommaruga Carlo. Französische Sprache beibehalten und so Bürokratie und unnötige Kosten vermeiden
312	25.3807	4	1837	Motion Binder-Keller Marianne. Antisemitismusbericht Rechnung tragen und Massnahmen gegen Rassismus und Antisemitismus entsprechend sicherstellen
479	24.4297	3	968	Motion Revaz Estelle. Das Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge: Der Bund muss eine ausreichende finanzielle Unterstützung aufrechterhalten
537	24.3176	2	802	Motion Gafner Andreas. In Schweizer Moscheen soll in einer Landessprache gepredigt werden
563	23.3904	2	745	Motion Addor Jean-Luc. Keine Bundesbeiträge für Lesungen von Dragqueens!
...				

Legende: Anzahl Wortmeldungen und gesprochene Wörter im Jahr 2025 zu den entsprechenden Geschäften; geordnet nach Anzahl gesprochener Wörter; grau eingefärbt: Geschäfte im Themenbereich «Kultur, Sprache, Kirchen».

Rang: Tabelle geordnet nach Anzahl Wörter 2025; *Nr:* Geschäftsnummer; *Reden:* Anzahl Wortmeldungen 2025 zum Geschäft; *Wörter:* Anzahl gesprochene Wörter 2025 zum Geschäft; *Titel:* Deutscher Titel der Vorlage

Lesebeispiel: 2025 wurden zur Kulturbotschaft 2025–2028 in 54 Wortmeldungen 17'715 Wörter gesprochen; Rang 37 von allen Geschäften in diesem Jahr.

Quelle: Datensatz der Parlamentsdienste der Bundesversammlung (2025).

Rétrospective annuelle 2025: Médias

Nouvelles technologies, adaptations aux habitudes de consommation et contraintes politiques: le secteur médiatique poursuit sa mue compliquée mais nécessaire

RAPPORT

ETAT AU 31.12.2025
MATHIAS BUCHWALDER ET
CHLOE MAGNIN

Confrontée à de nouveaux défis avec l'émergence de l'intelligence artificielle (IA), **la politique médiatique s'est débattue avec ses vieux démons** en 2025. Depuis plusieurs années, la réduction de la redevance radio-TV est en effet l'un des serpents de mer de la politique suisse. Figurant au menu du Parlement, l'[initiative populaire «200 francs, ça suffit! \(initiative SSR\)»](#) a été le cinquième objet suscitant les plus longs débats, sur l'ensemble des objets traités par les chambres en 2025, donnant le ton en vue de la campagne pour la votation prévue le 8 mars 2026 (voir l'analyse APS des interventions). En parallèle, les chambres ont avancé sur d'autres dossiers, concernant l'aide aux médias régionaux, alors que le Conseil fédéral a affiché sa volonté d'encadrer les activités des grandes entreprises technologiques.

Prise en 2024 par le Conseil fédéral, la [décision](#) d'abaisser progressivement la **redevance radio-TV** à CHF 300 d'ici 2029 n'a pas freiné les ardeurs des partisans de l'initiative «200 francs, ça suffit!», déterminés à en découdre dans les urnes. Après 140 prises de paroles réparties sur trois journées, la majorité du [Conseil national](#) a recommandé le rejet de l'initiative lors de la session d'été. Une minorité du groupe PLR a rejoint l'UDC pour soutenir l'initiative. L'analyse APS des journaux montre d'ailleurs que l'attention pour la politique médiatique a été la plus forte à cette période de l'année. La chambre basse a été suivie par le [Conseil des Etats](#) lors de la session d'automne. En outre, les velléités de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (CTT-CN) de proposer un contre-projet indirect n'ont pas trouvé grâce auprès de son homologue des Etats ([lv.pa.25.400](#), [lv.pa.25.433](#)). Avec la baisse programmée de la redevance, la SSR a confirmé en novembre des [mesures d'économies](#) à hauteur de CHF 270 millions, impliquant la disparition de 900 emplois plein-temps (EPT). Un moindre mal selon une étude de l'OFCOM, qui indique que si l'initiative passait la rampe, la SSR pourrait être contrainte à licencier plus de 3'000 collaborateurs et collaboratrices, sur les 7'000 qu'emploie actuellement l'entreprise de service public.

Dans la presse écrite aussi, les [annonces de licenciement](#) deviennent monnaie courante année après année. En 2025, l'annonce principale a été la disparition dès 2026 de la version imprimée de «20 Minutes», avec pour conséquence la perte de 80 EPT. Afin d'aider la presse à effectuer sa transition vers le numérique, les chambres fédérales ont validé lors de la session de printemps l'[augmentation des aides indirectes](#). Deux autres objets plaidant pour un **soutien aux médias locaux et régionaux** ont été adoptés par l'Assemblée fédérale lors de la session d'hiver. D'une part, via l'initiative parlementaire Bauer (plr, NE), [la quote-part de la redevance](#) accordée aux radios et télévisions régionales sera rehaussée à 6-8

pour cent (contre 4-6 auparavant). D'autre part, grâce à l'initiative parlementaire Chassot (centre, FR), un pour cent du produit de la redevance sera utilisé pour le [soutien à la formation et à la formation continue, aux agences indépendantes et au Conseil suisse de la presse](#).

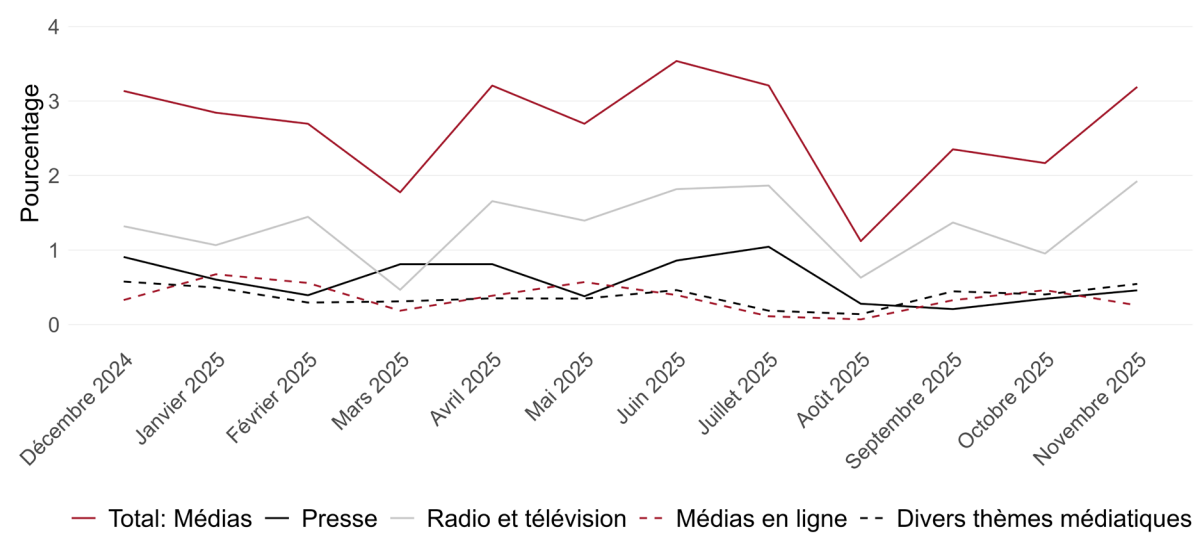
Dans le **domaine numérique**, l'utilisation des contenus journalistiques par les plateformes de services en ligne constitue une problématique pour les médias, qui ne reçoivent pas de compensation. Pour y remédier, le Conseil fédéral a présenté en juin son [projet d'introduction d'un droit voisin en faveur des entreprises de médias](#). La CTT-CN lui a cependant [renvoyé le dossier](#), demandant à l'exécutif d'élargir la réglementation à l'utilisation de contributions journalistiques par des fournisseurs d'IA. Également sur le thème de la régulation des grandes plateformes, le Conseil fédéral a ouvert en fin d'année une [consultation sur la nouvelle Loi sur les plateformes et les moteurs de recherche](#) (LPCom), afin d'améliorer la transparence et l'équité dans l'espace numérique. Il s'agit là d'un projet de régulation des réseaux sociaux réclamé depuis belle lurette par les milieux concernés.

D'ailleurs, l'**utilisation des réseaux sociaux par les jeunes** a fait couler beaucoup d'encre durant l'année. Deux postulats ([Po. 24.4480](#), [Po. 24.4592](#)) s'inquiétant de la santé mentale des enfants et des jeunes ont été adoptés par le Conseil des Etats, alors que la commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP-CSR) a [déposé des motions](#) dans les parlements cantonaux romands pour thématiser une possible réduction, voire interdiction de l'accès aux réseaux sociaux jusqu'à un certain âge. En novembre, la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) s'est [prononcée](#) en faveur d'un accès adapté à l'âge, mais pas d'une interdiction, privilégiant une approche d'éducation numérique.

Enfin, une décision des chambres fédérales a montré que certaines pratiques qui paraissent ancestrales à l'heure de l'IA demeurent importantes pour une bonne partie de la population. Alors qu'elle devait être désactivée fin 2026 pour les radios privées, **la FM continuera de fonctionner en 2027**. Une levée de boucliers menée par le pionnier de la radio Roger Schawinski, combinée à l'information d'une [perte d'audience](#) de 25 pour cent annoncée par la SSR à la suite de la désactivation de la FM fin 2024, [a convaincu les parlementaires](#) de demander au Conseil fédéral de faire machine arrière en maintenant la possibilité de diffuser sur les ondes ultra-courtes (OUC).

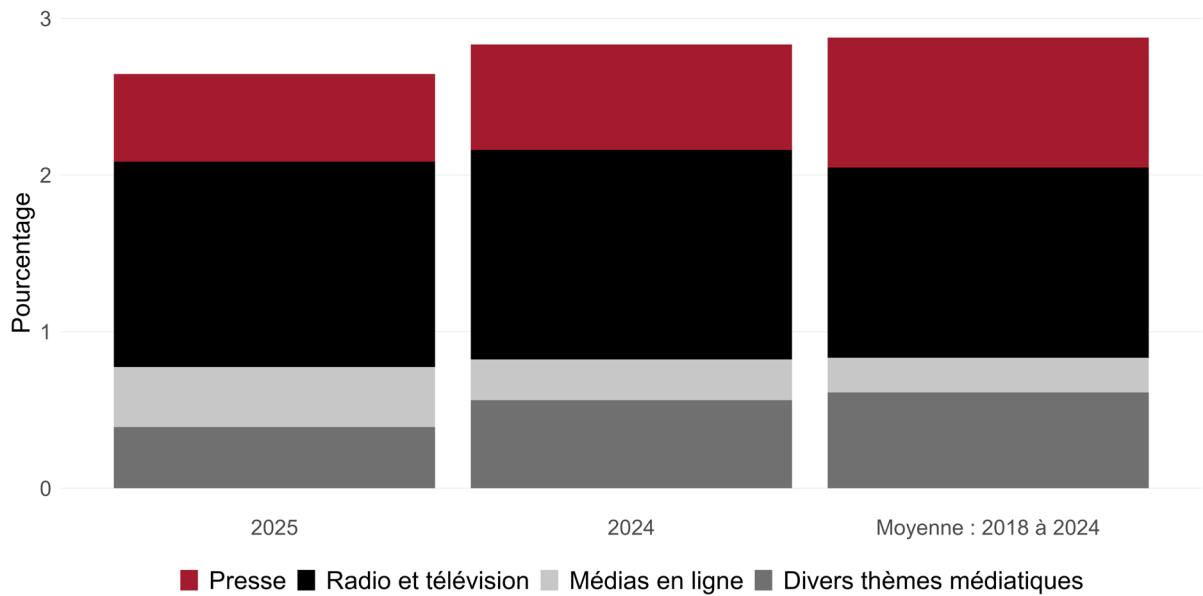
Ce rebondissement illustre les **péripéties d'un secteur en pleine transformation**, dans lequel les frontières autrefois bien définies entre les formes de médias deviennent floues. L'année 2026 promet d'ores et déjà de soumettre les médias à de nouveaux défis, et démarrera sur les charpeaux de roue avec la campagne annoncée acharnée pour l'initiative «200 francs, ça suffit!».

FIGURE 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR LES «MÉDIAS»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR MOIS



Explication : Proportion d'articles de journaux par mois sur le sujet « Médias » en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours d'un mois.
Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Total : Médias » par rapport au nombre total d'articles était de 3.1 pour cent en décembre 2024.

FIGURE 2 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR LES «MÉDIAS»: POURCENTAGE D'ARTICLES DE JOURNAUX PAR ANNÉE



Explication : Proportion d'articles de journaux par année (janvier à novembre) sur le sujet « Médias » en comparaison à l'ensemble des articles de journaux sur la politique nationale au cours de l'année (janvier à novembre).
Exemple : La proportion d'articles de presse sur le thème « Presse » par rapport au nombre total d'articles était de 0.6 pour cent en 2025.

TABEAU 1 DE LA RÉTROSPECTIVE ANNUELLE SUR LES «MÉDIAS»: NOMBRE DE PRISES DE PAROLE ET DE MOTS PRONONCÉS EN 2025

Rang	No	Prises de parole	Mots	Titre
1	25.041	689	194972	Budget de la Confédération 2026
2	25.026	273	99039	«Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)». Initiative populaire
3	25.063	322	86597	Programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération
4	24.046	191	70978	Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques
5	24.060	198	70724	«200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)». Initiative populaire
6	23.051	229	66753	Loi sur l'énergie. Modification (Projet de loi pour l'accélération des procédures)
7	24.026	166	61625	«Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil». Initiative populaire et contre-projet indirect
8	25.037	192	60569	Echanges de notes entre la Suisse et l'UE sur les développements de l'acquis de Schengen et de Dublin/Eurodac
9	24.082	133	56270	«Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)». Initiative populaire
10	25.024	195	54304	Loi fédérale sur le matériel de guerre (Introduction d'une compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral). Modification
...				
27	22.407	93	24246	Initiative parlementaire Bauer Philippe. Répartition de la redevance de radio-télévision
60	25.3950	38	12199	Motion CTT-CN. Nouvel appel d'offres pour les concessions FM à partir du 1er janvier 2027
101	22.423	16	6981	Initiative parlementaire Bulliard-Marbach Christine. Pour une presse écrite indépendante, il faut adapter les montants de l'aide indirecte
324	22.415	8	1768	Initiative parlementaire Fluri Kurt. Participation équitable de la SSR au marché de la production audiovisuelle
328	23.4530	5	1748	Motion Poggia Mauro. Lutter contre les propos haineux sur Internet. L'argent public ne doit pas soutenir l'anonymat des commentaires
374	24.4480	5	1462	Postulat Vara Céline. Santé psychique des jeunes et exposition aux réseaux sociaux. Que fait-on?
485	24.3895	4	953	Motion Poggia Mauro. Redevance radio-télévision pour sourds ou aveugles. Il est temps de changer une réglementation cynique !
557	23.3786	2	768	Motion Friedl Claudia. Lutter contre le problème des bulles de filtres. Prise de mesures en vue de renforcer la démocratie
848	25.3363	1	9	Motion Schaffner Barbara. Aide aux médias en ligne indépendamment du canal de diffusion et du modèle d'affaires
860	24.4644	1	8	Motion Theiler Heinz. Lutter contre la désinformation et les activités d'influence. Créer un service de coordination interdisciplinaire pour établir l'état des lieux et prendre des mesures

Légende: Nombres de prises de parole et de mots prononcés en 2025 concernant les objets correspondants; classés par nombre de mots prononcés; en gris: objets relevant du domaine thématique « Médias ».

Rang: Tableau classé par nombre de mots en 2025 ; *No:* Numéro d'objet ; *Prises de parole:* Nombres de prises de paroles en 2025 sur l'objet ; *Mots:* nombre de mots prononcés en 2025 sur l'objet ; *Titre:* Titre français du projet

Exemple de lecture: en 2025, 70'724 mots ont été prononcés sur l'initiative populaire 200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)» en 198 prises de parole; 5^e rang parmi tous les objets de cette année.

Source: jeu de données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).

Jahresrückblick 2025: Parteien

Personalgeschäfte, Europapolitik und kantonale Wahlen: die Parteien im Jahr 2025

BERICHT

STAND: 31.12.2025

HANS-PETER SCHAUB

In der Medienberichterstattung über die Parteien dominierten 2025 nebst den kantonalen Wahlen vor allem **Personalfragen und die Europapolitik**. Diese Themen bescherten insbesondere der Mitte und der FDP viel Aufmerksamkeit. Alle übrigen Parteien waren in den Medien 2025 weniger präsent als in den Jahren davor (vgl. Abbildungen 1 und 2 der APS-Zeitungsanalyse).

Die **SVP** stellte auch 2025 konsequent ihre Kernthemen «Europa» und «Migration» ins Zentrum. Sie positionierte sich als einzige grössere Partei gegen das [Vertragspaket mit der EU](#) und für ein obligatorisches Referendum mit doppeltem Mehr. Mit ihrer [Nachhaltigkeitsinitiative](#), die im Parlament behandelt wurde, und der [Grenzschutzinitiative](#), die sie im Berichtsjahr zustande brachte, konnte sie Europa- und Migrationsthema gleichzeitig in den Mittelpunkt stellen. Milder als die anderen Parteien reagierte die SVP auf den «[Zollhammer](#)» aus den USA. Bei den kantonalen Parlamentswahlen konnte die SVP von allen Parteien am stärksten zulegen. In Solothurn gelang ihr erstmals der Einzug in die Regierung. Für Schlagzeilen sorgte auch, dass die SVP in einer schweizweiten Wahlumfrage zu den Nationalratswahlen 2027 über 30 Prozent erreichte, was an der Urne einen neuen Rekordwert bedeuten würde. Nach dem Beschluss der FDP zugunsten der Bilateralen III meldeten verschiedene SVP-Kantonalparteien eine Beitrittswelle, wobei offen blieb, inwieweit es sich dabei um ehemalige FDP-Mitglieder handelte. Vor allem im Kanton Zürich wurden im Berichtsjahr mehrere SVP-Anlässe zum Ziel von Störaktionen und Sachbeschädigungen. Ebenfalls in Zürich kam ein Gericht zum Schluss, die Kantonalpartei habe in einer Medienmitteilung gegen die Anti-Rassismus-Strafnorm verstossen, der damalige Parteipräsident könne aber nicht persönlich dafür verantwortlich gemacht werden.

Die **SP** verlor im Berichtsjahr ihren Schaffhauser Ständeratssitz, konnte aber in allen kantonalen Parlamentswahlen und in zwei Kantonsregierungen Sitzgewinne feiern; in der jurassischen Kantonsregierung verfügt sie damit neu über eine absolute Mehrheit. In der Presse wurden die Wahlerfolge vor allem auf die fortgesetzte Fokussierung der Partei auf soziale Themen wie Krankenkassenprämien, Kaufkraft und Mieten zurückgeführt. Auch ihre Kampagnenstärke und ihr Status als Gegenpol zur SVP wurden genannt.

Mediale Aufmerksamkeit zog die SP auch mit sicherheits- und aussenpolitischen Themen auf sich: Parteiintern wurde das Ziel einer Armeeabschaffung im Parteiprogramm in Frage gestellt. Viel zu reden gab die Positionierung der Partei zum Krieg in Gaza; regelmässig wurde dabei der Vorwurf geäussert, Teile der SP folgten antisemitischen Positionen. Europapolitisch bezog die SP letztlich klar Position für die Bilateralen III, mit

der Bedingung, dass das Parlament das [Lohnschutzpaket](#) nicht mehr auf-schnüre. Sie beschloss zudem eine Krankenkassen-«Prämien-Rabatt-Initiative» zu lancieren und kündigte eine Initiative für Massnahmen gegen Femizide an. Wenig erfolgreich verlief das SP-Jahr bei den Volksabstimmungen, wobei vor allem die [Abschaffung des Eigenmietwerts](#) und das deutliche Nein zur «[Zukunfts-Initiative](#)» der Juso ins Gewicht fielen.

Die [FDP](#) wurde nach dem Rücktritt von Thierry Burkart zur ersten bürgerlichen Bundespartei mit einem Co-Präsidium. Die Doppelspitze aus Susanne Vincenz-Stauffacher und Benjamin Mühlemann, die letztlich konkurrenzlos ins Amt kam, deckt unterschiedliche Strömungen der Partei ab. Für ihre Vernehmlassungsantwort zu den Bilateralen III befragte die FDP als einzige Partei ihre Delegierten, was für eine monatelange, auch in den Medien ausgetragene Debatte sorgte. Letztlich gab es ein deutliches Ja zum Vertragspaket und ein Nein zum Ständemehr. Im Übrigen profilierten sich die Freisinnigen etwa mit Forderungen nach Sparmassnahmen, einer entschlossenen Aufrüstung oder einem Personalstopp bei der Bundesverwaltung; in die gleiche Richtung zielt die von den Jungfreisinnigen beschlossene Volksinitiative für eine «Verwaltungsbremse».

In den kantonalen Wahlen büsste die FDP Parlamentsmandate und zwei Regierungsratssitze ein. Positiv stand die Eroberung eines Ständeratssitzes in Schaffhausen zu Buche. Vor dem Hintergrund des Abwärtstrends wurde in den Medien regelmässig die Frage verhandelt, wie lange die FDP ihre Doppelvertretung im Bundesrat noch halten könne. Als Erklärungen für die Schwierigkeiten bei Wahlen wurden etwa die Zerreissprobe bei den Bilateralen III und generell die Uneinigkeit in vielen Fragen, die «Sandwichposition» mit offenen Flanken sowohl zur SVP als auch zur GLP sowie ein anhaltendes Image als Bankenpartei genannt.

Bei der [Mitte](#) gaben innerhalb weniger Tage sowohl Bundesrätin Viola Amherd als auch Parteipräsident Gerhard Pfister ihre Rücktritte bekannt. Das Rennen um die [Bundesratsnachfolge](#) wurde lange von den zahlreichen, auch überraschenden Absagen möglicher Kandidierender sowie von parteiinternen Konflikten dominiert; erst in letzter Minute konnte die Partei ein Zweier-Ticket präsentieren, was ihr als Schwäche und auch als schlechte Werbung für ihren Wunsch nach einem zweiten Bundesratssitz ausgelegt wurde. Am Ende setzte sich mit Martin Pfister ein Überraschkandidat durch. Ruhiger verlief das Auswahlprozedere zum Parteipräsidium, wo dem favorisierten Philipp Bregy letztlich keine Gegenkandidatur erwuchs. Dieser versprach den Kurs seines Vorgängers fortzuführen. Komplettiert wurde das Sesselrücken auf den Spitzenposten der Mitte mit einer neuen Fraktionschefin und einem neuen Generalsekretär.

Nach der Klärung der Personalfragen beruhigte sich der Diskurs um die Partei; davor hatten manche Medien Zerfallerscheinungen, einen mangelhaft verdauten Abschied vom christlichen Etikett der CVP und – ohne den dominanten Gerhard Pfister – ein programmatisches Vakuum geor-

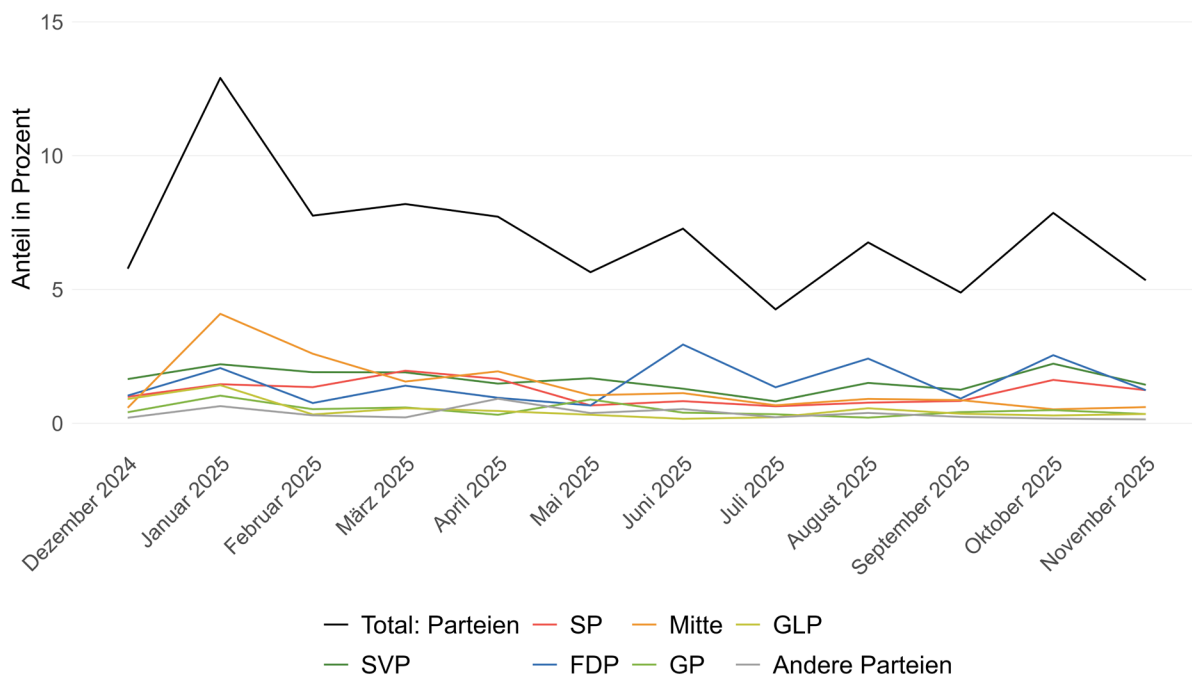
tet. Bei der Vernehmlassung zu den Bilateralen III entschied sich die Parteispitze für ein Ja zu den Verträgen, Einwände zur inländischen Umsetzung und eine Vertagung der Positionierung zur Frage des Ständemehrs. Bei den kantonalen Parlamentswahlen wies die Mitte eine leicht positive Bilanz auf. In den Kantonsregierungen hielt sie ihre Sitze.

Die [Grünen](#) waren wie schon im [Vorjahr](#) die Partei mit den stärksten Verlusten bei den kantonalen Parlamentswahlen. Als Haupterklärung dafür dominierte in den Medien der Bedeutungsrückgang von Klima und Umwelt in der öffentlichen Wahrnehmung. Bei den Regierungsratswahlen hielten sich ein Sitzgewinn in Neuenburg und ein Verlust in Solothurn die Waage. An der Abstimmungsurne blieb die [Umweltverantwortungsinitiative](#) der Jungen Grünen chancenlos. Als Erfolg konnte die Partei das Zustandekommen ihrer [Solarinitiative](#) verbuchen. Die Grünen sprachen sich deutlich zugunsten der Bilateralen III aus, wobei sie die Schutzklausel und die inländische Umsetzung des Stromabkommens ablehnten. In Zusammenhang mit den US-Zöllen forderten sie eine stärkere Ausrichtung auf Europa und Gegenmassnahmen gegen die USA. Mit teils markiger Kritik am Bundesrat suchten sich die Grünen als «grösste Oppositionspartei» zu profilieren.

Der **GLP** waren an den Wahlurnen 2025 keine Erfolge beschieden. Im Jura fiel sie gar ganz aus dem Kantonsparlament. Einen zusätzlichen Sitz erhielt sie dagegen im Nationalrat durch den Parteiwechsel des vormaligen Freisinnigen Matthias Jauslin. Derweil trat Sanija Ameti aus der GLP aus und kam damit einem möglichen Parteiausschluss zuvor, den die Partei aufgrund eines umstrittenen [Instagram-Posts](#) der Politikerin prüfte. Gründe für den fehlenden elektoralen Zuspruch orteten Medienkommentare vor allem in der Themenkonjunktur, einem kopflastig-emotionsarmen Stil, einem elitären Image und in der öffentlichen Wahrnehmung als blosse Europa- und Umweltpartei. In der Tat vermochten sich die Grünliberalen auch 2025 vor allem als Europapartei zu profilieren, indem sie sich am frühesten und eindeutigsten von allen Parteien zugunsten der Bilateralen III positionierten. Sie waren zudem nebst der EVP die einzige Partei, welche die – letztlich sehr deutlich gescheiterte – [Service-Citoyen-Initiative](#) unterstützte.

Im Berichtsjahr traten auch einige **neue Kleinparteien** auf den Plan. Konflikte in der Piratenpartei führten zur Abspaltung und Gründung der Partei «Digitale Integrität Schweiz». Der Vertretung der Interessen von Muslimen in der Schweiz hat sich die neugegründete Partei «Gemeinsame Starke Schweiz» verschrieben. Am äusseren rechten Rand des Parteienspektrums gerieten das Rassemblement romand patriote sowie die Nationalpartei erstmals in den Fokus der Medien.

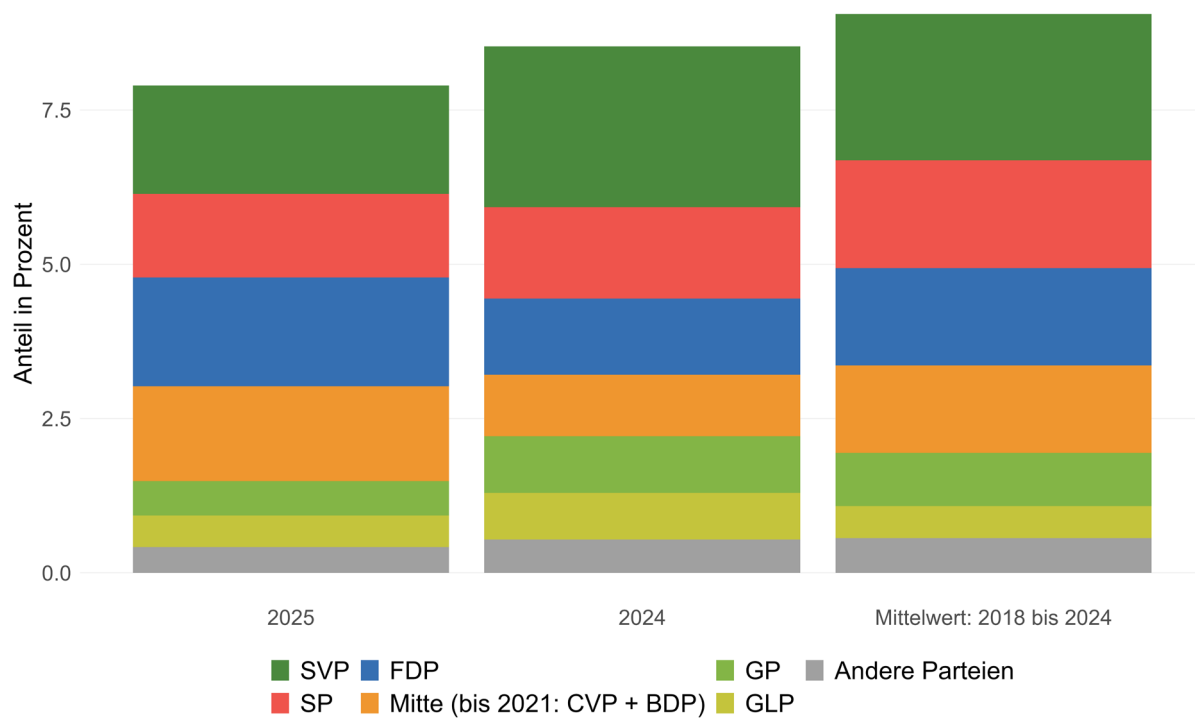
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «PARTEIEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Parteien» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Parteien» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 5.8 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «PARTEIEN»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Parteien» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «SVP» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 1.8 Prozent.

Jahresrückblick 2025: Verbände

BERICHT

STAND: 31.12.2025
HANS-PETER SCHAUB

In der Medienberichterstattung rund um die Verbände dominierten 2025 die [US-Zölle](#) sowie die [Bilateralen III](#) und deren inländische Umsetzung. Die Einigung der Sozialpartner und der folgende Beschluss des Bundesrats zu den flankierenden [Lohnschutzmassnahmen](#) zum EU-Vertragspaket schlugen sich vor allem in einer häufigen Nennung der Gewerkschaften im ersten Trimester nieder. Insgesamt war das Medieninteresse für die Verbände 2025 jedoch geringer als in den Vorjahren (vgl. Abbildungen 1 und 2 der APS-Zeitungsanalyse).

Bei den **Wirtschaftsverbänden** stellten sich Economiesuisse und der Arbeitgeberverband (SAV) recht dezidiert hinter die neuen bilateralen Abkommen und auch hinter die mit den Gewerkschaften ausgehandelten Lohnschutzmassnahmen. Sie forderten jedoch die Streichung des Kündigungsschutzes für Arbeitnehmervertretende, den der Bundesrat zusätzlich zum Sozialpartnerkompromiss in seine Vernehmlassungsvorlage aufgenommen hatte. Die kleineren Unternehmensverbände Kompass/Europa und Autonomiesuisse lehnten das Vertragspaket hingegen ab. Vorderhand kein Nein, aber grössere Vorbehalte kamen vom Gewerbe- und vom Bauernverband, die ihre letztliche Zustimmung von inländischen Massnahmen zugunsten ihrer jeweiligen Klientel abhängig machten und ein obligatorisches Referendum forderten. Dabei schlug der (SBV) eine positivere Tonalität an als der SGV.

In der Debatte um die US-Zölle stützten die grossen Wirtschaftsverbände die Linie des Bundesrats, auch nach dem «[Zollhammer](#)» auf die US-Regierung zuzugehen und auf Retorsionsmassnahmen zu verzichten. Zur Abfederung der [Folgen](#) forderten sie eine Reihe von Massnahmen, wobei es sich abgesehen vom Ausbau der Kurzarbeit um langjährige Anliegen der Wirtschaft handelte, die aus ihrer Sicht nun aber zusätzliche Dringlichkeit erhielten. Der SBV wiederum wehrte sich vor allem dagegen, dass als Zugeständnis an die USA die Schweizer Agrarzölle gesenkt werden.

Auch wenn die grossen Wirtschaftsverbände 2025 anders als in den [vorangegangenen Jahren](#) keine Abstimmungsniederlagen hinnehmen mussten, konstatierten viele Medien und teilweise auch die Verbandsspitzen selbst einen anhaltenden Verlust ihrer Durchsetzungskraft in der öffentlichen Debatte. Zur Stärkung ihrer Kampagnenfähigkeit lancierten sie unter anderem die neue Online-Plattform «Civic» zum Sammeln von Unterschriften. Die deutliche Ablehnung der [Zehn-Millionen-Initiative](#) durch Economiesuisse wiederum sorgte für Friktionen mit der SVP. In personeller Hinsicht kündigte der Präsident von Economiesuisse seinen Rücktritt für das Jahr 2026 an. Mehr Zeit für die Nachfolgeplanung bleibt beim SBV, dessen Präsident Markus Ritter seinen Rücktritt für 2028 angemeldet hat; zu Jahresbeginn wurden jedoch bereits mögliche Nachfolgelösungen für einen frühzeitigen Wechsel sondiert, als Ritter für den Bundesrat kandidierte.

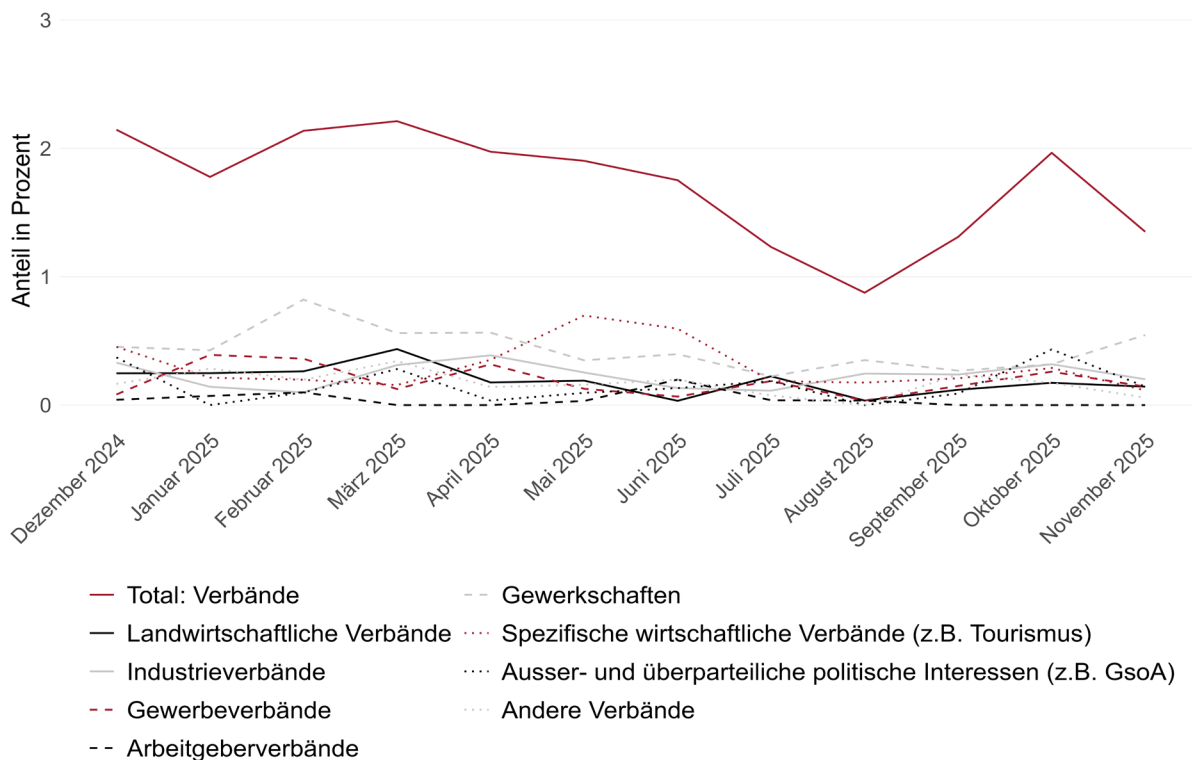
Die Dachverbände der **Gewerkschaften**, die die Bilateralen III lange kritisiert hatten, schwenkten 2025 auf eine unterstützende Position um, nachdem das Massnahmenpaket zum Lohnschutz feststand und der Bundesrat auch den Kündigungsschutz für Arbeitnehmervertretende darin aufgenommen hatte. Auch Aussenstehende werteten dieses Ergebnis in den Medien als Verhandlungserfolg der Gewerkschaften. Das Stromabkommen mit der EU stiess bei Travail.Suisse hingegen auf Skepsis, beim SGB gar auf Ablehnung. In der Diskussion um die US-Zölle stellten die Gewerkschaften die Forderung nach einer Ausweitung der Kurzarbeit in den Vordergrund. Die Unia profilierte sich in dem Zusammenhang mit der Forderung, bei der Vergabe öffentlicher Aufträge für eine stärkere Berücksichtigung inländischer Unternehmen zu sorgen. Für öffentliche Aufmerksamkeit und teilweise Kritik sorgte die Unia zudem mit Streiks und Demonstrationen im Zuge der Verhandlungen zu einem neuen Landesmantelvertrag im Bauhauptgewerbe; im Dezember gelang hier letztlich eine Einigung mit dem Baumeisterverband. Der VPOD machte mit Abgängen an der Spitze seines Generalsekretariats und einem Konflikt um den Führungsstil seines Präsidenten von sich reden. Einen historischen Schritt machten die Gewerkschaften im Kanton Aargau: Dieser wurde zum ersten Deutschschweizer Kanton, in dem sich die [Sektionen von Travail.Suisse und des Gewerkschaftsbundes](#) in einer gemeinsamen Dachorganisation zusammenschlossen. Ein Novum war auch der Sieg Jean-Luc Addors in einer Kampfwahl ums Präsidium des Zollpersonalverbands Garanto: Damit wird erstmals überhaupt eine Schweizer Gewerkschaft von einem SVP-Mitglied geführt.

Zu einer **Kampf- und Richtungswahl** kam es auch um das Präsidium der Offiziersgesellschaft; durchsetzen konnte sich dabei der Kandidat, der für einen unabhängigeren Kurs der SOG vom VBS steht. Beim Schweizer Tierschutz (STS) war die Wahl des neuen Präsidenten mit der Hoffnung auf einen Neuanfang und geordnetere Verhältnisse verbunden, nachdem der Verband in den letzten Jahren von internen Konflikten und Vorwürfen mangelnder finanzieller Transparenz geprägt gewesen war. Weniger stark aufgeladen war die Neubesetzung von Spitzenposten etwa beim Tourismusverband, der Allianz Sicherheit Schweiz oder dem Automobil-Club der Schweiz (ACS).

Bei den **Umwelt- und Landschaftsschutzverbänden** gab weiterhin ihre teilweise Opposition gegen Wasserkraft-Ausbauprojekte zu reden. Im Sinn eines Kompromisses sahen sie letztlich von einem Referendum gegen den sogenannten [Beschleunigungserlass](#) ab, mit dem das Parlament ihr Verbandsbeschwerderecht bei 16 prioritären Wasserkraftprojekten auf kantonale Gerichteinstanzen beschränkt, aber nicht ganz ausschaltet. Einen bedeutenden Abstimmungserfolg konnte der **Hauseigentümerverband** (HEV) mit der [Abschaffung des Eigenmietwerts](#) verbuchen; für seine Abstimmungskampagne hatte der HEV aussergewöhnlich viele finanzielle Mittel eingesetzt.

In Bezug auf **strukturelle Veränderungen** in der Verbandslandschaft war 2025 ein vergleichsweise ereignisarmes Jahr. Zu Jahresbeginn nahm [Priowiss](#) seinen Betrieb auf, womit die Krankenkassen nach Jahren der Spaltung wieder einen gemeinsamen Dachverband haben. Auch das Pflegepersonal beschloss die Gründung eines neuen Dachverbands namens «alliance care». Für einige mediale Aufmerksamkeit sorgte der «Leonhard-Kreis», der 2025 erstmals an die Öffentlichkeit trat: Der Verein, dem bekannte SVP-Exponenten sowie konservative Politiker aus Deutschland und Österreich angehören, will für die Meinungsfreiheit kämpfen, die er bedroht sieht.

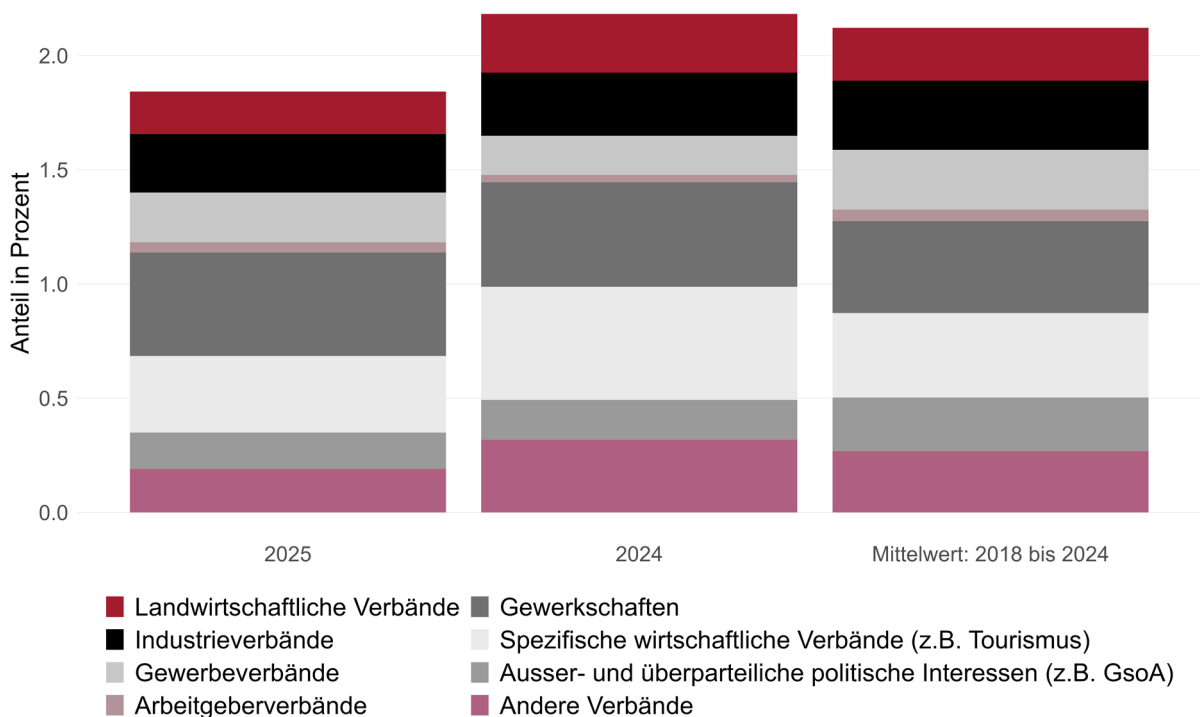
ABBILDUNG 1 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «VERBÄNDE»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO MONAT



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Verbände» pro Monat gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Monat.

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Total: Verbände» an allen Artikeln betrug im Dezember 2024 2.1 Prozent.

ABBILDUNG 2 ZUM JAHRESRÜCKBLICK «VERBÄNDE»: ANTEIL ZEITUNGSBERICHTE PRO JAHR



Legende: Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Verbände» pro Jahr (Januar bis November) gemessen an allen Zeitungsberichten zur nationalen Politik im Jahr (Januar bis November).

Lesebeispiel: Der Anteil Zeitungsberichte zum Thema «Landwirtschaftliche Verbände» an allen Artikeln betrug im Jahr 2025 0.2 Prozent.

Annexe technique

Cette annexe technique contient des explications ainsi que les données utilisées pour les tableaux et figures présentés dans les différentes rétrospectives thématiques annuelles.

Base de données

TABEAU 1 MÉTA-RÉTROSPECTIVE	Le tableau 1 résume les trois valeurs les plus élevées du tableau 2 et des figures 1 à 3.
TABEAU 2 MÉTA-RÉTROSPECTIVE ET TABEAU 1 RÉTROSPECTIVES THÉMATIQUES	Liste des objets les plus discutés par le Parlement en 2025 selon le nombre de mots prononcés. Source: Données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).
FIGURE 1 MÉTA-RÉTROSPECTIVE	Nombre d'interventions parlementaires (motions et postulats) et d'initiatives parlementaires déposées au Parlement en 2025, classées par rapport aux valeurs correspondantes de la 51e législature. Source: Données de «Grünenfelder Zumbach GmbH», basé sur les données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).
FIGURE 2 MÉTA-RÉTROSPECTIVE	Nombre d'interventions parlementaires (motions et postulats) et d'initiatives parlementaires traitées au Parlement en 2025, classées par rapport aux valeurs correspondantes de la 51e législature. Source: Données des Services du Parlement de l'Assemblée fédérale (2025).
FIGURE 3 MÉTA-RÉTROSPECTIVE	Articles de journaux recensés par APS en 2025 sur les différents thèmes, en pourcentage du total des articles de journaux recensés sur la politique nationale, classés en fonction de leur rapport avec les moyennes correspondantes entre 2018 et 2024. Les données sont basées sur tous les articles de journaux – recensés par les experts d'APS – qui ont été jugés pertinents pour la politique suisse et qui proviennent de la presse écrite et de quatre médias en ligne de la documentation de presse APS (voir ci-dessous). Période considérée en 2025 : de début janvier à fin novembre. Source : Documentation de presse APS.
FIGURE 1 RÉTROSPECTIVES THÉMATIQUES	Proportion des articles de presse par thème et par mois, mesurée par rapport au total de tous les articles de presse recensés sur la politique nationale au cours de la même période. Pour la base de données, voir ci-dessus (figure 3 méta-rétrospective).
FIGURE 2 RÉTROSPECTIVES THÉMATIQUES	Proportion des articles de presse par thème et par année (janvier à novembre), mesurée par rapport au total de tous les articles de presse recensés sur la politique nationale au cours de la même période, avec comparaison pour l'année précédente (2024) et la moyenne de 2018 à 2024. Pour la base de données, voir ci-dessus (figure 3 méta-rétrospective).
SÉLECTION DES JOURNAUX POUR LA DOCUMENTATION DE PRESSE APS	Notre analyse a pris en compte 36 journaux et 4 médias en ligne. Outre les principaux titres de la presse suprarégionale, au moins un journal a été sélectionné pour chaque canton, le tirage (selon REMP 2015) servant de critère de sélection.
DOCUMENTATION DE PRESSE APS	Les rédactrices et rédacteurs d'Année Politique Suisse classent électroniquement les coupures de presse de toutes les éditions des journaux mentionnés ci-dessous en les attribuant à un ou plusieurs des quelque 470 codes thématiques. Les articles sont également distingués en fonction des événements politiques nationaux et cantonaux.

TABEAU A.1
SÉLECTION DES JOURNAUX

	Titre	Région linguistique	Canton/région	Éditions/semaine
PRESSE SUPRARÉGIONALE	Neue Zürcher Zeitung	Suisse alémanique	Interrégional	6
PRESSE SUPRARÉGIONALE	Le Temps	Suisse francophone	Interrégional	6
PRESSE RÉGIONALE	Aargauer Zeitung	Suisse alémanique	AG	6
	Appenzeller Zeitung	Suisse alémanique	AR	6
	Appenzeller Volksfreund	Suisse alémanique	AI	4
	Basler Zeitung	Suisse alémanique	BS	6
	Basellandschaftliche Zeitung	Suisse alémanique	BL	6
	Berner Zeitung	Suisse alémanique	BE	6
	Bote der Urschweiz	Suisse alémanique	SZ	6
	Bund, Der	Suisse alémanique	BE	6
	Neue Luzerner Zeitung	Suisse alémanique	LU	6
	Neue Nidwaldner Zeitung	Suisse alémanique	NW	6
	Neue Obwaldner Zeitung	Suisse alémanique	OW	6
	Neue Urner Zeitung	Suisse alémanique	UR	6
	Neue Zuger Zeitung	Suisse alémanique	ZG	6
	Schaffhauser Nachrichten	Suisse alémanique	SH	6
	Solothurner Zeitung	Suisse alémanique	SO	6
	St. Galler Tagblatt	Suisse alémanique	SG	6
	Südostschweiz, Die (Glarus)	Suisse alémanique	GL	6
	Südostschweiz, Die (Graubünden)	Suisse alémanique	GR	6
	Tages-Anzeiger	Suisse alémanique	ZH	6
	Thurgauer Zeitung	Suisse alémanique	TG	6
	24 heures	Suisse francophone	VD	6
	Arc Info	Suisse francophone	NE	6
	Liberté, La	Suisse francophone	FR	6
	Nouvelliste, Le	Suisse francophone	VS	6
	Quotidien Jurassien, Le	Suisse francophone	JU	6
	Tribune de Genève	Suisse francophone	GE	6
	Corriere del Ticino	Suisse italophone	TI	6
PRESSE «PEOPLE»	Blick	Suisse alémanique	interrégional	6
	Schweiz am Wochenende	Suisse alémanique	interrégional	1
PRESSE DOMINICALE	NZZ am Sonntag	Suisse alémanique	interrégional	1
	SonntagsBlick	Suisse alémanique	interrégional	1
	Sonntagszeitung	Suisse alémanique	interrégional	1
PRESSE HEBDOMADAIRE	Weltwoche	Suisse alémanique	interrégional	1
	WOZ Die Wochenzeitung	Suisse alémanique	interrégional	1
MÉDIAS EN LIGNE	Republik	Suisse alémanique	interrégional	
	SRF Online	Suisse alémanique	interrégional	
	RTS Online	Suisse alémanique	interrégional	
	RSI Online	Suisse alémanique	interrégional	
			interrégional	